• Montréal vendredi 20 janvier 2006 Le plus grand quotidien français d'Amérique 122e année no 89 62 pages 5 cahiers 65¢ taxes en sus - Édition provinciale 75¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

SONDAGE CROP › PAUL MARTIN HORS DE DANGER DANS LASALLE-ÉMARD PAGE A4

cyberpresse.ca
LA PRESSE

LA BATAILLE DE MONTRÉAL



« Cinquante pour cent de mes amis sont souverainistes et je respecte cette position, mais... » — Liza Frulla



« On n'est pas dans le trèfle à quatre feuilles, on savait que cette campagne serait difficile. » — Jean Lapierre



Au sujet de la campagne en général : « Ça ne volait pas haut... » — Pierre Pettigrew

PHOTOMONTAGE, *LA PRESSE*©

La Presse **raconte les états d'âme de trois grandes vedettes du Parti libéral, menacées dans leur fief à Montréal.**



LOUISE LEDUC

Le compte à rebours a commencé. Il ne reste plus que quelques jours, particulièrement déterminants pour les vedettes libérales en danger dans leur circonscription. Et pourtant, mardi matin, au bureau de campagne de Liza Frulla, ce n'était pas la ruche, mais le désert. Personne au téléphone à tenter de convaincre des électeurs.

Avertie de notre arrivée, Liza Frulla arrive en trombe avec son attaché de presse et son petit chien blanc, Guizmo, qui fait campagne lui aussi. « Il n'y a pas de chien plus politisé que lui : il connaît bien le Parlement d'Ottawa, l'Assemblée nationale du Québec... »

Liza Frulla est pimpante, elle qui avait exceptionnellement l'air si cernée la fin de semaine dernière quand son chef Paul Martin est venu lui prêter main-forte.

Et vite, elle corrige le tir.

› Voir ÉLECTIONS PAGE A2

AUTRES TEXTES EN PAGE A3

Mon clin d'oeil ***STÉPHANE LAPORTE***
Une victoire de Stephen Harper, ce n'est pas très gai.

SOMMAIRE

Astrologie du jour	ACTUEL 10
Bandes dessinées	ARTS 10
Bridge	ACTUEL 9
Décès	ACTUEL 9
Forum	A 18 et 19
Horaire cinémas	ARTS 6 et 7
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 11
Monde	A 16 et 17
Mots croisés	ACTUEL 10 et ARTS 10
Mot mystère	ARTS 10
Mots fléchés	ARTS 10
Observateur	ACTUEL 7
Petites annonces	ACTUEL 7 et AFFAIRES 4
Vins et mets	ACTUEL 5

Météo
Pluie ou neige en matinée , maximum **2**, minimum **-2**, plus de détails en page SPORTS **8**

L-V 6 21924 98765 1

Stéphane Dion s'insurge contre la décision inattendue de Washington

FEU VERT À L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE EN ALASKA

FRANÇOIS CARDINAL

Dès l'an prochain, les grandes pétrolières pourront finalement exploiter à leur guise un vaste territoire protégé de l'Alaska. Le Sénat ayant fermé la porte de la Réserve nationale de l'Arctique, les États-Unis ont jeté leur dévolu sur une réserve voisine, pourtant vulnérable.

Les États-Unis font ainsi un pied de nez au Canada, qui s'oppose vertement à ce genre de projets... pour l'instant. La candidate conservatrice du Yukon a en effet déclaré mercredi qu'un gouvernement Harper cesserait de faire pression sur son voisin à ce sujet, tournant ainsi le dos à une position vieille de deux décennies.

›Voir PÉTROLE en page A20

Destination Pluton *New Horizons* décolle enfin



PHOTO BRUCE WEAVER REUTERS ©

La sonde spatiale *New Horizons* a décollé hier en direction de Pluton, seule planète du système solaire à n'avoir jamais été explorée. La sonde, qui contient une partie des cendres de son découvreur, Clyde Tombaugh, mort en 1997, atteindra sa cible dans neuf ans. Nos informations en page A9.

Série L'Amérique sous influence

Ils sont parmi nous

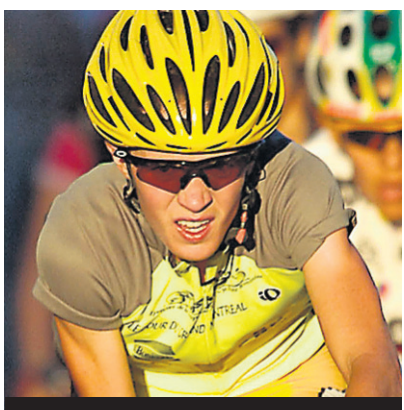
Depuis l'élection de George W. Bush, les évangélistes réussissent souvent à imposer leur vision religieuse. Aux États-Unis, mais aussi ailleurs. Le Canada n'est pas à l'abri de leur influence. Enquête sur trois continents. Un grand dossier à lire jusqu'à dimanche.

VINCENT MARISSAL

On aurait tendance à se payer la tête de quelqu'un qui prétend que Bob l'éponge fait la promotion de l'homosexualité chez les enfants parce qu'il tient son ami Patrick par la main. Ou de quelqu'un qui affirme vouloir « guérir » les homosexuels.

On rit moins toutefois quand on constate que ce « farceur » est un évangéliste de droite américain hyper-influent qui prêche par ondes radio à près de 200 millions de personnes.

›Voir CANADA en page A12



JEANSON BANNIE
L'ONDE DE CHOC
SPORTS PAGES 1 ET 2

Exceptionnelle.

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

Classe *VIA 1* MC
viarail.ca

VIA Rail Canada

375042A

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE ©

Jean Lapierre, Liza Frulla et Pierre Pettigrew au cours de la campagne électorale précédente, en juin 2004. Dix-huit mois plus tard, les auspices sont un peu différents pour ces trois ministres de la région de Montréal.

La bataille de Montréal

ÉLECTIONS
suite de la page A1

S'il n'y a pas de bénévoles dans ses bureaux ce jour-là, c'est qu'ils ont donné le paquet la veille pour le vote par anticipation. Dans quelques heures, assure-t-elle, tout son monde redeviendrait de vraies petites abeilles.

Liza Frulla y a tout intérêt. Selon le sondage CROP de mardi publié dans *La Presse,* la ministre du Patrimoine accuserait un retard dans Jeanne-Le Ber d'un point de pourcentage, derrière le bloquiste Thierry St-Cyr qui n'a perdu que par 72 votes en 2004.

Jamais elle n'avait vu venir le danger. « On était un peu naïf. Toute ma vie, j'avais eu des majorités explosives », raconte Mme Frulla.

Pour espérer l'emporter de façon plus convaincante, Liza Frulla compte entre autres sur la comédienne Andrée Boucher, qui téléphone personnellement aux électeurs et qui fait aussi du porte-à-porte. « Elle le fait par amitié », dit Liza Frulla.

Tous ses proches ne peuvent pas lui être aussi dévoués. « Cinquante pour cent de mes amis sont souverainistes. Je respecte cette position et, venant du milieu (artistique), je la comprends. »

On s'étonne à voix haute de ce qu'elle vient de dire. Elles les comprend ? En fait, se corrige aussitôt Liza Frulla, elle voulait simplement évoquer ici la « tendance très souverainiste » de ce milieu qu'elle défend de toutes manières « avec amour, globalement ».

La toujours très verbomotrice Liza Frulla est manifestement fatiguée. Sa trêve de Noël, elle l'a passée grippée. Et en plein temps des Fêtes, son père de 90 ans a fait une chute. « Il est passé d'un grand niveau d'autonomie avant le jour de l'An à quelqu'un qui a beaucoup besoin de soutien aujourd'hui », dit la candidate. Et c'est elle, en pleine campagne, qui doit y voir puisque son frère, un musicien de Céline Dion, est à Las Vegas.

Mise en demeure de Lester

Autre gigantesque pépin : son mari, André Morrow, éclaboussé par le dernier livre de Normand Lester et Robin Philpot au sujet d'Option Canada. Menaces de poursuites du mari, menaces de poursuites de Normand Lester contre Liza Frulla qui avait insinué que Lester avait été congédié de Radio-Canada en raison de son manque de rigueur. Les avocats de Lester sont passés des menaces aux actes hier soir en faisant parvenir une mise en demeure à la députée sortante de Jeanne-Le Ber, la sommant de se rétracter d'ici 48 heures.

Sur le terrain militant, pas plus facile. « Le 3 janvier, j'ai posé mes pancartes. Le 4, il en manquait la moitié. Je comprends qu'il y avait des gens qui aimaient bien ma photo, lance-t-elle à la blague, mais je comprends aussi que c'était l'oeuvre d'un groupe organisé... »

« Quand on participe à une campagne électorale, on est prêt à tous les scénarios. »

Une agression, un livre...

Même difficile temps des Fêtes pour Pierre Pettigrew, le candidat dans Papineau assailli au métro Côte-Vertu avant d'être lui aussi écorché par l'ouvrage de Lester.

« Il a mentionné mon nom neuf fois dans son livre pour essayer de me salir, pour ensuite aller dire à Radio-Canada qu'il était plausible que je n'aie rien su puisque je n'étais pas au gouvernement à l'époque. »

En fait de campagne électorale, « ça ne volait pas haut », dit Pierre Pettigrew, pestant contre le Bloc québécois qui se l'est joué très curé à son avis et qui a invité la population « à punir les libéraux qui ont péché ». « Il n'y a qu'un programme qui a mal marché », insiste-t-il, se désolant de la généralisation que l'on fait de son gouvernement qui a autrement géré si sainement le pays, selon lui.

Quant aux Haïtiens de sa circonscription, pas trop contents de l'ingérence canadienne dans leur pays d'origine... Le ministre des Affaires étrangères nous arrête tout de suite. Il s'agit, dit-il, d'un groupe très marginal, au sein duquel « il y a plus de Blancs que d'Haïtiens ».

Et ce dernier CROP qui le donne perdant dans Papineau ? Lui, perdant ? Pierre Pettigrew dit que le sondage ne veut rien dire, qu'il n'est pas représentatif. « On y surestime de 16 % la proportion de francophones. »

Campagne plus facile

Malgré le scandale des commandites, Jean Lapierre, le candidat libéral lui aussi chauffé dans Outremont, affirme quant à lui que cette campagne lui a été plus agréable que la précédente. « La dernière fois, on sortait d'une campagne à la chefferie qui avait donné lieu à une difficile compétition fratricide. Faire face à un adversaire, c'est une chose, mais de vivre des batailles internes, ça gruge beaucoup. »

Contrairement à la campagne de 2004, Jean Lapierre signale aussi qu'il fait bon de ne plus être « the new kid on the block et d'être la cible principale ». En plus, sa notoriété est maintenant mieux assise auprès des communautés culturelles « qui ne sont pas nécessairement des auditeurs de CKAC ou de TQS » et qui ne connaissaient donc pas tous le gars de la télé d'avant. Le ministre des Transports, lui, leur serait plus familier.

Est-il tout de même prêt au pire, soit devenir un simple et obscur député ? Jean Lapierre répond par une boutade et dit que c'est là une bien sombre opinion du rôle du député. « Quand on participe à une campagne électorale, on est prêt à tous les scénarios. »

OUTREMONT

Jean Lapierre	PLC	26%
Jacques Léonard	BQ	24%
Léo-Paul Lauzon	NPD	17%
François Pilon	VERT	11%
Daniel Fournier	PCC	9%

PAPINEAU

Vivian Barbot	BQ	37%
Pierre Pettigrew	PLC	25%
Marc Hasbani	NPD	11%
Mustaque A. Sarker	PCC	7%
Louis-Philippe Verenka	VERT	6%

JEANNE-LE BER

Thierry St-Cyr	BQ	31%
Liza Frulla	PLC	30%
Pierre-Olivier Brunelle	PCC	11%
Matthew McLauchlin	NPD	10%
Claude William Genest	VERT	8%

Résultats dans trois circonscriptions selon CROP-*La Presse*.
Chaque sondage repose sur 300 entrevues téléphoniques menées du 11 au 15 janvier 2006 et est précis à 6 points près, 19 foi sur 20

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

C'est la bataille à Montréal, où la course se corse dans plusieurs circonscriptions. Voici le portrait de deux d'entre elles: Outremont et Papineau, où les vedettes libérales Jean Lapierre et Pierre Pettigrew luttent pour leur survie.

Outremont, l'énigmatique

LOUISE LEDUC

Tout le monde en parle. De la circonscription d'Outremont, s'entend, singulière par ses 10 candidats bien comptés, mais aussi par son candidat néo-démocrate Léo-Paul Lauzon qui se dit souverainiste un jour et pro-Canada le lendemain.

Pas facile à suivre, le prof Lauzon. Et pourtant, de contradiction en critique ouverte contre son chef Jack Layton, 14 % des électeurs lui donneraient leur bénédiction, selon un sondage CROP publié mardi.

C'est le « facteur Lauzon », celui dont on dit qu'il risque de diviser le vote de gauche dans Outremont. Léo-Paul Lauzon bondit à cette observation. « On ne va pas passer notre & ?* de vie à voter stratégique, surtout quand l'adversaire, c'est le club échangiste Bloc-Parti conservateur ! »

« Un vote pour le NPD, c'est un vote pour Jean Lapierre », avertit au contraire le candidat bloquiste Jacques Léonard (ex-ministre péquiste).

Rouge depuis 1935 à une exception près (la victoire conservatrice de1988), la circonscription d'Outremont fait l'objet d'une rude bataille cette fois. Jean Lapierre n'aurait que 2 % d'avance sur son plus proche rival, Jacques Léonard, qui récolterait 24 % des intentions de vote.

Le libéral Jean Lapierre refuse pour sa part de faire grand cas du prof Lauzon qui vient brouiller les cartes. C'est ici une circonscription universitaire, signale-t-il, qui a toujours fait une place de choix à tous les partis de gauche, au NPD mais aussi aux marxistes-léninistes et à l'Union des forces progressistes (au provincial). « Aux dernières élections, rappelons-nous que le NPD a eu 14 % du vote », rappelle M. Lapierre.

Ce qui est en tout cas nouveau, c'est que la communauté hassidim, forte de 2500 à 3000 électeurs, n'est plus acquise aux libéraux.



PHOTO REUTERS

Le lieutenant politique de Paul Martin au Québec, le libéral Jean Lapierre, pourrait bien se faire ravir son siège dans Outremont.

« Habituellement, la communauté hassidim vote à 95 % ou à 96 % pour le Parti libéral, mais cette fois, il n'y a pas eu de mot d'ordre et le vote sera partagé avec le Parti conservateur, indique Alex Werzberger, président de la Coalition d'organisations hassidiques d'Outremont. La légalisation du mariage gai nous a trop heurtés. Va pour des droits juridiques aux conjoints de même sexe, mais de leur permettre de se marier, ça, c'est trop. »

Autre tuile pour le Parti libéral : l'association qui représente les 32 000 étudiants de l'Université de Montréal a publiquement fustigé Jean Lapierre, lui reprochant de ne pas les avoir rencontrés et de ne pas avoir formulé d'engagements en matière d'éducation. Illico, des murs de l'Université de Montréal ont été placardés de pancartes anti-Lapierre sur fond d'« avis de recherche ».

Jean Lapierre n'a jamais eu de doute : cette campagne n'allait pas être facile. « On n'est pas dans le trèfle à quatre feuilles, lance-t-il. On savait qu'il y aurait volonté manifeste de changement. Mais la question, c'est de voir quel genre de changement on se donne. »

En cette fin de campagne, le chef du Bloc, Gilles Duceppe, s'est arrêté hier à l'Université de Montréal en compagnie de son candidat Jacques Léonard. La prudence était de mise. Les étudiants n'ont jamais été invités à leur poser de questions. « Il y avait une belle atmosphère, mais le problème avec le Bloc, c'est qu'il ressasse toujours les mêmes affaires, a dit Olivier Séguin, un étudiant qui vote dans Outremont. Puis, avec cette petite musique jouée avant et après les discours, ça faisait un peu propagandiste. Mais bon, je vais quand même voter pour eux. »

Pendant ce temps, Daniel Fournier, candidat du Parti conservateur dans la circonscription, s'est activé ces derniers jours à convaincre les leaders juifs de voter pour lui et mise sur le vote des nombreux indécis.

Enfin, Léo-Paul Lauzon, lui, se la coule douce en cette fin de campagne, prenant hier un dîner très prolongé avec, entre autres, Michel Chartrand. « Ça a bu, ça a chanté et ça a raconté des histoires cochonnes... »

Ah bon ? « Lui, pas moi. Moi, j'ai de la classe, je représente Outremont. »

CIRCONSCRIPTION : OUTREMONT

Région :
au coeur de l'île de Montréal

Candidats inscrits :
Bloc québécois : Jacques Léonard
Parti conservateur : Daniel Fournier
Parti vert : François Pilon
Indépendant : Yan Lacombe
Indépendant : Régent Milette
Indépendant : Xavier Rochon
Parti libéral : Jean Lapierre
MLP : Linda Sullivan
NPD : Léo-Paul Lauzon
PCP : Philippe Paynter

Député sortant :
Jean Lapierre

Majorité en 2004 :
2945 votes

Taux de chômage :
10,7 %

Papineau : un château fort ébranlé

HUGO MEUNIER

À en croire les sondages, le député de Papineau et ministre fédéral des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, pourrait être catapulté hors du fief qu'il représente depuis 1997. Du jamais vu dans cette circonscription, château fort libéral depuis des décennies.

Les choses s'annoncent mal pour le député de 54 ans qui accuse un inquiétant retard sur la bloquiste Vivian Barbot dans les plus récents sondages. Ces derniers donnent 37 % des intentions de vote à l'ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec, et 25 % à M. Pettigrew.

La hausse des appuis aux conservateurs et aux néo-démocrates risque de diviser l'électorat fédéraliste et de porter un coup fatal au député de Papineau.

Située au coeur de Montréal, cette circonscription couvre, entre autres, les quartiers Villeray et Parc-Extension, dont 46 % des habitants sont allophones. En 2004, Papineau a été arrachée par seulement 468 voix à la bloquiste Martine Carrière.

Depuis, plusieurs tuiles sont tombées sur la tête du député de Papineau.

M. Pettigrew avait d'abord soulevé l'ire populaire, en qualifiant de « *losers* » les anciens chefs péquistes. La controverse autour de son chauffeur, une plainte auprès du directeur général des élections du Canada pour des irrégularités commises durant le vote spécial et des contrats accordés au député aux frais d'Option Canada ont plongé Pierre Pettigrew encore davantage dans l'embarras.

Enfin, la moitié des électeurs de Papineau se montrent insatisfaits, à en croire les sondages. Pour ajouter à ses malheurs, M. Pettigrew a été agressé dans le métro de Montréal en plein milieu de la campagne.

Paul Martin, qui aimerait bien renverser la vapeur, est venu prêter main-forte à son ministre samedi dernier.

« Ça sent bon »

Malgré ce sombre portrait, le principal intéressé refuse de jeter l'éponge. Au contraire. « Je ne prends rien pour acquis, mais ça sent bon dans Papineau », confiait-il à *La Presse* vendredi dernier.

Selon ses estimations, 10 000 électeurs libéraux ont boudé le vote aux dernières élections. Son équipe travaille donc d'arrache-pied pour faire sortir les électeurs libéraux.

Si le Bloc semble avoir le vent dans les voiles, M. Pettigrew dit n'avoir rien remarqué en ce sens sur le terrain. « Je sens moins de motivation de la part du Bloc », constate-t-il.

Il est convaincu que ses électeurs préfèrent avoir un ministre dans leur cour. « On a besoin d'une voix forte à Ottawa », résume-t-il.

Il qualifie de « propagande » les allégations du tandem Lester-Philpot à son endroit dans leur ouvrage sur Option Canada.

Ras-le-bol

Au quartier général de Vivian Barbot, rue Saint-Denis, de jeunes bénévoles grouillent dans tous les sens. Quelques caricatures de Pierre Pettigrew publiées dans les journaux sont placardées sur un mur. « La population a eu un ministre, soit, mais elle n'a pas eu de député », croit Mme Barbot.

D'origine haïtienne, l'ex-enseignante assure que le vote immigrant n'est plus acquis aux libéraux et que Papineau a besoin d'être mieux représentée. « Les gens sont choqués et en ont ras le bol du gouvernement », tranche-t-elle.

Mme Barbot a marqué des points auprès de divers représentants de la communauté arabe durant la campagne. Papineau abrite, entre autres, plusieurs ressortissants arabes, chinois et indiens.



PHOTO PRESSE CANADIENNE

Selon les derniers sondages, ça s'annonce plutôt mal, pour Pierre Pettigrew, dans le fief libéral de Papineau.

La hausse des appuis aux conservateurs et aux néo-démocrates risque de diviser l'électorat fédéraliste et de porter un coup fatal au député de Papineau.

CIRCONSCRIPTION : PAPINEAU

Région :
Montréal, au coeur de l'île

Candidats inscrits :
Parti libéral du Canada : Pierre Pettigrew
Bloc québécois : Vivian Barbot
Parti conservateur du Canada : Mustaque A. Sarker
NPD : Marc Hasbani
Parti vert : Louis-Philippe Verenka
Parti marxiste-léniniste : Peter Macrisopoulos
Action canadienne : Mahmood-Raza Baig

Population :
103 942

Francophones :
46 773

Allophones :
47 813

Revenu familial moyen :
41 792 $

Député sortant :
Pierre Pettigrew
La circonscription est libérale depuis 1917.

Majorité aux dernières élections :
468 voix

Taux de chômage :
13,3 %

Pancartes vandalisées

Si la bataille dans Papineau suscite de l'intérêt, elle soulève aussi la colère, voire de la haine chez certains, à en juger par le nombre de pancartes électorales massacrées dans les rues.

La Presse a même vu un passant, qui se baladait seul, s'emparer d'une balle de neige pour la projeter violemment contre une affiche géante du ministre fédéral en vociférant contre lui. À cela s'ajoute un nombre incalculable d'affiches, sur lesquels on peut lire « Pierre Pettigrew, recherché pour crimes contre l'humanité en Haïti ».

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

Sondage EKOS : les conservateurs remontent

Le sondage quotidien de la firme EKOS montre que les conservateurs creusent légèrement l'écart face aux libéraux à trois jours du scrutin. Le sondage réalisé hier pour le compte de *La Presse* et du *Toronto Star* donne une avance d'environ 10 points au Parti conservateur.

Mercredi, les conservateurs recueillait 35,1 % des intentions de vote contre 29,3 % pour les libéraux. En une journée, le Parti libéral a donc perdu deux points alors que le Parti conservateur en a gagné deux. Les néo-démocrates continuent de surprendre en dépassant le cap des 20 % des intentions de vote. Le Bloc québécois fléchit légèrement à 10,1 %.

Le sondage quotidien d'EKOS a été réalisé hier auprès de 835 personnes, ce qui donne une marge d'erreur d'environ 3,4 points. Les pourcentages des intentions de vote ne tiennent pas compte des indécis. Ce groupe demeure important avec plus de 16 % des répondants.

PCC : 37,4 %
PLC : 27,3 %
NPD : 20,8 %
BQ : 10,1 %
PV : 3,9 %

EN BREF

Écart rétréci

Un sondage Léger Marketing, commandé par la Presse Canadienne, indique que l'écart s'amenuise au Québec entre le Bloc et le Parti conservateur. Le Bloc récolterait 42 % des intentions de vote, une chute de trois points depuis janvier, contre 26 % en faveur des conservateurs, une augmentation de 10 points. Quant aux libéraux, ils reculent de six points à 20 %, et le NPD reçoit environ 8 % d'appuis. « Les conservateurs vont aller chercher des sièges au Québec, mais pas nécessairement beaucoup de sièges », estime Christian Bourque de Léger Marketing.

Météo favorable

Le temps s'annonce clément pour la journée du scrutin lundi prochain au Québec, sauf pour les environs de Trois-Rivières et de Québec. Environnement Canada entrevoit de fortes probabilités de précipitations de neige à ces deux endroits. À Montréal, à Gatineau et ailleurs en province, les probabilités sont moins fortes. Le temps s'annonce aussi agréable avec des températures au-dessus de -10 degrés.

LA CITATION

Pas touche !

« Nous ne laisserons pas Stephen Harper s'en prendre à la loi 101. Nous ne l'accepterons jamais. »

— Gilles Duceppe

LE CHIFFRE

2

C'est le nombre de députées féminines de plus sur lesquelles pourrait compter un gouvernement conservateur, selon l'analyse de la Coalition canadienne pour l'égalité des femmes. Ces recrues (dont Josée Verner au Québec) se joindraient aux 12 conservatrices élues en 2004.

LES CHEFS

Paul Martin : Fredericton (Nouveau-Brunswick) et St. John's (Terre-Neuve).

Stephen Harper : Toronto, Brampton, Scarborough, Oshawa (Ontario).

Jack Layton : Vancouver, Burnaby, Surrey (Colombie-Britannique).

Gilles Duceppe : Montréal, Gatineau et Québec.

Grâce au vote non francophone...

Martin l'aurait facile... dans LaSalle-Émard

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le premier ministre Paul Martin devrait être élu sans problèmes dans sa circonscription de LaSalle-Émard lundi soir prochain, mais il devra une fière chandelle aux non-francophones de l'endroit.

C'est ce que révèle un sondage CROP, réalisé du 16 au 18 janvier pour *La Presse*, *Le Soleil* de même qu'Info690 et CKAC. Le coup de sonde basé sur 400 entrevues est précis à cinq points près.

Avant répartition des 18 % d'indécis, la firme de sondage estime que M. Martin recueillerait 34 % des intentions de vote, un appui lui donnant une avance confortable sur son adversaire, Mai Chiu du Bloc québécois, avec 21 % d'appuis.

Aux élections de 2004, M. Martin avait remporté son siège avec 57 % des suffrages contre 31 % au Bloc. Les conservateurs obtiennent 12 % des appuis, comparativement à 5 % aux précédentes élections, le NPD passe de 4 à 8 % sur la même période.

Pour Claude Gauthier de CROP, s'il n'en tenait qu'à l'électorat francophone dans LaSalle-Émard, M. Martin pourrait dire adieu à son siège.

Il y a quelques jours, accompagnée de sa candidate, qui a accouché mercredi, M. Duceppe soulignait que le Bloc ne concéderait aucun comté, et tous comprirent qu'il visait aussi celui du premier ministre. M^me^ Mai Chiu reprenait dès hier son porte-à-porte.

Pour Claude Gauthier de CROP, s'il n'en tenait qu'à l'électorat francophone dans LaSalle-Émard, M. Martin pourrait dire adieu à son siège. Chez les francophones, le Bloc détient 42 % d'appuis contre 25 % aux libéraux.

En revanche, 53 % des résidants de LaSalle-Émard croient qu'il est temps de changer de gouvernement — 68 % des francophones veulent une relève de la garde à Ottawa contre 42 % des non-francophones.

Le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement est plus élevé dans ce comté que dans les huit autres sondés par CROP cette semaine, mais 60 % des gens sont tout de même mécontents. Paul Martin obtient une cote mitigée chez ses électeurs : 43 % sont satisfaits, mais 53 % mécontents du travail de leur député.

Un autre verdict dur à encaisser : 53 % des gens sont favorables à un changement de gouvernement tandis que 32 % veulent maintenir le PLC au pouvoir — 15 % des gens ne se prononcent pas.

Finalement, une majorité d'électeurs, 51 % des gens, prédisent que les conservateurs formeront le prochain gouvernement. Le PLC arrive deuxième, loin derrière avec 26 %, et 19 % des gens se disent indécis.

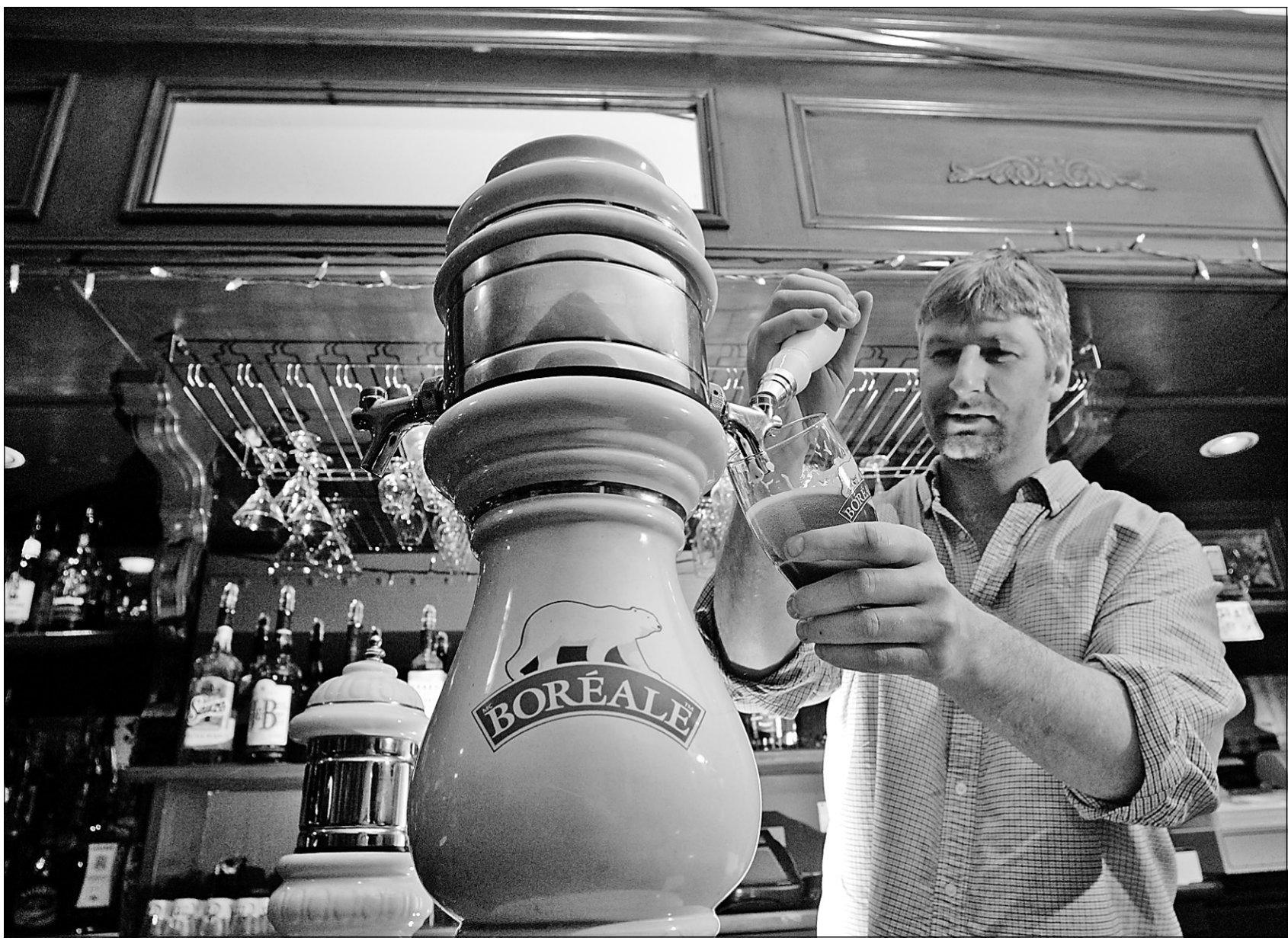


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Pour connaître le programme de Russ Johnson, candidat néo-démocrate dans LaSalle-Émard, les électeurs peuvent aller le rencontrer en personne au Pub Bishop dans la rue du même nom, un bar enfumé qui est à la fois son lieu de travail et son bureau de circonscription.

LaSalle-Émard

De bière et de politique

NICOLAS BÉRUBÉ

Russ Johnson, candidat du NPD contre Paul Martin dans LaSalle-Émard, ne fait pas de porte-à-porte. Il ne visite pas de centres commerciaux. Il ne se fait pas photographier avec des bébés. Il ne sert pas de soupe dans les soupes populaires.

Pour connaître son programme, les électeurs peuvent aller le rencontrer en personne au Pub Bishop dans la rue du même nom, un bar enfumé qui est à la fois son lieu de travail et son bureau de circonscription.

« J'aurais aimé être plus présent sur le terrain, mais je travaille entre 10 et 14 heures par jour, six jours par semaine », dit-il.

Entre 16h et 21h, son bar est plutôt tranquille. Le candidat Johnson prend le temps de bavarder avec ses clients. « Je suis tout près de l'Université Concordia, il y a plein d'étudiants qui viennent ici. Chaque dimanche, nous avons des débats d'idées où tout le monde peut s'exprimer. C'est facile d'échanger avec les autres dans un bar. »

M. Johnson n'habite pas LaSalle-Émard mais le centre-ville de Montréal. « Mais mon opposant, M. Martin, n'habite pas dans le comté lui non plus. En fait, je crois que c'est notre seul point en commun. »

La candidature d'un propriétaire de bar, dit-il, est la preuve que quiconque peut se présenter en politique. « Moi, je suis contre l'idée que la politique est réservée à l'élite. Paul Martin ne s'en vante jamais, mais il a fait partie du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE), un groupe influent qui a beaucoup trop de pouvoir au pays selon moi. Ces gens-là sont déconnectés de la vie des citoyens ordinaires », dit-il, interrompant l'entrevue pour aller servir une *Bud* au premier client de la soirée.

La candidature d'un propriétaire de bar, dit-il, est la preuve que quiconque peut se présenter en politique.

Campagne de terrain

L'an dernier, les libéraux ont récolté 56 % des voix dans LaSalle-Émard, contre 30 % pour le Bloc québécois, 5 % pour les conservateurs et 4,4 % pour les néo-démocrates.

Selon la directrice de la campagne de Paul Martin dans la circonscription, Lucie Santoro, l'actuel premier ministre est toujours très populaire après de l'électorat. « Dans le comté, les gens sont fiers d'avoir un premier ministre comme candidat. La réponse est très bonne, notre pointage est très bon encore cette année », dit-elle.

Durant la campagne, le premier ministre a fait « trois ou quatre » visites dans sa circonscription. « Pour quelqu'un avec un horaire aussi chargé que le sien, c'est beaucoup », explique M^me^ Santoro.

Dur, d'être conservateur

En entrevue, le candidat conservateur, Georges-Alexandre Bastien, qui travaille comme conseiller financier indépendant, souligne qu'il n'est « pas nécessairement facile » de se présenter dans la circonscription du premier ministre. « Il y a des gens qui votent rouge depuis toujours, et que rien ne fera changer, dit-il. Mais il y a aussi des électeurs qui sont mécontents de l'inaction du parti au pouvoir, et c'est eux que je compte attirer. »

L'an dernier, les conservateurs ont recueilli un peu plus de 2000 voix dans ce bastion libéral. Cette année, M. Bastien a comme objectif de devancer le Bloc. « Il y a un regain d'intérêt pour le Parti conservateur dans cette élection, et on le sent dans le comté. Les gens s'intéressent à nos idées, ils posent des questions. C'est encourageant », dit-il.

La candidate du Bloc québécois, May Chiu, a mené une campagne énergique dans LaSalle-Émard, où elle affirme avoir réussi à créer un véritable mouvement bloquiste. Mais elle n'a pu nous accorder une entrevue. Elle a dû mettre fin prématurément à sa campagne pour donner naissance, mercredi, à une petite fille prénommée Tian, a-t-on expliqué au Bloc.

CIRCONSCRIPTION : LASALLE-ÉMARD

Région : Montréal

Candidats inscrits : Paul Martin (libéral) ; Georges-Alexandre Bastien (conservateur) ; May Chiu (Bloc québécois) ; Russ Johnson (NPD) ; Serge Bellemare (Parti vert) ; Jean-Paul Bédard (PML) ; Jean-Philippe Lebleu (IND)

Député sortant : Paul Martin (libéral).

Majorité en juin 2004 : libéral par 11 805 voies

Allégeance : libéral depuis 1988.

Population : 99 765.
— Francophones : 51 %
— Anglophones : 22 %
— Minorités visibles : 22,5 %.

Taux de chômage : 8,6 %

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

Des chèques et des avis de baisses d'impôts dans la poste...

Martin se défend d'acheter des votes

JOËL-DENIS BELLAVANCE

TORONTO – Le chef du Parti libéral, Paul Martin, se défend de vouloir acheter le vote des Canadiens, disant juger normal que le gouvernement fédéral envoie des chèques aux contribuables ces jours-ci pour les aider à assumer la hausse des coûts de chauffage.

M. Martin estime aussi qu'il est tout à fait normal que les contribuables reçoivent un « avis important » de l'Agence du revenu du Canada » cette semaine, à quelques jours du scrutin. Cet avis, rappelle que le ministre des Finances, Ralph Goodale, a annoncé des baisses d'impôts dans son mini-budget le 14 novembre dernier, deux semaines avant que le gouvernement libéral soit défait par les trois partis de l'opposition aux Communes.

En tout, 5,5 millions de Canadiens reçoivent cet avis de l'Agence du revenu du Canada. Les 1,9 million de bénéficiaires du Supplément pour enfants et du Supplément de revenu garanti recevront pour leur part un chèque d'au moins 125 $, rapportait mercredi la radio de Radio-Canada.

Et hier, le ministre Goodale a annoncé de nouvelles mesures fiscales « pour encourager les dons de bienfaisance ».

Devant les journalistes, hier, M. Martin a balayé d'un revers de main l'idée que le Parti libéral, en baisse dans les sondages, utilise cette mesure dans le but de renverser la tendance et de coiffer le Parti conservateur de Stephen Harper le jour des élections.



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Paul Martin a signé des autographes à des élèves d'une école primaire de Ajax, en Ontario, hier. Certains contribuables adultes reçoivent pour leur part ces jours-ci des chèques pour les aider à assumer la hausse des coûts de chauffage...

« Ce sont des choses qui ont été faites avant l'élection. On l'a annoncé, c'était public. C'était dans tous les journaux qu'on envoyait ces chèques-là », a affirmé M. Martin. « C'est comme cela que le gouvernement fonctionne. Cela fait partie de l'opération naturelle et conventionnelle du gouvernement depuis belle lurette. »

Dans l'avis envoyé par l'Agence du revenu du Canada, on rappelle que le montant personnel de base augmente de 500 $, que le montant pour une personne à charge augmente d'environ 400 $ et que le taux d'imposition le plus bas est réduit de 1 %. « Le 14 novembre 2005, le ministre des Finances a annoncé des mesures fiscales proposées qui s'appliquent à compter du 1er janvier 2005. Ces mesures ne figurent pas dans la trousse d'impôt de 2005, car elles ont été annoncées après l'impression de la trousse d'impôt », peut-on lire dans l'avis.

L'Agence du revenu soutient dans son avis que « la prestation pour les coûts de l'énergie (de 125 $) fait partie des mesures que le gouvernement du Canada a prises pour aider les Canadiens à faire face à la hausse des coûts de l'énergie. En plus de cette prestation, vous pourriez avoir droit à une aide financière pour améliorer l'efficacité énergétique de votre maison ».

M. Martin a soutenu que la fonction publique est « impartiale » et que ce sont les fonctionnaires qui veillent pendant une campagne électorale au bon fonctionnement du gouvernement.

Mais une contribuable de la région de Montréal ayant reçu ce chèque ne voit pas les choses du même oeil. Johanne Lapierre, qui a droit au Supplément de la prestation nationale pour enfants pour sa fille de 13 ans, a reçu un chèque de 250 $ par la poste. « Tous les chèques que je reçois sont normalement déposés dans mon compte, et celui-là est arrivé dans le courrier, hier après-midi. Ma première réaction, lorsque j'ai vu l'enveloppe, avant même de l'ouvrir, c'est que mon gouvernement me donne de l'argent pour aller voter lundi pour le gouvernement Martin », a déclaré Mme Lapierre à la radio de Radio-Canada. À l'Agence du revenu, la porte-parole Colette Gentez-Hawn soutient que les fonctionnaires ne font qu'appliquer les nouvelles mesures du gouvernement Martin.

« Tasse-toi, Jack Layton ! » — Martin

JOËL-DENIS BELLAVANCE

TORONTO – En baisse dans les sondages, le chef libéral Paul Martin, mise désormais sur les électeurs du Nouveau Parti démocratique (NPD), du Parti vert et sur les indécis qu'il invite à faire front commun contre les conservateurs.

Les électeurs tentés d'appuyer le NPD ont au moins une bonne raison de se rallier aux libéraux, dit-il : le chef néo-démocrate Jack Layton a abandonné la bataille pour contrer la montée des conservateurs.

« Jack Layton a abandonné le combat. Son message aux Canadiens progressistes, c'est qu'il peut travailler avec Stephen Harper et son gouvernement. Laisse-moi te dire quelque chose, Jack Layton. Il ne reste que quelques jours. Si tu ne veux pas mener le combat contre Stephen Harper, tasse-toi, parce que moi je suis prêt à le faire », a-t-il lancé.

Plus tard en conférence de presse, M. Martin a martelé le même message. « Si les électeurs progressistes veulent élire quelqu'un pour arrêter l'agenda de M. Harper, ils n'ont pas besoin de chercher ailleurs. Je suis leur homme », a-t-il dit.

Le choix des fédéralistes

Paul Martin estime par ailleurs que son parti, même éclaboussé par le scandale des commandites, demeure la meilleure option pour les Québécois fédéralistes. Il s'agirait même d'un choix naturel, a-t-il précisé en point de presse hier.

Le chef libéral est convaincu que les Québécois en arriveront à cette conclusion le jour du vote après avoir examiné les intentions du Parti conservateur sur le protocole de Kyoto, le bouclier antimissile et le mariage gai.

« Les positions de M. Harper sur les questions sociales ne reflètent pas l'opinion des Québécois. Les Québécois commencent juste à connaître M. Harper. Ils ne l'ont pas vu à l'oeuvre autant que les gens du reste du Canada. »

Les Québécois, dit-il, ne peuvent croire M. Harper quand il promet de régler le « soi-disant déséquilibre fiscal » puisqu'il n'a pas chiffré cet engagement dans son programme électoral.

« Je crois que la voix fédéraliste la plus forte durant la présente campagne électorale est le Parti libéral. Et je crois que les Québécois doivent voter pour la voix fédéraliste la plus forte », a-t-il dit.

M. Martin a apporté ces précisions 24 heures après que le candidat libéral Gilles Savard eut concédé la victoire dans la circonscription de Jonquière-Alma, allant jusqu'à inviter ses partisans à appuyer son adversaire conservateur Jean-Pierre Blackburn. Hier, M. Savoie a tenu à rectifier le tir en demandant à ses supporters de l'appuyer quand même le jour du vote.

Toujours en difficulté

Toujours en difficulté à quatre jours du vote, M. Martin a passé la journée d'hier à faire campagne dans la région de Toronto et dans l'Est ontarien. En tout, il a visité six circonscriptions détenues par des libéraux.

À chacun de ses arrêts, M. Martin a promis à ses troupes une remontée spectaculaire. Le chef libéral a soutenu à Oshawa que la victoire est toujours à portée de main si tous les électeurs progressistes font front commun derrière le Parti libéral.

« Nous sommes en marche. Nous allons faire une remontée spectaculaire. N'ayez aucun doute. Nous avons les appuis suffisants. Nous pouvons arrêter Stephen Harper. Cela ne dépend que de nous », a-t-il dit devant quelque 100 militants.

JONQUIÈRE-ALMA

Le libéral jette l'éponge... puis se rétracte

PRESSE CANADIENNE

À peine quelques heures après avoir concédé la victoire à son adversaire conservateur et avoir invité ses partisans à voter pour lui, le candidat libéral de la circonscription de Jonquière-Alma, Gilles Savard, s'est rétracté en catastrophe.

À trois jours du scrutin, M. Savard a déclaré mercredi matin qu'il souhaitait une victoire du conservateur Jean-Pierre Blackburn, puisqu'il pourrait bien être ministre dans un éventuel gouvernement conservateur.

« Faut pas se conter d'histoire, c'est sûr que je ne serai pas demain le député en place (...) Cependant, dans ma tête à moi, je fais la lecture (...) je suis sûr que M. Blackburn devra être le prochain député. À mon avis, c'est ça, c'est ainsi que je le vois », a déclaré le militant libéral de longue date.

Deux sondages publiés en fin de semaine donnaient moins de 8 % des voix aux libéraux, contre 37 % pour le Parti conservateur et plus de 50 % pour le Bloc québécois.

En soirée, hier, le candidat libéral a nuancé ses propos en invoquant une « confusion » sur son interprétation d'un sondage. « Je constatais l'avance que semblait accorder ce sondage à un de mes adversaires. Jamais je n'ai envisagé de ne pas me rendre jusqu'au bout de cette campagne », déclare-t-il dans un communiqué.

Gille Savard affirme qu'il « ne concède la victoire à aucun de (ses) adversaires avant de connaître le véritable résultat du scrutin ». Après avoir invité les électeurs libéraux à lui faire confiance, il invite les citoyens à appuyer « des candidats aux convictions fédéralistes ».

Hier matin, Gilles Savard a aussi reproché à son chef Paul Martin d'avoir des qualités qui lui nuisent en politique. « Paul Martin, c'est un bon gars, c'est un gars qui accepte la critique, qui est capable de fonctionner avec l'ensemble des gens. Dans le fond, il n'a pas de malice et il n'a pas de rancune. Malheureusement, il faut le dire, ses qualités, ça devient problématique en politique », a-t-il commenté au réseau TVA.

Plus tôt cette semaine, le conseiller politique de M. Savard avait fait défection au profit des conservateurs. Et plus tôt dans la journée, le candidat conservateur dans la circonscription de Pontiac, Lawrence Cannon, avait sauté sur l'occasion pour inviter les libéraux à devenir des « nouveaux bleus ».



ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

DÉCLARATIONS DE HARPER SUR LA LOI 101

Duceppe exige des explications

TRISTAN PÉLOQUIN

Citant un discours sur la langue prononcé par Stephen Harper il y a exactement quatre ans lors de la course à la direction de l'Alliance canadienne, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, exige des explications sur la position d'un éventuel gouvernement conservateur face à la loi 101.

Dans ce discours, prononcé le 19 janvier 2002, Stephen Harper avait déclaré que « les arguments de base selon lesquels il faut un statut spécial pour protéger la langue française au Québec sont tout simplement faux ». « Je ne peux prétendre que je suis d'accord avec certains aspects de la politique linguistique au Québec, et les dirigeants fédéraux ne devraient pas approuver les restrictions linguistiques au Québec plus que dans les autres régions du pays », avait alors déclaré l'aspirant chef de l'Alliance canadienne.

« Je n'ai rien inventé, a lancé hier Gilles Duceppe, en rappelant l'affaire lors d'un point de presse à l'Université de Montréal. Ce sont ses prises de position lors de la course à la direction (de l'Alliance canadienne). Je ne dis pas que M. Harper n'a pas le droit de changer d'idée, mais il n'a fait aucune déclaration à ce sujet depuis le congrès (allianciste). »

Or, dans ce même discours prononcé en 2002, Stephen Harper s'était aussi engagé à ne pas s'attaquer à la loi 101. « Je soutiens le droit du Québec de légiférer sur la question linguistique, avait-il dit. À titre de leader politique fédéral, je n'interviendrais pas dans la politique linguistique du Québec et je laisserais les tribunaux régler les contestations constitutionnelles. »

M. Duceppe n'a pas mentionné cette phrase, hier, lorsqu'il a cité le discours de M. Harper lors d'une conférence organisée par des étudiants souverainistes.

« Quand vous avez des positions comme celles de M. Harper, vous avez le devoir de vous expliquer », s'est-il contenté d'affirmer.

Appelé à commenter l'attaque du Bloc, le porte-parole du Parti conservateur, Dimitri Soudas, a assuré que quatre ans après son discours, la position de Stephen Harper demeure la même. « Nous reconnaissons que la loi 101 est une loi provinciale et nous n'avons pas l'intention de nous ingérer dans les champs de compétences provinciaux », a-t-il affirmé.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Non, le leader bloquiste Gilles Duceppe n'a pas eu à prendre de numéro lors d'une visite au marché Atwater, hier.

Trop près de Tyler

Lors de son allocution, le chef du Bloc a ajouté qu'en 1999, Stephen Harper — alors président d'un organisme portant le nom de National Citizens Coalition — avait versé une somme importante à l'ancien président d'Alliance Québec, l'avocat Brent Tyler, pour financer une contestation de la loi 101 devant la Cour suprême. La cause de M. Tyler, qui portait sur le droit des parents francophones ou allophones d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise, a été entendue en mars 2005. Le plus haut tribunal a alors tranché en faveur de la loi 101.

Aujourd'hui, le chef du Bloc dit craindre que Stephen Harper se serve d'une modification à la Loi sur les langues officielles, adoptée par le Sénat (projet de loi S-3) quelques jours avant le déclenchement des élections, pour tenter une nouvelle offensive judiciaire. Le Bloc considère cette loi, qui crée un mécanisme de plainte sur les langues officielles, comme une brèche pouvant nuire à la Charte de la langue française. « Quelle lecture fera M. Harper de cet outil s'il devient premier ministre ? »

Selon le Parti conservateur, cette sortie du Bloc au sujet de la langue démontre que le parti de Gilles Duceppe panique devant la montée des conservateurs dans les sondages. « Tout le monde sait que le tapis est en train de glisser sous les pieds de M. Duceppe et du Bloc québécois. Leur seule réaction est de laisser faussement croire que nous allons attaquer la loi 101. »

Harper presse Martin de se dissocier des propos de son allié Buzz Hargrove

GILLES TOUPIN

ST. CATHARINES, Ontario — Piqué au vif par les propos du chef syndicaliste Buzz Hargrove sur la nécessité de voter pour le Bloc au Québec afin de barrer la route au Parti conservateur, Stephen Harper exige du chef libéral Paul Martin qu'il éloigne son allié de sa campagne et qu'il se distancie clairement des propos de celui-ci.

« On ne peut pas avoir au haut niveau de sa campagne quelqu'un qui suggère que des électeurs et des électrices doivent voter pour un parti qui veut diviser le pays afin de rester au pouvoir. C'est tout à fait inacceptable », a d'abord lancé M. Harper hier matin à Waterdown près de Hamilton. « M. Martin doit se dissocier de Buzz Hargrove et de ses remarques », a-t-il réaffirmé plus tard à Kitchener devant 600 personnes et à St. Catharines, devant une foule de 700 personnes.

Consacrant une bonne partie des derniers jours de la campagne au champ de bataille ontarien, le chef conservateur a particulièrement reproché à Paul Martin de n'avoir pas condamné les propos du président du Syndicat des travailleurs de l'automobile — habituellement un inconditionnel du NPD, mais qui fait campagne pour M. Martin cette fois.

M. Hargrove n'est pas revenu sur le fond de ses propos et il en a même remis hier matin lors d'une entrevue à la chaîne CTV. « J'ai beaucoup de respect pour les gens du Québec, et ce respect inclut le respect de la façon dont il vont voter pour arrêter Stephen Harper. Mais j'espère qu'ils vont voter pour arrêter Harper », a-t-il déclaré.

Ce n'est pas la première fois que Buzz Hargrove demande aux Québécois de se ranger du côté du Bloc. Il l'avait fait lors des élections de juin 2004. Hier, Paul Martin a fait savoir qu'il n'était pas au courant que son nouvel allié avait donné son appui au Bloc lors de ces élections. M. Martin n'était pas au courant non plus que M. Hargrove a déclaré en décembre dernier qu'il voterait en faveur du Bloc québécois s'il vivait au Québec.

M. Hargrove avait également associé M. Harper au séparatisme avant-hier. Si les conservateurs gagnent du terrain au Québec, c'est que les Québécois « votent pour un autre séparatiste ; c'est comme cela que (Stephen Harper) est perçu par les Québécois », avait-il dit. Le chef libéral avait pourtant tenté de se distancier avant-hier de la sortie de Buzz Hargrove. « En ce qui concerne le Québec, ce n'est pas une question de voter Bloc. Je demande de voter libéral », avait-il affirmé. Mais il n'est pas allé jusqu'à dire que l'on ne devrait jamais voter pour un parti souverainiste de façon à défaire les conservateurs.

Le chef conservateur est sûr d'être en ce moment le seul et dernier rempart contre la souveraineté du Québec. « Seulement le Parti conservateur en ce moment reçoit un appui très large à travers le pays, a-t-il commenté hier. Je pense que la réélection du gouvernement actuel serait un signal terrible pour beaucoup de Québécois et pour beaucoup d'autres Canadiens. »

CUCUL

M. Harper à bien fait rigoler ses partisans à St. Catharines hier soir et malgré lui.

Il a lancé au milieu de son discours : « If you listen to all the desinformation that is coming from M. Martin office and out of his ass... », soit : « si vous écoutez la désinformation qui sort du bureau de M. Martin et de son derrière... »

Du moins c'est ce que la foule a entendu ou a bien voulu entendre avant d'éclater d'un grand rire collectif.

Mais après avoir réécouté attentivement la bande sonore, les journalistes, déçus, ont constaté que M. Harper a bel et bien dit le mot « ads », c'est-à-dire « publicités ».

BOUCLIER ANTIMISSILE

Les Américains comptent sur Harper



ALEXANDRE SIROIS
WASHINGTON

Si Stephen Harper est porté au pouvoir la semaine prochaine, on s'attend à Washington à ce que le Canada puisse enfin dire oui au bouclier antimissile américain.

Une poignée d'experts des relations entre les deux pays, réunis hier à Washington, ont dit prévoir que le chef conservateur renversera la décision prise par Paul Martin sur cet enjeu controversé.

« Des divers dossiers qui tiennent le haut du pavé actuellement, c'est dans celui du bouclier antimissile qu'un changement de direction est le plus probable s'il y a un changement de gouvernement », a déclaré à *La Presse* l'ancien ambassadeur américain à Ottawa, Gordon Giffin.

Cet ancien diplomate a été interrogé en marge d'une discussion sur les élections canadiennes, organisée par le Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS), un institut de recherche réputé de la capitale.

Lors de cet échange public, M. Giffin a dit croire que même la Maison-Blanche s'attend à un changement de cap du gouvernement canadien dans ce dossier, advenant une victoire de M. Harper.

Le directeur du Centre des études canadiennes de l'Université Johns Hopkins, Charles Doran, a lui aussi estimé que le sujet du bouclier antimissile sera remis sur le tapis par un gouvernement conservateur.

« Si la Grande-Bretagne, le Japon et l'Australie ont accepté, je soupçonne qu'il y aura des gens qui diront : pourquoi est-ce que le Canada ne participerait pas d'une quelconque façon », a-t-il déclaré.

M. Doran a par ailleurs affirmé qu'il y aura un « changement d'atmosphère » à Washington si M. Harper est élu. On sera, selon lui, vraisemblablement plus chaleureux à l'égard d'un gouvernement conservateur.

Si bien que le plus récent litige entre les deux pays, au sujet de l'obligation de posséder un passeport ou une carte d'identité spéciale pour traverser la frontière, pourrait être l'un des premiers à se régler. « Je prévois qu'il y aura possiblement des progrès dans ce dossier », a-t-il ajouté.

L'avis des deux spécialistes américains sur le bouclier antimissile a été partagé par Louis Bélanger, professeur québécois de sciences politiques qui effectue un séjour d'un an à Washington. « Les conservateurs vont vouloir revoir l'engagement du Canada, a-t-il indiqué. Je pense que (l'enjeu) sera ressuscité par Harper au moment qu'il juge opportun. »

Frank McKenna

Les experts ont par ailleurs reconnu que l'actuel ambassadeur canadien aux États-Unis, Frank McKenna, pourrait être tenté de quitter son poste si M. Harper triomphe. Il est pressenti comme l'un des successeurs de M. Martin à la tête du Parti libéral.

S'il ne part pas, il devra possiblement trimer pour être aussi efficace à Washington, a fait remarquer M. Giffin. Ce dernier, nommé à Ottawa par le président Bill Clinton, est demeuré en poste pendant quelques mois après l'arrivée de George W. Bush au pouvoir. « Durant cette période, personne n'a pensé que j'avais un impact quelconque sur les décisions prises (à Washington) quant à la relation entre nos deux pays, a-t-il dit. Les gens avaient raison. Je ne savais pas où téléphoner ! Et si je l'avais su, on n'aurait pas pris l'appel. »

Ce soir 19 h 30
Il va y avoir du sport

Le Bloc bloque-t-il ?
Avec Bernard Dagenais, Guy Lachapelle, Frédéric Savard et Suzanne Tremblay.

Pour ou contre une politique nataliste au Québec ?
Avec Josée Boileau, Ariane Émond, Katia Gagnon et Martin Larocque.

Invité : Emmanuel Bilodeau



telequebec.tv Télé-Québec

3370452A

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

ENTREVUE AVEC JACK LAYTON

Chef de parti politique cherche votes désespérément

MARIO CLOUTIER

Homme faisant un bon parti. Cycliste, non-fumeur, jovial et très ouvert. Recherche partenaire d'un soir, peu importe la couleur, le sexe, la religion ou la provenance. La fidélité n'est pas obligatoire.

Comme les auteurs de certaines petites annonces, Jack Layton tire ses dernières cartouches. En plus des libéraux déçus déjà ciblés, le chef du NPD envoie maintenant son carton d'invitation « juste pour cette fois » aux progressistes conservateurs qui ne se reconnaissent plus dans le parti de Stephen Harper, ainsi qu'à tous les Québécois.

« Nous avons déjà les appuis d'anciens progressistes conservateurs. Ceux qui partageaient avec nous, autrefois, une vision collectiviste du Canada, ce qui est très québécois d'ailleurs. Notre appel vise tous les progressistes », souligne Jack Layton en entrevue téléphonique à *La Presse*.

Et ce n'est pas de la sollicitation ! Le chef politique de la gauche canadienne voit plutôt son véhicule, le NPD, comme un parti quasi communautaire, celui du progrès social qui défend les intérêts des familles, des aînés, des enfants. Élu ou pas, c'est son credo, ce qu'il défendra au Parlement.

C'est à l'opposé, dit-il, des néo-conservateurs de Stephen Harper qui est le chef du « chacun pour soi ». Pourtant, même si le NPD a eu un rôle important aux côtés du gouvernement libéral minoritaire, M. Layton refuse de parler d'une collaboration avec les probables vainqueurs.

« Tout ce que je fais d'ici lundi est de convaincre les électeurs de ne pas choisir les conservateurs. Je comprends que les gens ont abandonné les libéraux. C'est une bonne nouvelle. Les libéraux ont entrepris cette campagne avec une attitude d'ayant-droit, comme s'ils méritaient d'être réélus. Ils ont eu droit à tout un coup de pied au postérieur », blague-t-il.

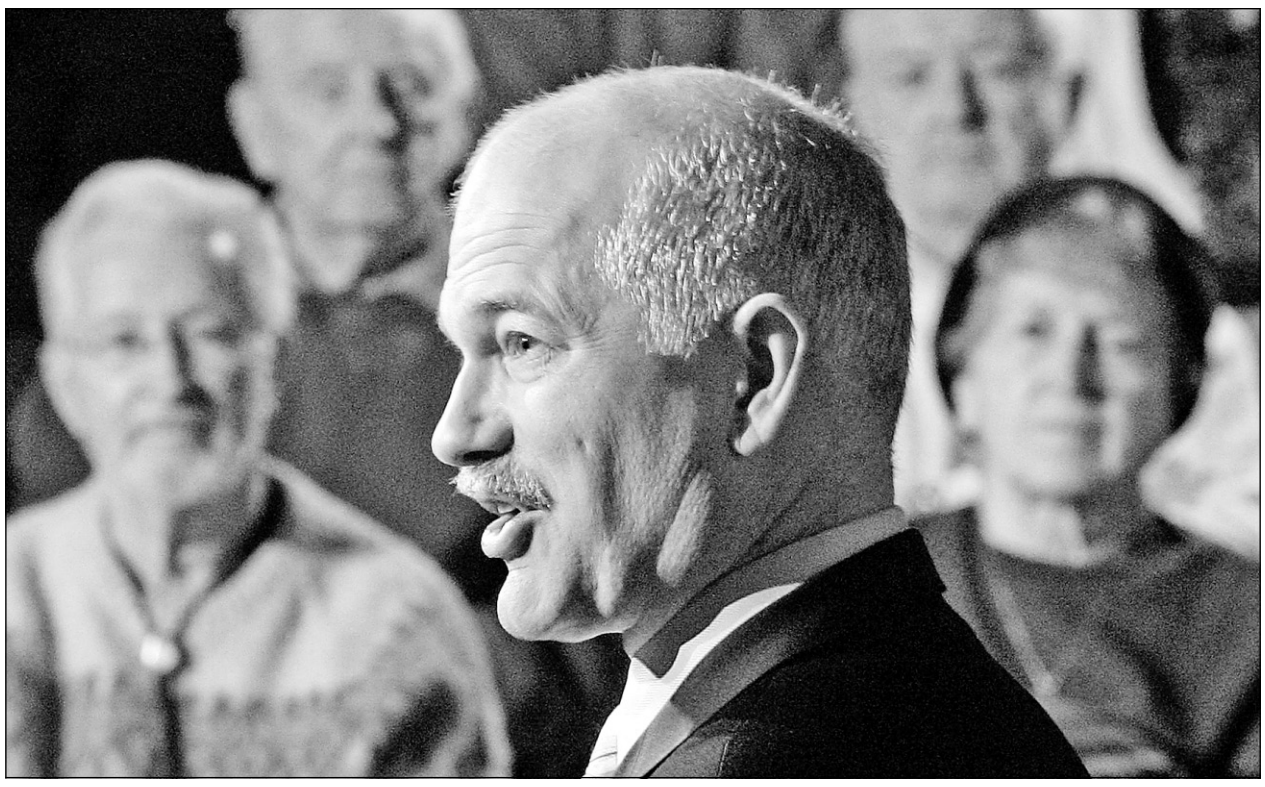


PHOTO ARCHIVES PRESSE CANADIENNE ©

Jack Layton fait le pari de rallier à sa cause plusieurs anciens progressistes-conservateurs déçus de la fusion de leur ancien parti avec l'Alliance canadienne. Avec les libéraux déçus et les autres électeurs, le chef néo-démocrates donne l'impression de courir après tous les votes.

Le Québec

Même s'il n'est venu que deux fois au Québec durant la campagne et qu'il appuie désormais la Loi sur la clarté référendaire, M. Layton ne pense pas donner l'impression d'avoir tourné le dos au Québec. Sans se bercer d'illusions, il croit que son message a été compris.

« Peu importe le nombre de sièges que nous gagnerons, même si nous n'avons pas autant de succès, quand je parlerai aux Communes, je le ferai pour chaque personne qui a voté pour nous au Québec », soutient-il.

Très satisfait de la performance de l'économiste Léo-Paul Lauzon dans Outremont, il admet que son parti a une longue côte à remonter au Québec. « C'est un long processus de construction puisque nous n'étions pas présents au Québec dans les dernières campagnes. On a bossé fort pour établir une équipe avec de bons candidats et des affiches partout », précise-t-il.

M. Layton revient sur le besoin d'une grande « réconciliation nationale » au Canada. Avec ce « projet social canadien », il vise, encore là, le Québec.

« Je ne pense pas à un sommet ou à des conférences, mais, en tant que pragmatique, à régler les problème un à un. Il s'agit de réparer un nid-de-poule à la fois, le premier étant le déséquilibre fiscal. »

La nation

Le chef du NPD ne prévoit aucun obstacle dans une négociation avec le Québec à ce sujet. Contrairement à certains autres, Jack Layton n'hésite d'ailleurs pas à utiliser le mot « nation québécoise ».

« J'ai passé beaucoup de temps dans la capitale nationale, Québec, et c'est une question importante pour les Québécois. Mais il ne faut pas confondre, comme on le fait au Canada anglais, avec la notion d'état nation », précise-t-il.

Les Québécois doivent également faire leur petit pas en mettant fin à leur traditionnel appui au Bloc. Avec le NPD, dit M. Layton, « ils pourront voir que le fédéralisme peut être respectueux et flexible, célébrer le Québec et amener l'Assemblée nationale à signer finalement la Constitution. »

Il milite en faveur d'une flexibilité dans les négociations avec les provinces. Avec le Québec, qui possède ses garderies, « nous aurions une stratégie différente sur la façon de dépenser l'argent. Nous ne voulons pas imposer une tonne de conditions, mais en santé, nous tenons au système public. »

Et si le ministre québécois de la Santé, Philippe Couillard, caressait un projet cherchant à introduire plus de privé en santé ? Sa réponse tombe raide : « Nous nous y opposerions. »

Des ados sarcastiques, mais politisés

CAROLINE TOUZIN

« Nous espérons, naïvement peut-être, que nous pourrons un jour voter pour des politiciens honnêtes. »

Ce sont des jeunes âgés de 15 et 16 ans qui émettent ce souhait teinté de sarcasme. Ils n'ont pas encore le droit de vote. Mais ils veulent être entendus.

Quelque 300 élèves de quatrième secondaire du Collège Jean-Eudes ont envoyé une lettre ouverte à *La Presse* pour montrer que ce ne sont pas tous les jeunes qui sont indifférents à la politique (voir encadré).

Le collège privé du quartier Rosemont a remplacé un cours de physique par un cours supplémentaire d'histoire et d'actualité. Les ados ont rédigé la lettre dans le cadre de ce cours.

« Les jeunes veulent intervenir beaucoup en classe. Mais les cours d'histoire obligatoires sont tellement chargés à cause des exigences du ministère de l'Éducation qu'on n'a pas le temps de les laisser débattre. C'est pourquoi on a créé un cours supplémentaire », explique l'enseignant Hugues Beauchamp.

M. Beauchamp et sa collègue, Geneviève Lepage, ont proposé de dresser un portrait du Québec actuel et futur. Une élève qui rêve de devenir éditorialiste, Isabelle Cossette, a ensuite écrit une lettre reflétant leurs principales idées.

Cette semaine, leur cours portait sur les élections fédérales. *La Presse* y a assisté. Les jeunes ont su nommer des éléments de la plateforme des quatre principaux partis. Ils disent une seule chose du Bloc : le parti « milite pour les intérêts du Québec ». Du NPD, ils ont retenu ses promesses environnementales, le vote à 16 ans et l'intégration des immigrants.

L'enseignant doit les corriger à quelques reprises. Influencés par la publicité libérale, certains croient que les conservateurs veulent une présence militaire dans les villes canadiennes. D'autres pensent que les libéraux promettent un système de santé à deux vitesses.

« Les politiciens ne s'intéressent pas à nous parce qu'on ne paie pas d'impôt », dénonce Isabelle Cossette. « Si on votait à 16 ans, les programmes électoraux parleraient plus aux jeunes », ajoute son camarade de classe, Bernard Dusseault. Rana El Khoury, elle, trouve que les politiciens passent trop de temps à s'insulter. Et pas assez à promouvoir leur programme.

À la fin du cours, les jeunes font un vote secret. Dans chaque classe, la majorité des voix est divisée entre le NPD et le Bloc. Il y a aussi des « libéraux fâchés » qui votent conservateur, comme Ionut Efanov. « Je ne suis pas d'accord avec toutes leurs idées, mais à cause des scandales libéraux, je crois que les conservateurs seraient les meilleurs pour gouverner », dit l'adolescent de 15 ans.

Dans les écoles secondaires de l'ensemble du Canada, des initiatives semblables sont prises pour intéresser les jeunes aux élections. Au Québec, le programme Électeurs en herbe offre du matériel électoral aux établissements scolaires. Ainsi, 156 écoles vont simuler le vote du 23 janvier. Le programme Vote étudiant fait la même chose dans 3080 écoles du pays.

« Si tu ne votes pas, tu n'as pas le droit de chialer », lance Isabelle Cossette. C'est pourquoi, comme plusieurs de ses camarades, elle suivra la soirée électorale. « Des heures de plaisir en famille », a promis leur enseignant en leur offrant une carte des 308 circonscriptions du pays.

Nos espoirs pour le Québec de demain

Nous espérons, naïvement peut-être, que nous pourrons un jour voter pour des politiciens honnêtes.

Au Québec, les enjeux les plus urgents sont l'environnement, la pauvreté, la place des femmes, le développement de la famille, la protection de notre culture et l'amélioration de nos services.

Nous avons plusieurs idées intéressantes : nationaliser toutes nos ressources pour mieux en contrôler la production, augmenter le prix du pétrole pour encourager l'utilisation d'énergies propres, améliorer le réseau du métro et des circuits d'autobus, faire la promotion du transport en commun, reboiser les forêts après leur exploitation et prendre soin des rivières de chez nous. (...)

Nous réclamons un Québec solidaire et fort. En consommant moins, il nous serait possible de réduire la dette nationale. Nous souhaitons avoir un gouvernement à l'esprit plus ouvert qui serait prêt à donner davantage aux communautés minoritaires. (...)

Afin de veiller à améliorer la condition de la femme et celle de la famille au Québec, la majorité des filles pensent qu'il faudrait une femme au pouvoir. Nous devrions régler la question de l'équité salariale. Il serait aussi impératif de favoriser le développement de l'entreprise québécoise, pour que notre économie reste forte. Nous voulons aussi que les syndicats nous représentent réellement et qu'ils ne nous fassent pas manifester pour défendre leurs intérêts à eux.

Il faudrait permettre une meilleure intégration des immigrants à notre culture et leur offrir la possibilité de développer, grâce à des moyens concrets, une plus grande maîtrise de notre langue, tout en leur faisant partager la leur avec nous. (...)

Nous désirons une société qui fume moins, qui mange santé, qui ne conduit pas après avoir bu, qui fait du sport et qui se cultive plus. Pour cela, il faut assurer la promotion constante de ces idées, surtout dans les écoles. (...) Également, plus de bourses devraient être offertes aux étudiants peu fortunés. Enfin, des programmes de sport amateur mieux organisés devraient faire leur apparition. Tous nous disent, alarmistes, que l'obésité est un fléau de plus en plus présent, mais pour le contrer, on ne nous aide pas beaucoup.

Isabelle Cossette, élève de quatrième secondaire, au nom des 296 élèves de quatrième secondaire du Collège Jean-Eudes

Contrôle des armes à feu Une coalition s'inquiète de la montée de Stephen Harper

Le spectre de Polytechnique est brandi contre les conservateurs

ANDRÉ NOËL

En décembre 1989, Catherine Bergeron a perdu sa soeur Geneviève. Quinze ans plus tard, elle ne veut pas perdre la loi qui a suivi sa mort et celle de 13 autres jeunes femmes à l'École polytechnique, toutes abattues, à l'exception d'une seule, par les rafales d'un Ruger mini-14. La volonté des conservateurs d'éliminer le registre des armes à feu lui fait peur.

« Les familles des victimes (d'armes à feu) se sont battues afin que la Loi sur les armes à feu soit adoptée en 1995, a rappelé Mme Bergeron. Nous sommes alarmés et nous ne pouvons croire que plus de 15 ans après les événements de décembre 1989, 10 ans après l'adoption de la loi et après tout ce travail, nous faisons face à la possibilité que la loi soit abrogée. Et ceci, malgré les nombreuses preuves que la loi fonctionne et donne des résultats. » La loi oblige les Canadiens à enregistrer leurs fusils et leurs carabines et à obtenir un permis de possession et d'acquisition d'armes. C'est chose faite à 90 %. Sept millions d'armes sont enregistrées et deux millions de Canadiens ont obtenu leur permis ; 14 000 d'entre eux se sont vu refuser ou révoquer leur permis pour des raisons de sécurité.

Depuis l'adoption du registre, le nombre de meurtres par fusil et carabine a chuté de 54 %, passant de 81 en 1996 à 37 en 2004.

La Coalition pour le contrôle des armes à feu, qui donnait une conférence de presse hier, reconnaît que la mise en vigueur a coûté cher (un milliard de dollars), mais affirme qu'il ne faut pas abolir le registre pour autant.

« Une personne qui rénove sa maison va-t-elle la raser parce que ses rénovations ont coûté trop cher ? a demandé Wendy Cukier, présidente de la coalition. Le droit à la vie et à la sécurité n'est-il pas plus important ? »

« Qu'on cesse de dire que la loi ne fonctionne pas : c'est faux, a poursuivi Mme Bergeron. Qu'on cesse de dire que les seules personnes affectées par la loi sont les bons citoyens qui respectent la loi : c'est faux. Qu'on cesse de dire que les coûts sont exagérés par rapport aux bénéfices : c'est faux. »

Mme Cukier a rappelé que la National Rifle Association (NRA), puissant groupe de pression américain, avait dépêché un de ses lobbyistes en Ontario, dès le lancement de la campagne électorale fédérale. Ce lobbyiste a expliqué à des membres de la Canadian Shooting Sports Association comment aider les candidats opposés au contrôle des armes, c'est-à-dire les candidats conservateurs.

La NRA est financée en bonne partie par des fabricants et des vendeurs d'armes. Elle aide le lobby contre le contrôle des armes à feu un peu partout dans le monde.



YVES BOISVERT

Pour l'ablation de la SAQ

Pourquoi a-t-on un appendice au milieu du ventre si ça ne sert à rien ? N'est-ce pas un peu absurde ? Qu'importe, me direz-vous, tant qu'il ne vous rend pas malade. Il y a assez de vrais problèmes dans la vie, inutile de régler celui-là.

La Société des alcools du Québec est un appendice. Qu'avons-nous donc de différent des Français, des Italiens, des Américains, des Anglais, des Allemands et de qui encore pour qu'on doive confier la vente d'alcool à une société d'État ? Sommes-nous plus ivrognes, plus sots, plus irresponsables ? Pas vraiment.

Toutes les sociétés d'État du genre au Canada ont été créées essentiellement pour préserver la morale publique et contrôler les revenus de l'alcool. Elles sont anachroniques.

Mais pourquoi s'ouvrir le ventre pour s'enlever l'appendice si on n'a pas l'appendicite ? Il ne s'agit toujours bien que de vins et de spiritueux. Et puis, ma foi, au fil des ans, la SAQ ne nous a pas si mal servis. On y trouve des gens compétents, et de quoi boire en masse. Alors, bof, on oublie ça. On a un appendice, on pourrait s'en passer, mais on n'en fait pas une maladie.

Mais il arrive que l'appendice s'infecte. Il arrive qu'on se rende compte que les vins, surtout les vins bon marché (disons moins de 20 $) sont 10 % à 20 % moins cher en Ontario. Il arrive qu'on réalise qu'en Alberta, où la société des alcools locale a été privatisée il y a 10 ans, il y a plus de produits qu'au Québec. On n'a plus les cow-boys qu'on avait, et pas seulement au cinéma, mesdames et messieurs : on répertorie 11 515 produits en Alberta contre 7138 dans notre fier Québec. On apprend même que l'alcool amène plus d'argent dans les coffres de l'Alberta depuis la privatisation.

Aurions-nous l'appendicite sans le savoir ?

Et puis, tout d'un coup, survient cette controverse assez loufoque où l'on voit la SAQ demander à ses fournisseurs... d'augmenter les prix de ses vins européens. Elle demande même une ristourne de 2,5 % dans certains cas. Pourquoi ? Parce que l'euro a perdu environ 15 % par rapport au dollar canadien depuis un an. Les vins devraient donc voir leur prix diminuer. Ce qui voudrait dire une baisse importante de chiffre d'affaires pour la SAQ. Et moins de profits.

La SAQ nous dit : non, non, non, vous ne comprenez pas du tout, on essaie de faire diminuer les prix. La preuve, les prix baissent le 1er février de 8 % en moyenne.

Pourquoi diable la SAQ a-t-elle téléphoné à plus d'une centaine de producteurs européens ? Explication du président de la SAQ, Sylvain Toutant, dans une lettre publiée dans le *Journal de Québec* lundi : « Nous avons négocié avec nos fournisseurs européens en vue d'obtenir les meilleurs prix, compte tenu de la baisse de l'euro par rapport au dollar canadien. »

J'aimerais qu'on m'explique ceci, docteur : si la valeur de l'euro baisse, qu'y a-t-il à négocier avec les producteurs de vin ? Strictement rien, si l'objectif est de diminuer les prix.

J'aimerais qu'on m'explique ceci, docteur : si la valeur de l'euro baisse, qu'y a-t-il à négocier avec les producteurs de vin ? Strictement rien, si l'objectif est de diminuer les prix. On n'a qu'à appliquer la baisse de prix en succursale : le fournisseur aura son prix comme avant ; le consommateur paiera moins cher... sauf que la SAQ verra ses profits diminuer. C'est peut-être la raison pour laquelle M. Toutant dit que la SAQ recherche « le meilleur prix ».

Le meilleur prix pour la SAQ, effectivement, n'est pas nécessairement le plus faible. Le prix optimal pour le monopole est celui qui fait le plus possible augmenter sa marge bénéficiaire sans faire diminuer la consommation.

La version de M. Toutant est tellement bizarre qu'il a décidé de retirer sa lettre dans les journaux qui ne l'avaient pas encore publiée, dont *La Presse*.

Puis, hier, on apprenait que la SAQ suspend deux vice-présidents. Bien sûr, la SAQ a une longue tradition d'empaquetage et de mise en marché de la vérité, et on nous dit que ces deux cadres supérieurs sont « en congé en attendant les résultats de l'enquête interne ».

Pourquoi ? Parce que, selon la SAQ elle-même, « il y a des zones d'ombre dans le processus de négociation » entre la SAQ et les fournisseurs de vin. C'est pourtant la même SAQ, par la bouche des mêmes porte-parole, qui nous assurait que tout allait bien.

En vérité, ces deux cadres ne font que remplir le mandat de la SAQ : rapporter plus de dividendes. En 2004, la SAQ annonçait qu'elle entendait faire augmenter ses profits de 10 % par année pendant cinq ans. L'an dernier, le dividende était de 545 millions. Cette année, il avoisinera les 700 millions. On vise 900 millions en 2009.

D'où viendra l'argent ? Il n'y a pas de miracle. Il faut augmenter la marge bénéficiaire. La pression de Québec est immense. D'où ces jeux misérables avec le taux de change. Ne nous laissons pas berner par la suspension de ces deux cadres. Ils risquent d'être sacrifiés uniquement pour trouver des coupables. Ils n'ont probablement fait que répondre aux ordres.

Mais tant qu'à observer cet appendice énorme (des ventes de 2,5 milliards par année), maintenant que la thérapie a fait ses preuves en Alberta (plus de produits, plus de magasins, plus de profits pour l'État, qui dit mieux ?), sortons donc le scalpel. Et vendons ces vestiges de la prohibition qui ne sont que des organismes de collection de taxes déguisés en commerces de détail.

On peut vivre sans.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca

Québec veut parler d'une voix à Tremblay

Le gouvernement Charest forme un comité ministériel d'intervention pour la région de Montréal

DENIS LESSARD

QUÉBEC – Les dossiers de Montréal sont devenus si complexes que dans les coulisses, le gouvernement Charest a formé un nouveau comité de ministres pour que Québec parle d'une seule voix à l'administration Tremblay.

La Presse a obtenu une décision du Conseil des ministres du 14 décembre dernier où on décrète la formation d'un nouveau « Comité d'intervention politique de la région de Montréal ».

Son mandat sera de « préparer un plan d'action, d'assumer la coordination stratégique des discussions avec les autorités politiques de la région de Montréal et d'élaborer un plan de communication ».

« Les dossiers montréalais sont de plus en plus complexes », explique la présidente de ce comité, la ministre de la Culture Line Beauchamp, déjà responsable de Montréal. Le groupe doit se réunir toutes les deux semaines et a déjà demandé à l'ensemble des ministères à Québec une copie de tous les dossiers actifs touchant Montréal. « On veut être sûr de ne rien échapper », observe Mme Beauchamp, mais il n'est pas question, assure-t-elle, de créer une instance qui étudiera des mémoires et aura à valider les décisions touchant Montréal.

La décision de Québec de proposer un nouvel interlocuteur à l'administration Tremblay coïncidait avec l'affrontement autour de l'autouroute 25 — le maire Tremblay avait boudé l'annonce d'un nouveau pont faite par Québec juste avant les Fêtes.

La décision de Québec de proposer un nouvel interlocuteur à l'administration Tremblay coïncidait avec l'affrontement autour de l'autouroute 25.

Le maire Tremblay veut mettre l'accent sur le savoir, les universités, les sciences de la vie, la culture et l'environnement, observe Mme Beauchamp. « On voit les dossiers prioritaires sur 25 ans, on doit se demander si dans nos dossiers on a des projets en phase avec ces priorités », a fait savoir Mme Beauchamp.

Le comité traitera aussi de dossiers plus contentieux ; le Stade olympique, qui devrait être rétrocédé en juin, mais dont Montréal ne veut pas, la réfection de la rue Notre-Dame et l'ensemble du partage des recettes dans la CMM, autant de sujets qui font grincer des dents le maire Tremblay.

Parmi les autres ministres sur le comité, on retrouve Michelle Courchesne et Jean-Marc Fournier, pour les banlieues nord et sud, le ministre des Finances, Michel Audet, et la titulaire des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, de même que le directeur du cabinet de Jean Charest, Stéphane Bertrand.

HAUSSES DE LOYERS

La Régie mécontente locataires et propriétaires

PHILIPPE MERCURE

Propriétaires et locataires ont vivement réagi hier à la publication des hausses de loyers par la Régie du logement. Les premiers ont accusé l'organisme de semer la confusion, alors que les associations de locataires réclament un contrôle obligatoire des loyers.

Le communiqué publié hier par la Régie du logement contient quatre indices d'augmentation. Ils varient entre 0,9 %, dans le cas d'un logement chauffé par le locataire, à 4,3 % pour un logement chauffé au mazout par le propriétaire. La Régie justifie cette dernière augmentation par la hausse importante du prix de l'huile à chauffage en 2005. Les augmentations de loyer des logements chauffés à l'électricité et au gaz atteignent respectivement 1,1 % et 1,6 %.

Ces chiffres sont des moyennes qui visent à guider les négociations entre les locataires et les propriétaires. Si les deux parties ne parviennent pas à s'entendre, l'augmentation de loyer doit être calculée individuellement selon un formulaire disponible sur le site de la Régie du logement.

Une situation qui fait dire aux associations de propriétaires que les moyennes publiées hier sont inutiles. « La Régie du logement, en procédant ainsi, contribue non pas à informer les gens, mais à créer de la confusion et de la mésentente. Tout ce que les propriétaires et les locataires voient, ce sont des taux qui n'ont aucune espèce de valeur légale », soutient Pierre Ayotte, président de l'Association des propriétaires d'appartements du Grand Montréal.

La Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) a même déposé une demande en Cour supérieure en avril dernier pour que ces taux ne soient plus publiés. Mercredi, elle a pourtant elle-même dévoilé des moyennes semblables, qui, évidemment, étaient plus élevées. « Il faut bien faire contrepoids aux chiffres de la Régie », a justifié hier Luc Courtemanche, président aux affaires publiques de la CORPIQ.

Les associations de locataires ont quant à elles invité les locataires à contester toute hausse de loyer qui excède les recommandations de la Régie du logement. « Le gros problème, c'est que dans la vraie vie, ce ne sont pas ces taux qui s'appliquent. Les loyers ont augmenté de 21 % au cours des cinq dernières années. Tant qu'il n'y aura pas de contrôle obligatoire des loyers, c'est sur le locataire, malheureusement, que repose le fardeau de faire respecter ces taux », a dit François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain.



PHOTO ROBERT NADON, ARCHIVES LA PRESSE©

Les hausses de loyers publiées par la Régie du logement varient de 0,9 %, dans le cas d'un logement chauffé par le locataire, à 4,3 % pour un logement chauffé au mazout par le propriétaire.

Fathers-4-Justice veut arrêter ses « niaiseries » au Québec

PHILIPPE MERCURE

Grimper sur les ponts déguisés en superhéros n'intéresse plus les membres québécois de l'organisation Fathers-4-Justice, qui envisagent arrêter leurs « niaiseries ».

Fathers-4-Justice est un organisme international qui défend le droit des pères divorcés à voir leurs enfants. En Angleterre, terre natale du groupe, l'organisation a volé en éclats mercredi quand la police a déjoué un plan d'enlèvement. Question de confronter Tony Blair à la réalité d'être séparé de son enfant, l'organisme envisageait kidnapper son fils de 5 ans. Le fondateur du groupe a dénoncé les « extrémistes » de l'organisation, qui s'est démantelée.

« Peut-être que ça joue un peu sur notre crédibilité parce qu'on est éclaboussés par cette idée de fou. Mais sinon ça ne change rien à nos activités », a commenté hier à *La Presse* le coordonnateur québécois de Fathers-4-Justice, Yves Pageau.

« Au début, c'était davantage une organisation hiérarchique. Hiérarchique dans le sens de l'armée. Les décisions se prenaient en Angleterre. Mais à un moment donné, on a décidé d'être plus autonomes. Nos liens sont plus une question de sympathie que d'autre chose. »

Du même souffle, M. Pageau a affirmé que les coups d'éclat qui ont provoqué la colère des Montréalais dernièrement pourraient bientôt prendre fin. En septembre, un membre du groupe, Andy Srougi, a paralysé la circulation toute une journée à Montréal en allant se percher au sommet du pont Jacques-Cartier. Un autre membre déguisé en Robin a grimpé au même endroit le printemps dernier. Un de ses collègues accoutré en Superman s'était pour sa part juché au sommet de la croix du mont Royal.

« Ça prend beaucoup énergie pour faire ça. On fait ça pour attirer l'attention, mais ce n'est pas un cirque. Ce n'est pas une fin en soi », a dit hier M. Pageau, qui affirme avoir maintenant assez de visibilité pour espérer cesser les coups d'éclat. « On est ailleurs maintenant. On n'a plus besoin de faire des niaiseries comme ça », a-t-il dit.

EN BREF

Local électoral saccagé

Les organisateurs libéraux de la circonscription de Marc-Aurèle-Fortin, au nord de Montréal, ont eu une bien mauvaise surprise hier matin en arrivant à leur local électoral de Sainte-Thérèse. Les vitres avaient été fracassées et la façade couverte de graffitis représentant la faucille et le marteau soviétiques. « Il a fallu réparer tout ça avant de pouvoir travailler. Ce sont des choses qui ne devraient pas se faire », a dit Nathalie Paquin, responsable des communications pour l'équipe de la candidate Renée Gagné. Philippe Mercure

SAQ : Legault veut une enquête indépendante

Le député de Rousseau et porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement économique et de finances, François Legault, a réclamé hier une enquête indépendante dans le dossier de la Société des alcools du Québec (SAQ). Mercredi, la SAQ a annoncé qu'elle tiendrait une enquête interne pour vérifier comment avait été menée la négociation avec les fournisseurs pour ajuster les prix à la suite de la baisse de l'euro. Les vice-présidents Laurent Mériaux et Alain Proteau ont aussi été invités à « prendre congé » durant la période de vérification. Philippe Mercure

New Horizons décolle enfin

MATHIEU PERREAULT

Après deux essais infructueux, la sonde spatiale *New Horizons* a décollé hier en direction de Pluton.

Elle atteindra sa cible dans neuf ans, après avoir voyagé à une vitesse de pointe de 21 km par seconde.

New Horizons est la sonde la plus rapide jamais lancée. Elle atteindra Jupiter en 13 mois, contre 22 pour *Voyager 1*. Elle a croisé la Lune à 23 h hier, neuf heures à peine après son lancement, alors qu'*Apollo 11* avait mis trois jours pour l'atteindre, en 1969. La sonde profitera d'un effet de fronde fourni par Jupiter en 2007, qui coupera de cinq ans la durée de son voyage.

La mission permettra de mieux définir le statut de la planète, encore jamais explorée par l'homme. Depuis quelques années, plusieurs corps célestes qui ont les mêmes propriétés que Pluton ont été découverts, dont Sedna en 2004. Cela place les astronomes dans un dilemme inconfortable : ou bien le nombre de planètes augmentera rapidement, ou il faudra restreindre la définition de planète de manière à exclure Pluton.

New Horizons explorera en détail Pluton et sa lune Charon, établissant leur topographie, leur composition atmosphérique et la composition de leur surface. Deux autres lunes de Pluton, découvertes en octobre et nommées simplement P1 et P2, sont également au menu. Ensuite, la sonde devrait examiner quelques corps célestes de la ceinture de Kuiper, qui contient des milliers d'astéroïdes.

Les observations dureront neuf mois, alors que Pluton se trouvera à 5 milliards de kilomètres de la Terre. Les informations envoyées par la sonde mettront alors quatre heures et demi pour franchir cette distance.

La sonde de 700 millions de dollars contient une partie des cendres du découvreur de Pluton, l'Américain Clyde Tombaugh, qui est mort en 1997. M. Tombaugh a photographié en 1930 la neuvième planète, dont l'existence était prédite depuis 1905.

Un disque contenant 435 000 noms d'Américains a aussi été placé dans la sonde, dans le cadre d'une campagne de relations publiques de la NASA. Cette campagne exploite aussi la culture populaire américaine : les deux caméras de la sonde ont été baptisées Ralph et Alice en l'honneur d'un couple de la série télévisée *The Honeymooners*.

Le lancement a été reporté mardi à cause de vents impétueux en Floride, et mercredi à cause d'une tempête au Maryland, qui a causé une panne électrique au centre de contrôle de la sonde situé à l'Université Johns Hopkins.

La sonde a connu sa part de controverse parce qu'elle contient 10 kg de plutonium, qui fournissent à son moteur une énergie capable d'alimenter deux ampoules de 100 watts. La NASA avait estimé le risque d'accident à un sur 350, et le coût de décontamination à entre 100 et 500 millions de dollars par kilomètre carré.



PHOTO BRUCE WEAVER, AFP

***New Horizons* est la sonde la plus rapide jamais lancée.**

Incendie 12 personnes à la rue



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE©

Une centaine de pompiers ont été dépêchés hier au 3250, de Rouville, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, pour lutter contre un incendie qui s'est déclaré dans la toiture d'un immeuble. Des vices de construction ont donné du fil à retordre aux pompiers. Le feu n'a pas fait de blessé, mais a jeté 12 personnes à la rue. Des problèmes électriques pourraient être à l'origine de l'incendie.



Flairez la bonne affaire.



Sony Ericsson T290a

Haut-parleur mains libres
Compatible Internet mobile

0$



Sony Ericsson K300a

Appareil photo intégré
Fonction courriel intégrée

~~60$~~ 0$



Sony Ericsson Z520a

Appareil monde
Appareil photo intégré
Technologie Bluetooth^MC

~~150$~~ 50$

Forfait Appels entrants illimités | 25$ par mois

Faites vite ! Cette offre se termine le 31 janvier.

Maintenant chez Fido



MOTORAZR V3

fido

3374836A

3374839

Composez le **1 888 945-FIDO** (3436) ou achetez sur **fido.ca**

Les prix et les rabais sur les appareils illustrés sont valides avec toute nouvelle activation d'un forfait mensuel de temps d'antenne avec Entente Fido® jusqu'au 31 mars 2006 ou jusqu'à épuisement des stocks. L'offre du forfait mensuel Appels entrants illimités à 25 $ prend fin le 31 janvier 2006 et est valide avec toute nouvelle activation, avec ou sans Entente Fido. L'offre d'appels entrants illimités ne comprend pas les appels locaux reçus dans le réseau élargi. Sous réserve de la politique d'utilisation équitable de Fido. Taxes, frais d'interurbain, d'itinérance, de service d'appel d'urgence 911 (50 ¢ par mois), d'accès au réseau (6,95 $ par mois) et autres frais applicables en sus. Certaines conditions s'appliquent. Bluetooth est une marque de commerce de Bluetooth SIG, Inc. Fido est une marque déposée de Fido Solutions Inc.

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

FUTURE SHOP · BEST BUY · LA CABINE TÉLÉPHONIQUE · teleplus

LES MAGASINS ET PARTENAIRES DÉTAILLANTS

LAVAL ET RIVE-NORD

Carrefour du Nord, St-Jérôme
Carrefour Laval
Centre Laval
Galeries Rive-Nord, Repentigny
Place Rosemère

ACTION-PAGE INC.
1704, boul. Des Laurentides, Laval

CELTEL MOBILITÉ
1637, boul. Daniel-Johnson, Laval

ZONE MOBILE
367, boul. Arthur-Sauvé, St-Eustache

RIVE SUD

Mail Champlain
Promenades Saint-Bruno

ACTION-PAGE INC.
1836, chemin Chambly, Longueuil

COMMUNICATIONS AIRFLEX INC.
8050, boul. Taschereau, Brossard

COMPTOIR PLACE LONGUEUIL
825, rue St-Laurent, Longueuil

ZONE MOBILE
3310, boul. Taschereau, Greenfield Park
Métro Longueuil
Galeries Saint-Hyacinthe

GRAND MONTRÉAL

1004, rue Sainte-Catherine Ouest
Carrefour Angrignon
Centre Rockland
Centre Eaton
Fairview Pointe-Claire
Les Galeries d'Anjou
Place Versailles
Place Vertu

ACTION-PAGE INC.
4960, boul. Décarie, Montréal
1221, boul. St-Zotique Est, Montréal
3451, rue Ontario Est, Montréal
4328, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal
3758, boul. St-Laurent, Montréal

B-MOBILE
Place de la Cathédrale, Montréal
595, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal

CELLUMAX INC.
Complexe Desjardins, Montréal
Emery, Montréal

CELTEL MOBILITÉ
35, rue Beaubien, Montréal
121, avenue Mont-Royal Ouest, Montréal
6571, avenue Somerled, Montréal
6295, rue Victoria, Montréal
6245, boul. Métropolitain, St-Léonard
245, boul. Côte-Vertu, Ville Saint-Laurent

COMMUNICATIONS AIRFLEX INC.
4046, boul. Jean-Talon Est, Montréal
5613, avenue du Parc

CONNECTION MOBILE
1476, avenue du Collège, Ville Saint-Laurent

DIVINE LINKS LTD.
1464, boul. Schevchenko, LaSalle
6087, rue St-Jacques Ouest, Montréal

DURA TECH
5040, boul. Métropolitain Est, Montréal

ELECTRO-TEL INC.
3859, rue Wellington, Verdun

FIDEL COMMUNICATIONS (DEL TECHNOLOGIE)
4351, avenue Papineau, Montréal
3813, rue St-Denis, Montréal

FIRST CONE FINANCIAL SERVICES
5175B, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

FOXCOM
Galeries Normandie, Montréal
4282, boul. Métropolitain Est, St-Léonard

MONDE DIGITAL
1249, rue Antonio-Barbeau, Montréal

MULTI-CELL COMMUNICATIONS
2900, rue Masson, Montréal
Centre de la Pointe, Pointe-aux-Trembles

PÈRE DU CELLULAIRE (LE)
4889, rue Jarry Est, St-Léonard

POSITIVE ELECTRONIQUE PEP INC.
200, boul. d'Anjou, bureau 128, Châteauguay
895, rue de la Gauchetière O., Montréal
4112, rue Jean-Talon Est, Montréal

SERVICES DE COMMUNICATION CELLULAIRE INC.
4605, rue Ste-Catherine Est, Montréal

STATION CELLULAIRE
990, rue St-Urbain, Montréal
2340, rue Guy, Montréal
109, rue Viger, Montréal

UP CLOSE
Centre Eaton

ZONE MOBILE
3237, boul. des Sources, Dollard-des-Ormeaux
436, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
Place Alexis Nihon, Montréal
Centre Domaine, 3235, avenue de Granby, Montréal
436, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
680, rue Jarry Est, Montréal
Centre d'achat Langelier

ACTUALITÉS

Les dangers du crack... et des serpents

CHRISTIANE DESJARDINS

Après avoir consommé une centaine de roches de crack dans une chambre d'hôtel avec une femme qu'il venait de rencontrer dans la rue, un détenu fraîchement sorti du pénitencier s'est mis à voir des serpents partout.

Il en voyait même dans la femme, qu'il aurait alors attaquée et battue, pour ensuite tenter de la jeter par la fenêtre du quatrième étage.

Cette ahurissante affaire, que la juge Isabelle Rheault entendait hier au palais de justice de Montréal, illustre bien les effets de cette drogue aussi nocive que bon marché et qui fait des ravages dans la plupart des grandes villes.

La femme de 25 ans, mère de deux enfants et actuellement enceinte d'un troisième, était une grande consommatrice de crack au moment des faits, le 25 mars 2005.

« Mais j'ai pas de misère avec ça. Je suis capable de m'en passer. C'est plus l'alcool, mon problème », a révélé la femme, hier, en tournant sans cesse une boucle de ses cheveux.

La victime présumée ne cache pas qu'au moment des faits, elle payait sa consommation en se prostituant.

Le 24 mars 2005, alors qu'elle se trouve rue Saint-Hubert, elle aborde un inconnu, Sébastien Paquet, 34 ans.

Le matin même, celui-ci a obtenu sa libération d'office.

Ses parents sont allés le chercher à la prison de Donnacona, pour l'emmener dans une maison de transition de Montréal.

Mais il a décidé que ce n'était pas sa place et a quitté l'endroit dans la journée, pour se retrouver en liberté illégale rue Saint-Hubert, à acheter et revendre de la drogue.

Quoi qu'il en soit, Paquet propose à la jeune femme de faire de la *dope* avec lui, sans qu'il soit question d'échange sexuel.

Ils louent une chambre d'hôtel pour une heure et en consomment.

Ensuite, ils partent et louent une chambre ailleurs, à l'hôtel Victor, où ils consomment encore du crack.

« Ça faisait mon affaire d'être avec quelqu'un qui m'achalait pas au niveau sexuel », a-t-elle dit hier.

À un certain moment, la femme sort pour aller chercher d'autre crack et revient avec un type de race noire, qui en a.

Ils consomment à trois.

Selon la femme, vers 5h du matin, Paquet se met à « capoter ».

« Il voyait des serpents partout. Il criait, il *pitchait* tout ce qu'il y avait dans la chambre. Il a sauté sur le Noir, qui a réussi à se déprendre et à se sauver. J'y ai demandé (au Noir, qu'elle décrit comme un vagabond), de pas me laisser toute seule avec le gars, mais il est parti.

« Là, Paquet m'a cassé une lampe sur la tête. Il a cassé des bouteilles de bière. Il me brassait de gauche à droite, il me frappait, il n'arrêtait pas. Il voyait des serpents jusque dans moi. J'y disais qu'il *paranoïait*, qu'il n'y avait pas de serpents, qu'on allait aller à l'hôpital. Il voulait pas. Il me tenait entre ses jambes, il disait qu'il allait me tuer.

« Il a essayé de me rentrer de la vitre dans le vagin, puis dans l'anus. Il a brisé la fenêtre, et a essayé de me faire passer au travers. Il capotait, il voulait mourir », a raconté la femme, qui a dû interrompre son témoignage à plusieurs reprises, parce qu'elle pleurait.

La jeune femme affirme que Paquet s'est calmé et l'a lâchée, lorsqu'elle lui a dit qu'elle allait « le tuer et se tuer ensuite ».

À peu près au même moment, la police est arrivée, car le boucan de tous les diables provenant de la chambre avait ameuté les locataires et la tenancière de l'hôtel.

Au policier qui l'interroge quelques heures plus tard, Paquet dit qu'il a fait une surdose, que l'autre homme avait un serpent, et que s'ils regardent bien dans la chambre d'hôtel, ils en trouveront des traces.

« Il voyait des serpents partout. Il criait, il *pitchait* tout ce qu'il y avait dans la chambre... Il me brassait de gauche à droite, il me frappait, il n'arrêtait pas. Il voyait des serpents jusque dans moi. »

Témoignage échevelé

Paquet fait face à une pluie d'accusations dans cette affaire : séquestration, menaces de mort, voie de fait armée et avec lésions, agression sexuelle, et méfait.

Hier, Paquet a tenu à témoigner pour sa défense, mais la procureure de la Couronne, Geneviève Dagenais, a insisté pour qu'il le fasse du box des accusés, pour des raisons médicales. Manifestement aussi pour des questions d'agressivité.

« C'est parce que j'ai le VIH, s'est offusqué Paquet.

— Non, c'est pour l'hépatite C. Je ne suis pas vaccinée, a répondu Me Dagenais. »

Paquet a livré un témoignage échevelé et s'est emporté plus d'une fois.

Il raconte que la jeune femme faisait pitié dans la rue ; elle n'avait pas de manteau et grelottait.

Elle l'a abordé en disant : « Je suis dans la *marde*, veux-tu faire une passe. »

Il a voulu l'aider, dit-il.

Il réfute maintenant l'histoire des serpents et soutient qu'il a dû se battre cette nuit-là contre trois Noirs qui étaient entrés dans la chambre avec des bâtons de baseball.

Son père, qui a déjà tenu une maison de désintoxication et est venu du Nouveau-Brunswick pour témoigner, a raconté que son fils avait déjà vu des serpents lors de consommations antérieures.

À un certain moment, Paquet, en furie parce que la juge ne voulait plus qu'il parle, a de lui-même quitté le box pour retourner dans le quartier des détenus.

La juge, qui était prête à rendre sa décision, l'a reportée au 2 février.

ET VOUS PENSIEZ
NE PAS POUVOIR GAGNER DU TEMPS ?



Le nouveau BlackBerry 8700r^MC.
Seulement chez Rogers.

Voici l'outil dernier cri spécialement conçu pour faire gagner du temps aux petites entreprises. Avec le BlackBerry 8700r de Rogers^MC, fini la course contre la montre. Faites du temps votre meilleur allié.

- Accès Internet à haute vitesse
- Écran couleur haute définition
- Haut-parleur et technologie BlueTooth^MD
- Affichage des pièces jointes (PowerPoint et Excel) évolué
- Toute la puissance d'un processeur interne Intel^MD

Pourquoi choisir Rogers pour votre BlackBerry ?

- Le nouveau réseau EDGE de Rogers est le plus vaste réseau de données sans fil haute vitesse au pays.
- Soutien technique complet spécialement conçu pour les utilisateurs, qui vous permet d'être efficace 365 jours par année.
- Rogers fonctionne sur le seul réseau vous permettant d'utiliser votre appareil d'un bout à l'autre du pays, aux États-Unis et outre-mer.
- Rogers s'engage à vous offrir des appareils tout-en-un à la fine pointe de la technologie.

BlackBerry^MD

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS SUR NOS NOMBREUSES SOLUTIONS D'AFFAIRES, COMPOSEZ LE 1 866 640-7966 DÈS AUJOURD'HUI !

ROGERS^MC
Votre monde. Maintenant.

CONSULTEZ ROGERS.COM, COMPOSEZ LE 1 866 640-7966 OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS SANS-FIL, ROGERS PLUS OU ROGERS VIDEO.

ÉPARGNEZ ACHETEZ EN LIGNE

LA SOURCE par Circuit City · ROGERS plus · ROGERS VIDEO · LA CABINE TÉLÉPHONIQUE · BatteriesPlus

©2006 Research In Motion Limited. Tous droits réservés. Les marques, images et symboles associés aux familles RIM et BlackBerry sont la propriété exclusive et des marques de commerce de Research In Motion Limited utilisées sous permission. ^MC Marques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. © 2006. Toute autre marque ou tout autre logo ou nom de produit utilisé peut être une marque de commerce ou une marque déposée appartenant à son titulaire respectif et utilisé sous permission.

3376077A

ROGERS SANS-FIL

MONTRÉAL
1104, rue Ste-Catherine O. (514) 877-0090
4455, rue Saint-Denis (514) 845-8353
3573, boul. St-Laurent (514) 288-0600
2360, rue Notre-Dame O. (514) 983-1666
Centre Eaton (514) 849-5646
Place Ville-Marie (514) 394-0000
8984, boul. de l'Acadie (514) 387-9999
1201, avenue Greene (514) 933-8000
5150, rue Jean-Talon O. (514) 341-2221
5954, boul. Métropolitain E. (514) 257-8826
6224A, rue St-Jacques O. (514) 369-4000
Place Alexis-Nihon (514) 865-9949
Place Bourassa (514) 324-3180
Place Versailles (514) 355-0003
Les Galeries d'Anjou (514) 356-0356
Centre Rockland (514) 735-4086
997, rue St-Antoine O. (514) 866-3326
3339L, boul. des Sources (514) 683-3333
2758, boul. St-Charles (514) 428-9000
8457, boul. Newman (514) 368-4000
Carrefour Angrignon (514) 368-4230
Place Vertu (514) 745-0745
2100, boul. Marcel-Laurin (514) 856-1884
Centre Montpellier (514) 747-1777
Fairview Pointe-Claire (514) 695-1554
Complexe Desjardins (514) 842-0288
BELŒIL
Mail Montenach (450) 467-4286
BOUCHERVILLE
Promenades Montarville (450) 449-4998
BROSSARD
Mail Champlain (450) 671-3300
Place Portobello (450) 671-4744
CANDIAC
87B-4, boul. Marie-Victorin (450) 444-2100
CHÂTEAUGUAY
129, boul. St-Jean-Baptiste (450) 692-2201
Centre Régional Châteauguay (450) 692-5136
DRUMMONDVILLE
965, boul. St-Joseph (819) 478-9977
Promenades Drummondville (819) 475-5024
GATINEAU
442, boul. St-Joseph (secteur Hull) (819) 776-4377
360, boul. Maloney O., bur. 1 (819) 663-8580
Promenades de l'Outaouais (819) 561-3031
GRANBY
583, boul. Boivin (450) 777-6612
Galeries Granby (450) 375-4355
GREENFIELD PARK
3320, boul. Taschereau (450) 671-2303
HULL
Les Galeries de Hull (819) 775-3687
ÎLE PERROT
15, boul. Don-Quichotte (514) 425-5505
JOLIETTE
517, rue St-Charles-Borromée N. (450) 755-5000
Galeries Joliette (450) 760-3000
LAVAL
2142, boul. des Laurentides (450) 629-6060
Centre Laval (450) 978-1081
1888, boul. St-Martin O. (450) 682-2640
241C, boul. Samson (450) 969-1771
Carrefour Laval (boutique) (450) 687-5386
Carrefour Laval (kiosque) (450) 686-7566
1273, boul. Curé-Labelle (450) 680-1234
LONGUEUIL
1490, chemin de Chambly (450) 442-1566
MAGOG
221, rue Principale O. (819) 843-4455
POINTE-AUX-TREMBLES
Carrefour de la Pointe (514) 642-6334
REPENTIGNY
110, boul. Industriel (450) 657-3666
Les Galeries Rive-Nord (450) 581-7756
ROSEMÈRE
Place Rosemère (450) 971-2000
135, boul. Labelle (450) 419-7630
SAINT-BRUNO
Promenades St-Bruno (450) 653-7472
SAINT-CONSTANT
Méga-Centre St-Constant (450) 635-9022
SAINT-EUSTACHE
360E, boul. Arthur-Sauvé (450) 974-9299
SAINT-HYACINTHE
Les Galeries St-Hyacinthe (450) 261-9991
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
Carrefour Richelieu (450) 359-4941
SAINT-JÉRÔME
Carrefour du Nord (450) 436-5895
60, rue Bélanger (450) 431-2355
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre Valleyfield (450) 373-0519
SHERBROOKE
2980, rue King O. (819) 566-5555
Carrefour de l'Estrie (819) 822-4650
SOREL
Promenades de Sorel (450) 746-2079
TERREBONNE
1270, boul. Moody, bur. 10 (450) 964-1964
Les Galeries de Terrebonne (450) 964-8403
TROIS-RIVIÈRES
5335, boul. des Forges (819) 372-5000
5635, boul. Jean-XXIII (819) 372-5005
Centre Les Rivières (819) 694-6812

Fermeture du bar Joy possible repaire de truands

Les Hells veulent hausser les critères de sélection des candidats

ANDRÉ CÉDILOT

Encore hantés par l'opération Printemps 2001, les Hells Angels songeraient à obliger les aspirants membres à commettre un meurtre avant d'obtenir les couleurs du gang de motards.

C'est ce qu'a déclaré le policier Gilles Greffe, hier, devant la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ). Siégeant pour la cinquième journée, Mes Jacques Richard et Arlindo Vieira, assesseurs de ce tribunal administratif, doivent décider du sort du bar Joy, désigné par la police comme un repaire de truands.

Un spécialiste du renseignement de la police de Montréal, le sergent-détective Greffe, donnait un aperçu des changements qui ont marqué le monde des motards depuis 2002 quand il a mentionné que les Hells Angels pensaient hausser les critères de sélection des candidats qui veulent joindre leurs rangs. « Ils s'interrogent s'ils ne devraient pas exiger qu'on tue pour devenir membre », a-t-il dit.

L'idée des Hells, bien sûr, est d'empêcher la police d'infiltrer leurs rangs avec une taupe comme elle l'a fait avec Dany Kane et Stéphane Sirois. Enfoncés dans le crime jusqu'au cou, ces deux motards ont été les pivots de la formidable enquête qui a permis de rayer de la carte le club d'élite des Nomads et leur frangin des Rockers de Montréal.

Une chose paraît claire, il n'est plus question, comme les Hells de l'ère Maurice Boucher l'ont fait durant « la guerre de sept ans » contre les Rock Machine/Bandidos, de remettre des dossards à des individus qui n'ont pas nécessairement fait leurs preuves en gravissant un à un les échelons de l'organisation. « Aujourd'hui, ça peut prendre jusqu'à 10 ou 12 ans pour y arriver », a souligné le policier.

Selon ses dires, l'expression « taking care of business » prend vraiment tout son sens chez les Hells Angels. Ils n'hésitent pas à tuer pour renforcer ou protéger leurs acquis criminels, a-t-il rappelé devant le tribunal de la RACJ. Selon l'expert, les Hells Angels de Trois-Rivières et la bande des Syndicate ont pris la relève à Montréal.

Créé en 1999, le Syndicate est formé d'anciens membres de gangs de rue. Le club a été fondé par l'irréductible Gregory Wooley, sous les verrous depuis quelques années déjà. Le groupe a la confiance des Hells de Trois-Rivières. Ses membres vendent surtout de la cocaïne et du crack.

D'après les rapports de police, les principales têtes dirigeantes des deux groupes fréquentent le bar Joy. Ils y tiennent même des rencontres à l'occasion. Outre les motards, les enquêteurs y ont aussi aperçu des gens de la mafia, du gang de l'Ouest et des gangs de rue. Selon la police, chacun des gangs trônerait à l'un des quatre bars de l'établissement !

Le bar Joy est devenu une cible prioritaire de la RACJ à la suite d'un assassinat par balles survenu dans la nuit du 11 janvier. Deux comparses de la victime ont subi des blessures après avoir été battus.

En 2004, l'établissement a vu son permis suspendu deux jours pour avoir accueilli près du double de la clientèle autorisée de 190 personnes. L'endroit est fermé jusqu'à nouvel ordre.

Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

Lotto 6/49 — Tirage du 2006-01-18

03 08 09 20 22 35 — Complémentaire : 04

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	14 594 639,00 $
5/6+	4	99 318,50 $
5/6	181	1 813,10 $
4/6	10 722	58,00 $
3/6	196 025	10,00 $
2/6+	145 119	5,00 $
Ventes totales :		20 414 802 $
Prochain gros lot (appr.) :		22 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 2006-01-18

10 14 15 21 23 40 — Complémentaire : 12

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	12	500,00 $
4/6	894	50,00 $
3/6	17 024	5,00 $
Ventes totales :		487 027,00 $

Joker — Tirage du 2006-01-19 — Lettre gagnante **K** — 12 16 20 45 47

La Quotidienne — Tirage du 2006-01-19 : 3 769 — 4 9738

Extra — Tirage du 2006-01-18 : NUMÉRO 076729

Extra — Tirage du 2006-01-19 : NUMÉRO 068968

Banco — Tirage du 2006-01-19 : 03 14 16 19 21 24 29 30 32 39 — 44 49 50 53 54 56 61 62 64 68

Astro — Tirage du 2006-01-19

Jour	Mois	Année	Signe
13	DÉCEMBRE	63	GÉMEAUX

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Super 7 — GROS LOT CE SOIR : **12 000 000 $**

Zellers

Avis de correction

Sur la **page couverture** du cahier Zellers en vigueur du samedi 21 janvier au vendredi 27 janvier 2006, nous avons annoncé par erreur **le fauteuil club Barclay en cuir d'Alfred Sung Home à 50 % de rabais**.

Le rabais exact est de **50 $**.

Nous nous excusons des inconvénients causés.



ALFRED SUNG HOME

Hbc

3375280A

MAINTENANT OUVERT

SALON DE L'AUTO

20 AU 29 JANVIER

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

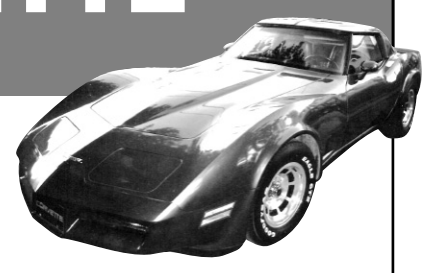
PRÉSENTÉ PAR BANQUE LAURENTIENNE

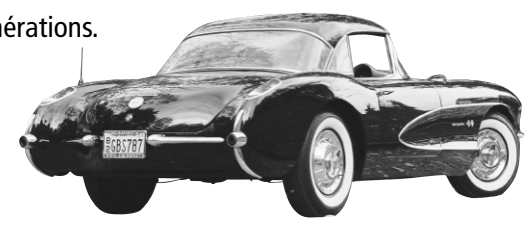


GÉNÉRATIONS CORVETTE

Présenté par AUTONET.CA

Du modèle de 1954 jusqu'à la toute nouvelle Z06. L'évolution complète de ce modèle sur six générations.







NOUVEAUX MODÈLES

En plus des primeurs et des prototypes, il y en a pour tous les goûts... plus de 650 modèles à voir !

Ne manquez pas le plus important rendez-vous annuel de l'automobile.







EN ROUTE VERT L'AVENIR

Présenté par Ressources naturelles Canada / Natural Resources Canada

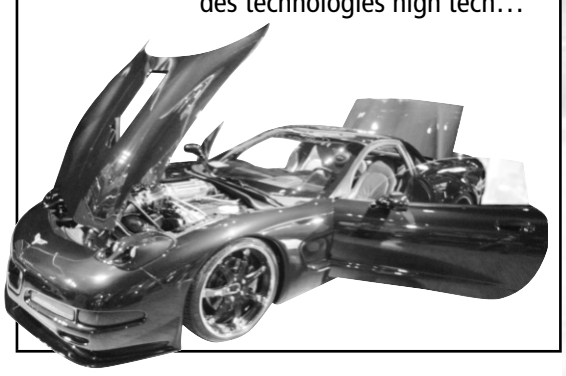
Les trucs et conseils pour économiser de l'essence…



Tout ce qu'il faut savoir sur les véhicules hybrides et les énergies alternatives de demain.

LA FIÈVRE DU TUNING

Des peintures éclatantes, des systèmes de son survoltés, des mécaniques ultra performantes, des technologies high tech…



Achetez vos billets en ligne
www.salonautomontreal.com

Prix d'entrée (taxes incluses)	Lundi au Jeudi	Vendredi au Dimanche
Admission générale (13+)	12 $	15 $
Carte « Accès Montréal »	10 $	13 $
Enfants 6 à 12 ans (accompagnés d'un adulte)	5 $	5 $
Enfants moins de 6 ans	Gratuit	Gratuit
Forfait famille (2 admissions générales + 2 enfants de 6 à 12 ans)	30 $	34 $

2 $ de rabais pour une admission générale **du vendredi au dimanche** sur présentation d'un transfert de la STM

Place-d'Armes

En collaboration avec LA PRESSE

Heures d'ouverture
Du vendredi 20 janvier au samedi 28 janvier : 10 h 00 à 22 h 00
Le dimanche 29 janvier : 10 h 00 à 20 h 00

Tous les jours, la billetterie fermera deux heures avant la clôture du Salon.

Halte-garderie SEDONA de KIA
Service offert gratuitement aux enfants de 2 à 10 ans

Une réalisation de la Corporation des Concessionnaires d'Automobiles de Montréal Inc.

3373698A

SUITE DE LA UNE

Série L'Amérique sous influence

Ils sont parmi nous

CANADA

suite de la page A1

Dans 164 pays par surcroît, grâce à une traduction de ses sermons en 25 langues différentes.

On rit jaune quand on apprend que ce *preacher* et son organisation Focus on the Family ont puissamment contribué à la réélection de George W. Bush en novembre 2004, notamment en menant une campagne acharnée dans les 11 États qui tenaient, au même moment que les présidentielles, un référendum sur le mariage gai.

Si vous voulez protéger l'institution sacrée du mariage, a-t-il dit à ses fidèles, allez voter au référendum et, pendant que vous y êtes, faites un X à côté du nom de « W » pour éloigner les démocrates de la Maison-Blanche.

Les fondamentalistes chrétiens n'exercent pas, loin de là, une telle influence sur le pouvoir politique au Canada, mais cela n'empêche pas de riches lobbies bien organisés, dont Focus on the Family, de faire des vagues à Ottawa et de fonder de grands espoirs sur l'élection d'un gouvernement conservateur. L'ancien président de l'aile canadienne du groupe, Darrel Reid, est d'ailleurs candidat conservateur dans Richmond, en Colombie-Britannique.

D'autres candidats conservateurs, qui eux, seront élus et accéderont au cabinet, sont aussi des chrétiens fondamentalistes. Le plus connu est sans aucun doute Stockwell Day, ancien chef de la défunte Alliance canadienne, dont les croyances créationnistes ont effrayé bien des électeurs canadiens lors de la campagne de 2000.

L'arrivée des conservateurs au pouvoir devrait donc réjouir les évangélistes militants, mais, ironiquement, ils accusent le Parti conservateur dans cette campagne de museler ses candidats opposés à l'avortement ou au mariage gai. Mais on aurait tort de penser que les conservateurs ont le monopole du fondamentalisme religieux.

Dans plus qu'un parti

Au début de la campagne, le groupe Campaign Life Coalition a posé à tous les candidats une simple question : si vous êtes élu, appuierez-vous des mesures pour présenter et voter une loi protégeant tous les enfants à naître dès leur conception ? Au total, 42 conservateurs ont répondu oui, dont 18 députés sortants, et 12 libéraux, dont 10 députés sortants, ont fait de même. Campaign Life Coalition déplore que bien des candidats, surtout conservateurs, n'aient pas répondu.

De toute évidence, Stephen Harper a passé le mot d'ordre dans cette campagne à ces candidats : tenez-vous-en au programme du parti adopté en mars, qui exclut notamment la recriminalisation de l'avortement.

Mais le débat couve. Sentant la victoire proche, des conservateurs modérés ont d'ailleurs indiqué récemment qu'ils craignaient l'élection d'un gouvernement Harper majoritaire parce que les ultra-conservateurs pourraient profiter du poids du nombre pour forcer leur chef à revenir sur la question de l'avortement.

Comptez aussi sur le lobby religieux pour rappliquer, d'autant que la promesse de M. Harper de tenir un vote libre sur la définition traditionnelle du mariage a rallumé leurs espoirs.

Les évangélistes

Les évangélistes sont moins visibles de ce côté-ci de la frontière. Ils sont moins puissants aussi. Mais ils sont néanmoins parmi nous.

Début 2005, Focus on the Family a pris d'assaut les ondes de 134 stations de radio pour dénoncer le projet de loi visant à légaliser le mariage entre conjoints de même sexe. Les députés ont été littéralement submergés par des courriels, des téléphones et même des cartes postales contre le mariage gai. Focus on the Family a aussi acheté de pleines pages de journaux pour défendre la définition traditionnelle du mariage. Des dizaines de familles, des parents beaux et jeunes, tenant des bébés dans leurs bras au-dessus du slogan : Si vous croyez à la définition traditionnelle du mariage, défendez-la.

Si on remarque moins le lobby religieux au Canada, c'est notamment parce que la loi limite sérieusement les dépenses des groupes de pression en période électorale. Ces plafonds ont d'ailleurs été contestés jusqu'en Cour suprême il y a quelques années par la National Citizen Coalition, groupe dirigé alors par un certain Stephen Harper.

Les limites de dépenses n'empêchent toutefois pas les ultras religieux de veiller au grain, même pour des dossiers en apparence plus anodins. La sénatrice Céline Hervieux-Payette, qui défend depuis des années un projet de loi interdisant la fessée aux enfants, s'en est rendu compte quand elle a reçu des messages hargneux de parents qui estiment que le recours au châtiment corporel est un droit sacré.

Focus on the Family n'est pas le seul groupe évangélique actif au Canada. Il faut aussi compter avec le Canadian Christian College et sa campagne Defend Marriage Coalition, férocement opposée aux mariages homosexuels. Au Québec, la Coalition protestante-évangélique pour le mariage s'est aussi agitée, mais elle n'a pas réussi à percer dans les partis politiques comme ses pendants anglophones l'ont fait au sein du Parti conservateur.

Religion et État

S'il est courant d'entendre le président Bush évoquer Dieu dans l'exercice de ses fonctions, ici, au Canada, la chose est plus rare (encore davantage au Québec). Au point même de devenir suspecte. La plupart des leaders politiques sont croyants, certains pratiquants (comme Paul Martin, qui va à la messe tous les dimanches), mais ils prennent tous soin de séparer religion et politique. Jean Chrétien, qui n'est pas particulièrement pratiquant, et dont le père s'est déjà opposé au clergé, a reconnu que pour un homme élevé dans le très catholique Québec des années 40 et 50, l'idée même du mariage gai était un peu difficile à admettre.

Stephen Harper est croyant aussi (l'Alliance chrétienne et missionnaire, une dénomination évangélique), mais moins pratiquant que le chef libéral, ce qui est tout de même cocasse quand on constate les efforts déployés par les libéraux pour dépeindre leur adversaire en chrétien fondamentaliste. M. Harper clôt souvent ses discours en anglais par un « God bless Canada », mais jamais dans ses discours en français, qu'il termine par « À la prochaine ».

« Je ne dirais pas *Dieu bénisse le Canada* en français, parce que ça fait un peu curé, et je ne suis pas curé, je suis politicien », a-t-il expliqué cette semaine quand on lui a demandé pourquoi le mot de la fin diffère selon la langue.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

SÉRIE / L'AMÉRIQUE SOUS INFLUENCE

> Vendredi : Canada
> Demain : États-Unis
> Dimanche : Monde

Nids-de-poule

Montréal devra dédommager un conducteur

SARA CHAMPAGNE

La cour des petites créances du Québec a condamné la semaine dernière la Ville de Montréal à verser environ 350 $ à un automobiliste qui a endommagé sa voiture en s'embourbant dans des nids-de-poule.

Aubray Roy a roulé à trois reprises sur des nids-de-poule au printemps 2004 : rue Notre-Dame, boulevard Pie-IX et rue Saint-Jacques. Il réclamait 416 $ pour des dommages aux jantes des roues de son véhicule, et une compensation de 100 $ pour « sa perte de temps et les inconvénients subis ».

Depuis 2000, au moins 17 automobilistes ont intenté une poursuite contre la Ville de Montréal à cause d'un passage « marqué » sur des nids-de-poule. Avant M. Roy, seulement trois avaient obtenu gain de cause, pour une valeur totale de 2600 $.

Dans ce cas-ci, le juge de la Cour du Québec, Jacques Paquet, n'a pas retenu l'argument de la Ville de Montréal, qui s'appuyait sur l'article 604,1, de la Loi sur les cités et villes.

L'article stipule qu'une municipalité n'est pas responsable « d'un préjudice causé par la présence d'un objet sur la chaussé, qu'il provienne ou non d'un véhicule automobile ». Et qu'elle n'est pas « non plus responsable des dommages causés par l'état de la chaussée aux pneus ou au système de suspension d'un véhicule automobile ».

Le juge écrit que dans « ce contexte, il revient à la municipalité de démontrer que la roue fait partie du système de suspension d'un véhicule automobile ». L'automobiliste Aubray Roy s'est réjoui du jugement et espère qu'il inspirera d'autres automobilistes.

JUSQU'AU LUNDI 23 JANVIER 2006

DES OFFRES RARES

MÊME VOTRE PORTEFEUILLE N'OSERA PAS Y CROIRE

RABAIS ADDITIONNEL DE 25 % MARCHANDISE À PRIX DÉJÀ RÉDUIT PORTANT UNE ÉTIQUETTE ROUGE

Collectionnez les rabais grâce à Déco Découverte! Tous les articles en liquidation pour la cuisine, la chambre à coucher et la salle de bains sont offerts à prix inouïs; des centaines de produits s'envolent pour 5$ à 10$! Repassez souvent, de nouvelles démarques s'ajoutent tous les jours!

Ce n'est pas tout! Utilisez ce bon pour profiter d'un rabais de 20 % sur nos prix ordinaires*.

20 % DE RABAIS à l'achat d'un seul article à prix ordinaire

Jusqu'au lundi 23 janvier 2006
Limite d'un bon par personne. Ce bon ne peut être combiné avec aucune autre offre et ne s'applique pas aux achats antérieurs, aux petits électros de cuisine, de soins personnels et ménagers, aux articles des rayons concédés et de la collection olympique, aux cartes-cadeaux Hbc et aux achats en ligne d'articles inscrits à un registre de cadeaux.

4 51042 55020 4
P12.3-P12.4(20/01/06-23/01/06)

ça fait changement!

Déco Découverte SUPERMAGASIN | accessoires bain et cuisine | literie

*Tant qu'il y en aura. Le choix varie selon le magasin. Précisions auprès d'un associé.

ANJOU 7550, RUE BÉCLARD (514) 351-0384
MARCHÉ CENTRAL 1001, RUE MARCHÉ CENTRAL (514) 383-8939
MASCOUCHE 111, MONTÉE MASSON (450) 966-0002
CENTRE FAIRVIEW POINTE-CLAIRE 6815, AUT. TRANSCANADIENNE (514) 426-9031
SAINTE-DOROTHÉE 880, AUT. CHOMEDEY O., LAVAL (450) 969-0041
SAINT-BRUNO 800, CLAUDE-JUTRAS (450) 653-6398
(ADJACENT AUX PROMENADES SAINT-BRUNO)

Hbc

3375434A



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE ©

Sur le plan de la santé émotive, Simon Larose, chercheur, démontre clairement que, dans toutes les catégories de jeunes observées, peu de changements ont été enregistrés après leur entrée au cégep.

Le choc du cégep : mythe ou réalité ?

MARIO GIRARD

Le fameux passage du secondaire au cégep ne serait pas aussi critique qu'on le pense. Selon un chercheur de l'Université Laval, « le syndrome de la première session » comporte certes son lot de défis, mais peut constituer un formidable tremplin sur le plan social.

Depuis le début des années 90, Simon Larose, professeur à la faculté de l'éducation de l'Université Laval, s'intéresse à l'impact des changements que connaissent les élèves au cours de leur apprentissage. Le chercheur profite du colloque que tient la CSQ dans le cadre du 10e anniversaire des états généraux sur l'éducation pour livrer les fruits de ses recherches.

« Il y a une idée intégrée qui dit que les jeunes vivent nécessairement des difficultés à leur arrivée au cégep, dit-il. Je ne veux pas sous-estimer les jeunes qui vivent des difficultés, mais j'ai la preuve que le bouleversement n'est pas aussi grand qu'on le dit. »

Simon Larose a suivi 722 jeunes au moment de leur arrivée dans 24 cégeps de la province. Tous les participants étaient inscrits dans des programmes de sciences et de techniques physiques. En compagnie de collègues, le chercheur a braqué sa loupe sur trois aspects : les résultats scolaires, la santé émotive et le cadre social. « Au niveau social, les choses sont, de manière générale, plutôt positives, dit-il. Pour environ 70 % des jeunes, rien ne change. Pour 21 %, on note des améliorations. Mais pour 10 %, on voit une détérioration des rapports sociaux. »

Simon Larose a par ailleurs remarqué que, dans plusieurs cas, la relation parents-enfant s'améliorait. « Je pense notamment à ceux qui doivent quitter le nid familial pour aller étudier au cégep », dit-il.

Sur le plan de la santé émotive, le chercheur démontre clairement que, dans toutes les catégories de jeunes observées, peu de changements ont été enregistrés. « Qu'on ait une bonne ou une mauvaise santé émotive, aucun changement important ne s'*opère*. Ça démontre que ceux qui ont un problème de santé l'ont sans doute cultivé ailleurs. Le contexte scolaire ne vient pas accentuer cela. »

Là où le bât blesse, c'est du côté des résultats scolaires. Les participants, divisés en trois groupes, ont tous vu leurs résultats scolaires piquer du nez après leur entrée au cégep. « C'est clair que, dans ce cas-ci, il y a un effet de transition », reconnaît Simon Larose. Ce chercheur croit qu'on devrait davantage parler des gains que les jeunes enregistrent lors de ce passage. « On devrait insister sur le développement que connaissent les jeunes avec cette transition. » Il pense qu'il faut cesser de sous-estimer la capacité des jeunes à encaisser le coup de la transition. « Quand on leur offre des défis, ils pédalent pour les relever et s'aperçoivent qu'ils ont des compétences. »

Ce qui a changé depuis les états généraux sur l'éducation

MARIE ALLARD

Le décrochage au secondaire

Depuis 1998, le nombre de jeunes qui ont un diplôme d'études secondaires avant l'âge de 20 ans est en baisse, et atteint 66,7 % en 2002-2003. L'objectif fixé par les états généraux de 85 % d'obtention de diplôme avant 20 ans semble malheureusement hors de portée.

Au cégep et à l'université

L'objectif est encore plus ambitieux au cégep : les états généraux souhaitaient que 60 % d'une génération ait un diplôme d'études collégiales. En 2002-2003, ce taux n'était que de 39 %. Un écart énorme.

À l'université, on a presque atteint l'objectif de 30 % de diplômés du premier cycle, puisque 27,7 % d'une génération a un baccalauréat.

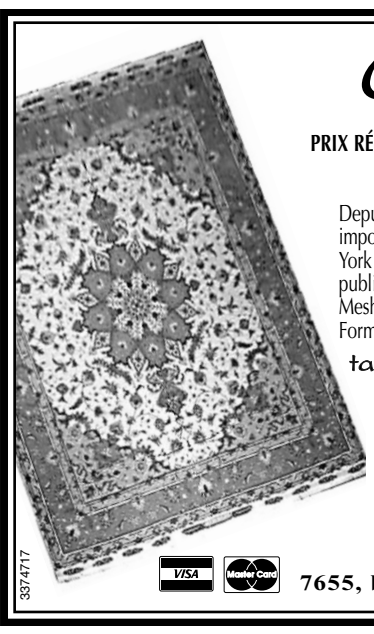
Ce qui a changé

Les maternelles sont maintenant à temps plein (de 97 % à 99 % des enfants de 5 ans les fréquentent), les services de garde (à 5 $ puis à 7 $ par jour) ont été créés, les commissions scolaires sont devenues linguistiques plutôt que confessionnelles et leur nombre est passé de 150 à 70.

Ce qui n'a pas changé

Les écoles privées sont toujours subventionnées à 60 %. Les projets particuliers ont survécu dans les écoles publiques. Enfin, comme le nombre d'enfants baisse, les petites écoles de village et de quartiers urbains continuent de fermer leurs portes.

Sources : Conseil supérieur de l'éducation et ministère de l'Éducation.



Grande liquidation

PRIX RÉDUITS EN RAISON DE LA FIN DE L'EMBARGO AMÉRICAIN CONTRE L'IRAN

Tapis persans

Depuis que le commerce direct de tapis entre les États-Unis et l'Iran est rétabli, un important lot de tapis qui aurait été normalement destiné aux collectionneurs de New York et Los Angeles via le Canada ont été confiés à la firme Heriz pour une liquidation publique. Il y en a de toutes les sortes : pure soie de Qum, Nain, Tabriz, Kashan, Meshad, Jaipur, Bidjar, Sarough, Chubi, Zigler et des pièces d'origine tribale.
Formats : de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et des tapis d'allée de 22 pi de long.

tapis persans et orientaux 100 % tissés à la main

Prix : de 100 $ à 1 800 $ chacun

Vendredi 20 janvier 2006 de 11 h à 19 h
Samedi 21 janvier 2006 de 11 h à 19 h
Dimanche 22 janvier 2006 de 11 h à 19 h

HÔTEL RUBY FOO'S
7655, boul. Décarie • Montréal QC (514) 731-7701

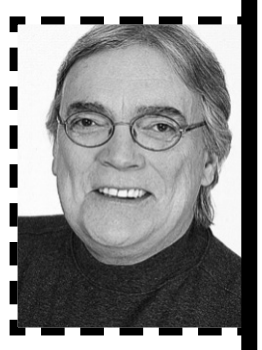
chèque et comptant acceptés

3374717



Pierre Trudel et complices
du lundi au vendredi dès 5:30

Josée Legault, Yves Boisvert,
Ron Fournier, Jacques Demers,
Michel Bergeron, Richard Desmarais,
Pierre Lacasse, Martin McGuire,
Christian Gauthier
et **vous...**



CKAC 730AM
LA voix du Québec

ckac.com

3374549A

la Baie centre-ville

LA GRANDE LIQUIDATION DE FOURRURES

Notre plus grand solde de l'année



Vaste choix de manteaux de fourrure et de rason en provenance de nos salons de fourrures partout au Canada.

Ce solde est si important que nous le présenterons au 3e étage, à la Baie centre-ville.

Rabais de 40 % à 80 %
sur les prix ordinaires

Vison, vison rasé, Blackglama, castor, rason, manteaux réversibles et encore plus.

C'est le solde de fourrures que Montréal attend avec impatience!

Du jeudi 19 janvier au dimanche 22 janvier

514-281-4731

Toutes les ventes sont fermes.
Aucun redressement sur les achats antérieurs.

hbc

3374930A

3374933

LOTTO SUPER 7®
C'EST DE L'ARGENT !
MILLIONS
12
CE SOIR, GROS LOT
www.loto-quebec.com
LOTO QUÉBEC
18 ans +
3355871A

ACTUALITÉS



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Il est difficile de penser que cette femme, à la coiffure soignée, sobrement vêtue, a connu la toxicomanie, le trottoir, les *crack-houses*, les surdoses, la rue, le crime et la prison.

Anne-Marie Péladeau veut changer son image

HUGO MEUNIER

À 41 ans, la cadette du clan Péladeau veut aujourd'hui reprendre sa vie à zéro en tirant un trait sur la cocaïne, la prostitution et la déchéance qui l'ont menée au bord du gouffre.

Attablée dans un café du Vieux-Montréal, Anne-Marie Péladeau joue avec sa paille dans le verre de lait qu'elle a commandé, un peu distraite.

Menue, la voix sourde et un peu rauque : difficile de croire qu'il s'agit de la fille d'un des plus grands magnats de la presse au pays.

Mais il est encore plus difficile de penser que cette femme, à la coiffure soignée, sobrement vêtue, a connu la toxicomanie, le trottoir, les *crack-houses*, les surdoses, la rue, le crime et la prison. À cette feuille de route s'ajoutent plus d'une trentaine de cures dans des centres dispersés aux quatre coins du monde.

C'est dans un but bien précis que la Montréalaise a accepté de lever le voile sur ces années de misère. « J'aimerais donner un coup de main aux gens en détresse. Si je fais une rétrospective de ma vie, la toxicomanie, c'est un domaine que je connais très bien », a raconté hier Anne-Marie Péladeau.

Elle aimerait aussi en profiter pour offrir une autre image, pour faire oublier cette femme confuse, les cheveux en bataille, qui est apparue dans le box des accusés après son arrestation musclée en octobre dernier.

Toxicomane depuis l'âge de 15 ans, la cadette du clan Péladeau voulait alors en finir avec la vie. « J'étais vraiment une cocaïnomane, je pouvais me faire de 15 à 20 injections par jour. »

D'une certaine façon, Anne-Marie Péladeau souligne que son arrestation et son impact médiatique lui ont ouvert les yeux. « Je trouvais que je faisais pitié. Ça m'a fait prendre conscience que je ne veux plus revivre ça : être en manque de cocaïne, toujours en vouloir plus », a confié Mme Péladeau.

Elle admet avoir atteint le fond en prison, seule dans une cellule. Elle semble confiante qu'elle ne remettra jamais les pieds derrière les barreaux. « Je ne serai pas reconnue coupable, je respecte mes conditions », a lancé Mme Péladeau avec aplomb. L'une de ces conditions était de suivre une cure fermée, une épreuve douloureuse à traverser. « Si j'ai été capable de me sortir de ça, tout le monde le peut. »

En liberté depuis le 24 novembre, elle reprend goût à la vie. « J'ai accepté de vivre avec humilité, continue celle qui s'apprête à fêter ses 100 jours de sobriété. Ce n'est pas mon record, mais je n'ai jamais été aussi consciente, aussi sereine. »

Lucide, Mme Péladeau est incapable de promettre qu'elle ne replongera jamais. « Mais si je rechute aujourd'hui, je sais que c'est fatal. »

Pour le moment, ça va plutôt bien. Elle vient de se trouver un petit logement dans Outremont. Elle aimerait participer à des rencontres dans les écoles, prêter main-forte aux jeunes de la rue et même écrire une chronique dans un magazine pour les jeunes. Elle voudrait aussi retrouver la santé. Aux prises avec l'hépatite C, Mme Péladeau doit suivre des traitements éprouvants.

Anne-Marie Péladeau s'estime chanceuse de bénéficier du soutien de sa fille Marie-Pier, sa meilleure amie.

En revanche, elle a du mal à digérer l'indifférence de sa famille envers elle. « C'est bien beau *Star Académie*, mais je ne peux même plus aller dans la maison où j'ai grandi », soutient-elle.

Mme Péladeau se défend d'accorder seulement des entrevues à des chaînes concurrentes de l'empire familial.

Et dans la rue, elle a hâte d'être reconnue comme Anne-Marie et non comme Anne-Marie Péladeau.

Des policiers pourraient être poursuivis

HUGO MEUNIER

Anne-Marie Péladeau n'écarte pas la possibilité de poursuivre au civil les policiers impliqués dans son arrestation musclée, filmée en direct en octobre dernier.

Le 12 octobre, le Québec en entier était témoin de l'arrestation brutale d'une femme, dans l'est de la métropole, après une poursuite policière dans des rues de Montréal-Nord. Les images, croquées par l'hélicoptère du réseau TVA, montraient les policiers tentant de faire monter sans ménagement la fugitive dans une voiture de police. Quelques heures plus tard, on apprenait que la prévenue était la fille cadette du fondateur de Quebecor.

Aujourd'hui, Anne-Marie Péladeau exige réparation. « C'est sûr que des poursuites s'engageront contre les policiers, le processus est en cours. (...) Je vais aller jusqu'au bout et justice sera rendue », a-t-elle affirmé hier, au cours d'une entrevue accordée à *La Presse*. Une plainte a déjà été déposée à la déontologie du Service de police de Montréal. Des poursuites pour dommages corporels pourraient ensuite être déposées contre les policiers concernés. « C'est fort probable, mais il n'y a rien d'entamé encore. Tout va découler de ce qui va arriver avec la plainte et l'enquête policière », a fait savoir l'avocate de Mme Péladeau, Nicole Giguère. Par souci de transparence, l'enquête a abouti entre les mains de la Sûreté du Québec (SQ). Le rapport a ensuite été remis par les enquêteurs de la SQ au procureur de la Couronne du district judiciaire de Québec, le 10 janvier dernier. C'est à lui qu'incombe maintenant la tâche d'éplucher le rapport et de décider s'il y a matière à déposer des accusations à l'endroit des policiers impliqués dans l'intervention. Le ministre de la Sécurité publique lui-même, Jacques Dupuis, avait exigé une enquête complète sur l'affaire.

Une plainte a déjà été déposée à la déontologie du Service de police de Montréal.

On ignore combien de policiers du SPVM sont montrés du doigt dans l'incident, tout comme la somme exigée par Mme Péladeau advenant une poursuite au civil. « C'est l'expertise médicale qui le fera », a souligné Me Giguère, qui ajoute avoir en sa possession des lettres de médecins qui ont constaté les blessures sur le corps d'Anne-Marie Péladeau après son arrestation.

« Pourquoi cette violence ? » avait d'ailleurs demandé la principale intéressée à un des policiers qui a procédé à son arrestation. Elle rapporte s'être fait cogner la tête à deux reprises contre la portière de la voiture, en plus de recevoir un coup de matraque au thorax. Mme Péladeau affirme avoir subi plusieurs ecchymoses et dit garder des séquelles de son arrestation.

La scène avait indigné la population, mais Mme Péladeau refuse de s'afficher en victime et hésite avant d'employer les termes « brutalité policière ». « Je pense plutôt aux gens qui n'ont pas la *chance* d'être filmés lors de tels incidents », a souligné Mme Péladeau.

Elle estime néanmoins qu'elle ne méritait pas un tel châtiment pour le vol d'un carton de cigarettes et d'un billet de loterie.

Anne-Marie Péladeau se présentera lundi au palais de justice de Montréal pour y apprendre la date de son procès. Elle fait face à 11 accusations, dont vol qualifié, complot et voies de fait contre deux policiers, pour des délits survenus entre le 28 septembre et le 12 octobre, avec son complice présumé Éric Kennedy. Toujours incarcéré, ce dernier fait face à 34 chefs d'accusation. La Couronne a retiré 10 accusations portées contre Anne-Marie Péladeau.

ARTE reportage
Sur les traces de Sharon
Une présidente au Libéria
Brésil : le pactol de l'éthanol
Vendredi 21 h 30


TV5.ca
3373039A

Jeux olympiques de Turin

Des athlètes refusent de porter l'unifolié

LAURA-JULIE PERREAULT

Préférant se concentrer sur la compétition et leurs chances de remporter une médaille, plusieurs athlètes-vedettes ont signifié qu'ils ne veulent pas porter le drapeau canadien à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Turin. Leur refus, jugé « antipatriotique » par certains, n'est pas passé inaperçu.

En apprenant que la fondeuse Beckie Scott, les patineuses de vitesse Clara Hughes et Cindy Klassen, ainsi que le bobeur Pierre Lueders — tous des stars dans leurs disciplines — avaient refusé que leurs fédérations respectives les mettent en nomination pour le poste honorifique, plusieurs commentateurs sportifs ont bondi.

« Nos athlètes refusent l'honneur du drapeau », titrait le *Toronto Star*, qui signe aussi un éditorial sur le sujet.

« Je suis certain qu'aux États-Unis, la même chose n'arriverait pas. Ils sont fiers de porter leur drapeau et tous ceux qui ne le sont pas devraient avoir honte d'eux-mêmes ! » a renchéri le commentateur sportif de la CBC, Don Cherry.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

Le spécialiste des bosses, Jean-Luc Brassard, ne garde pas que des bons souvenirs de son aventure en tant que porte-drapeau canadien à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Nagano.

Une tâche éreintante

Mais ceux qui ont déjà été sélectionnés par le Comité olympique canadien pour marcher avec l'unifolié lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux comprennent la décision de leurs pairs.

Jean-Luc Brassard n'a pas que de bons souvenirs de son tour de piste à Nagano, le drapeau canadien au bout des bras. « Je voulais me concentrer sur la compétition et les organisateurs m'avaient dit que ça ne prendrait pas de temps. Je devais assister à la cérémonie, faire une conférence de presse et répondre à quelques questions. Ça ne s'est pas passé comme ça ! » se rappelle le skieur québécois.

Non seulement Brassard a-t-il passé deux jours à donner des entrevues à des heures impossibles — il y avait 12 heures de décalage entre le Japon et l'est du Canada — mais il s'est retrouvé au centre d'une controverse à saveur politique. « Je voyais tous les jours la médaille s'éloigner de moi », dit-il aujourd'hui. « Les athlètes ont 15 secondes pour justifier 15 ans d'entraînement. Porter le drapeau, ça fait plaisir, mais je comprends ceux qui décident de ne pas le faire. »

Quand, après les Jeux, il avait admis en entrevue que sa participation à la cérémonie d'ouverture lui avait nui sur les pistes de ski, les commentateurs politiques avaient mis en doute son patriotisme. En voyant la nouvelle controverse, le skieur a une impression de déjà-vu. « Je ne suis pas très content que les athlètes se fassent à nouveau niaiser pour des histoires de drapeau. Mais je suis content de voir que des athlètes anglophones disent non. Ça ne pourra pas être récupéré politiquement ! » commentait-il hier.

Et les attaques de Don Cherry ? « C'est un vieux clown sénile. Je lui mettrais mon pied au derrière avec mes bottes de ski », tonnait l'athlète hier.

La patineuse de vitesse Catriona Le May Doan, qui a elle aussi porté le drapeau, n'a pas plus d'égards pour Don Cherry. « C'est lui qui devrait avoir honte ! Pas les athlètes canadiens. C'est un sacrifice pour les athlètes de ne pas assister à la cérémonie d'ouverture. C'est une décision réfléchie », a remarqué la jeune femme, médaillée d'or aux Jeux olympiques de Salt Lake City.

Même si elle a gardé des souvenirs impérissables de la cérémonie d'ouverture des Jeux d'hiver de 2002, elle comprend très bien pourquoi Clara Hughes et Cindy Klassen ont fait ce choix. Les deux patineuses seront en compétition deux jours après la cérémonie d'ouverture. « Elles ont besoin de toutes leurs énergies et la cérémonie d'ouverture, ça peut être fatigant », convient-elle.

À Turin, se rendre sur les lieux de l'événement pourrait demander six heures de route aux athlètes qui prendront part aux compétitions en montagne. Ceux qui y seront devront attendre de longues heures en coulisses avant de faire leur entrée triomphale.

Porte-drapeau, porte-malheur

Et la superstition ? A-t-elle quelque chose à voir avec le refus des athlètes de porter le drapeau ? Jean-Luc Brassard n'a pas été le seul à connaître des Jeux décevants après avoir brandi les couleurs canadiennes aux yeux du monde. Le judoka Nicolas Gill, porte-drapeau aux Jeux d'Athènes, a été éliminé dès son premier combat.

« En gagnant une médaille après avoir porté le drapeau, j'ai brisé le mauvais sort », riait hier Catriona Le May Doan.

Nicolas Gill, lui, n'a jamais cru que le drapeau portait malheur. « On demande à des athlètes qui ont performé dans d'autres compétitions de porter le drapeau. Combien d'athlètes ont gagné des médailles lors de deux Jeux olympiques consécutifs ? Ils ne sont pas nombreux », a dit hier à *La Presse* l'ancien judoka.

Même si plusieurs athlètes-vedettes ont refusé de concourir pour devenir porte-drapeau à Turin, le Comité olympique canadien a reçu maintes candidatures, toutes gardées secrètes. Ce n'est que le 26 janvier, soit deux semaines avant les Jeux, que le nom de l'athlète retenu sera connu. Traditionnellement, le porte-drapeau était connu seulement deux jours avant les Jeux. Mais depuis l'épisode Brassard, le COC a changé sa façon de faire. « La tempête médiatique a le temps de passer avant le début des compétitions. C'est très bien », croit Jean-Luc Brassard, l'athlète à l'origine du changement.

LE SORT DES PORTE-DRAPEAU

2004- Athènes : Nicolas Gill, judo, éliminé au premier tour.
2002- Salt Lake City : Catriona Le May Doan, patinage de vitesse, médaillée d'or.
2000- Sydney : Caroline Brunet, kayak, médaillée d'argent
1998- Nagano : Jean-Luc Brassard, ski, pas de médaille.
1996- Atlanta : Charmaine Crooks, athlétisme, pas de médaille.
1994- Lillehammer : Kurt Browning, patinage artistique, pas de médaille.

la Baie

FAITES PROVISION

En vigueur du vendredi 20 au dimanche 22 janvier

Vendredi 20 janvier, de 18 h à la fermeture;
samedi 21 janvier, de 8 h à 11 h

15 % de rabais additionnel*

en réglant avec votre carte de crédit Hbc

Sur les prix de solde et de liquidation.
15 % de rabais* sur les prix ordinaires.

Précisions ci-dessous.

Un achat, un article à 50 % de rabais
taies et draps unis, serviettes, oreillers, coussins et accessoires déco HOUSE&HOME
Le 2e article doit être de valeur égale ou inférieure.

60 % de rabais
bagages Windstorm de VIA RAIL
Ord. 50 $ à 150 $. Solde 20 $ à 60 $

50 % de rabais
chemises habillées GEOFFREY BEENE, ARROW et IZOD pour lui

rabais jusqu'à 40 %
sélection de pantalons sport pour lui

10 % de rabais
tous les gros électros de marques nationales à prix ordinaire
Exception : Miele.

SAMEDI SEULEMENT
Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre.
60 % de rabais
tenues d'extérieur en laine (griffes comprises) pour elle
55 % de rabais
boucles d'oreilles en or à 10 ct et 14 ct
Exceptions : Principles et Charter Collection.
45 % de rabais
bijoux en or à 10 ct à 14 ct à zircons cubiques et perles de culture

bijoux coups de cœur
Utilisez votre carte-rabais la Baie de 10 $ maintenant†
Du vendredi 20 au samedi 28 janvier.
† Applicable à votre prochain achat de 40 $ ou plus (avant taxes) de bijoux ou de montres à la Baie. Une carte par transaction.

60 % de rabais
Offre spéciale du fabricant! bijoux en or à 10 ct
50 % de rabais
montres POINT ZERO
15 % de rabais
tous les bijoux mode « achat-choc »

30 % de rabais
• chaussettes pour lui
Exceptions : Jockey et Calvin Klein.
• chaussures de sport pour toute la famille
• sélection de chaussures ROCKPORT pour elle
• chaussures de ville et tout-aller NUNN BUSH, FLORSHEIM, BOSTONIAN, HUSH PUPPIES, ROCKPORT, CLARKS et BROWN'S LANDING pour lui

50 % de rabais additionnel
mode pour enfant, accessoires, tenues de nuit pour tous, collants, chaussettes, montres, bijoux fins et bijoux mode à prix de liquidation
Sur nos derniers prix étiquetés.

30 % de rabais additionnel
LIQUIDATION MODE! Vaste choix de tenues mode (griffes comprises) à prix de liquidation pour elle et lui et de dessous à prix de liquidation pour elle
Sur nos derniers prix étiquetés. Exception : collection olympique.

50 % de rabais
• tenues d'extérieur et pulls automne-hiver pour toute la famille
Exceptions : articles griffés et ceux de la boutique Le Président.
• bottes d'hiver pour toute la famille
• tous les châles et écharpes pour elle
• sacs à main NINE WEST et NINE & CO.

40 % de rabais
accessoires chauds pour toute la famille
Exceptions : articles dont le prix se termine par 99 ¢ et ceux de la collection olympique.

Liquidation de meubles : on parle de millions!
Dans le lot : surplus de stock, modèles de rayon sans suite, fins de série et articles saisonniers

Exceptions au rabais de 15 % : collection olympique, produits cosmétiques et parfumés, montres Gucci, boutique Bleu Jean, appareils électroniques, musiques, films, ordinateurs, jeux vidéo, logiciels, gros électros, meubles, duos-sommeil, articles « Nouvellement réduit » et ceux des rayons concédés. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salviati, Home Studio, Liz Claiborne Home, Vera Wang, GlucksteinHome, ceux des rayons concédés et de la collection olympique et mode maison Mantles. Les mentions « ACHAT-CHOC » et « Offre spéciale de la direction » indiquent que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de L'Entrepôt du style en magasin, les quantités sont limitées, le choix varie selon le magasin et aucuns bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

3374573A

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

MALI
Ouverture du FSM



PHOTO AFP

Une jeune Malienne profite du Forum social mondial pour vendre des carottes.

Des milliers de personnes venues du monde entier se trouvaient hier à Bamako pour prendre part au Forum social mondial (FSM), qui débutera dans l'après-midi avec une marche ayant pour principal slogan « un autre monde est possible ». « Nous souhaitons un changement notable dans le rapport de force entre le Nord et le Sud », a déclaré Mama Salamata, membre du comité d'organisation. Le Forum de Bamako doit être suivi d'autres rencontres d'altermondialistes à Caracas, fin janvier, et à Karachi, en mars.

d'après AFP

FRANCE
Doctrine révisée

Le président Jacques Chirac a élargi hier le champ de la doctrine nucléaire de la France, en envisageant des ripostes aux États pratiquant le terrorisme ou des frappes en cas de menaces sur ses alliés ou ses approvisionnements stratégiques. « Les dirigeants d'États qui auraient recours à des moyens terroristes contre nous... doivent comprendre qu'ils s'exposeraient à une réponse ferme et adaptée de notre part », a-t-il indiqué. Il n'a cité aucun pays, alors que se développe la crise sur le programme nucléaire controversé de l'Iran.

d'après AFP

CÔTE-D'IVOIRE
Baisse de tension

Les partisans du président Laurent Gbagbo, descendus dans les rues d'Abdijan depuis lundi, ont commencé à se disperser après les appels au calme lancés par leurs chefs. Les affrontements depuis lundi avec les Casques bleus de la mission de l'ONU (ONUCI) ont fait au moins cinq morts parmi les manifestants. Mercredi le président Gbagbo avait lancé un appel à cesser les violences, et hier, le chef des « patriotes », Charles Blé Goudé, leur a demandé de « quitter la rue ». Ce nouvel appel est intervenu au moment même où le Conseil de sécurité, réuni à New York, condamnait « fermement » les violences.

d'après AFP

VENEZUELA
Chavez dénonce

Le président vénézuélien Hugo Chavez a dénoncé hier les « infiltrations » de la CIA dans les armées sud-américaines à la suite de la désactivation de 28 missiles sol-air par les États-Unis en Bolivie. L'enquête sur cette désactivation a provoqué en Bolivie la destitution du ministre de la Défense et du chef de l'armée, selon lequel les États-Unis ont exigé le désarmement des missiles pour affaiblir le prochain gouvernement de gauche du président Evo Morales, socialiste et champion de la cause indienne.

d'après AFP

JAPON
Transparence demandée



PHOTO REUTERS

Entraînement militaire en Chine.

Le ministre japonais des Affaires étrangères Taro Aso a exhorté hier le gouvernement chinois à faire preuve de transparence sur son budget militaire. Le Japon a déjà fait part à plusieurs reprises de ses inquiétudes face à l'augmentation des dépenses militaires chinoises. M. Aso a défendu la mise en garde controversée qu'il avait lancée le mois dernier contre la menace militaire « considérable » que représenterait la Chine communiste pour le Japon. Les relations entre les deux géants asiatiques sont actuellement au plus bas.

d'après AFP

Ben Laden refait surface

Il profère des menaces et offre une trêve que rejette Washington



ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON – Après un silence de plus d'un an, alors qu'on commençait à s'interroger ouvertement sur son sort, Oussama ben Laden vient de refaire surface.

Dans un enregistrement audio récent, diffusé hier par le réseau de télévision Al-Jazira, il a brandi de nouvelles menaces à l'égard des Américains. En revanche, il a aussi discuté de la possibilité d'une trêve.

Le message de l'ennemi public numéro un des États-Unis a été rapidement authentifié par la CIA. Certains indices portent à croire qu'il a été enregistré en décembre dernier.

Non seulement ben Laden prouve-t-il qu'il n'est pas mort, mais il nargue une fois de plus le gouvernement américain. Il soutient que s'il n'y a pas eu d'acte terroriste aux États-Unis depuis 2001, ce n'est pas en raison des mesures de sécurité accrues.

« Des opérations sont en cours de préparation et vous allez les voir dans votre pays dès que ces préparations seront achevées », lance le terroriste aux Américains.

Contre Bush

Parallèlement à ses menaces, le chef du réseau terroriste Al-Qaeda a offert à Washington la possibilité d'une trêve. Un arrêt qui pourrait permettre « de reconstruire l'Irak et l'Afghanistan ».

« Nous n'avons pas d'objection à vous offrir une trêve de longue durée dans des conditions justes que nous respecterons, parce que nous sommes une nation à laquelle Dieu interdit la traîtrise et le mensonge », explique-t-il.

Cynique, ben Laden dit toutefois être conscient qu'une trêve interrompra le « flot de centaines de milliards de dollars que reçoivent ceux qui ont le pouvoir et font le commerce de la guerre aux États-Unis et qui ont soutenu la campagne électorale de Bush ».

Dans son message, le terroriste n'est pas tendre envers l'actuel président américain. Il lui reproche aussi de ne pas se conformer à la volonté de ses citoyens qui, dit-il, réclament le retrait de leurs soldats d'Irak et d'Afghanistan. Il commente des propos tenus par Bush à ce sujet à la fin du mois de novembre.

Non à la trêve

À Washington, on a bien sûr fermement écarté l'idée d'une trêve évoquée par ben Laden. « Nous ne négocions pas avec les terroristes. Nous les mettons hors d'état de nuire. Les terroristes ont commencé cette guerre et le président a fait savoir clairement que nous allons la terminer, à l'endroit et au moment que nous choisirons », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan.

La sortie publique de ben Laden survient près d'une semaine après qu'une frappe aérienne américaine ait été ordonnée au Pakistan pour tuer son bras droit, Ayman al-Zawahiri. On sait aujourd'hui que le numéro deux d'Al-Qaeda n'a pas été tué lors de l'attaque, qui a fait près de 20 morts. Des sources pakistanaises ont toutefois indiqué que d'autres membres de l'organisation terroriste ont perdu la vie.

Y compris le gendre d'al-Zawahiri, le Marocain Abdur Rehman al-Maghribi, et le chef des opérations d'Al-Qaeda dans l'une des provinces afghanes jouxtant le Pakistan, Abou Obaidah al-Masri. Le leader le plus important à avoir été assassiné serait Abou Khabab al-Masri, spécialiste en explosifs du groupe de ben Laden.

Le numéro un d'Al-Qaeda ne s'était pas manifesté depuis décembre 2004. À l'époque, il avait condamné les élections irakiennes de janvier 2005 et réclamé leur boycottage. Son message d'hier n'a pas provoqué de commotion aux États-Unis. Le département de la Sécurité intérieure n'a pas jugé bon, malgré les menaces, de faire grimper le niveau d'alerte au pays.

Avec l'AFP.

TERRORISTE INSAISISSABLE

Où se cachent Oussama ben Laden et son bras droit, Ayman al-Zawahiri ? « La réponse simple, c'est que personne n'en a la moindre idée », a déclaré mercredi le premier ministre pakistanais, Shaukat Aziz, de passage aux États-Unis.

En fait, les experts américains de ben Laden s'entendent pour dire que le commanditaire des attaques terroristes de septembre 2001 se cache dans les zones tribales pakistanaises, à la frontière de l'Afghanistan.

Un territoire où il est « relativement en sécurité », a déjà déclaré à *La Presse* l'ancien responsable de l'unité de la CIA chargée de traquer le terroriste, Michael Scheuer. Il y est entouré d'alliés et la présence des militaires américains dans cette région est limitée.

La chasse à ben Laden étant jusqu'ici un échec lamentable, le président Bush fait très rarement mention du terroriste au cours de ses apparitions publiques. En mars dernier, il avait cependant affirmé que les États- Unis travaillent « nuit et jour » pour le capturer et le traduire en justice.



PHOTO DANIEL AGUILAR, REUTERS

Le candidat présidentiel de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador, lors de son arrivée à un rassemblement politique tenu mercredi dans la ville mexicaine de Metlatonoc.

Présidentielle au Mexique

L'avance du candidat-vedette de la gauche s'étiole

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

SAN SALVADOR – Le Mexique sera-t-il le prochain pays emporté par la vague de gauche qui balaie l'Amérique latine ?

La popularité affichée depuis deux ans par Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO), candidat à la présidentielle de juillet 2006 issu du Parti de la révolution démocratique (PRD), laissait planer peu de doutes sur l'issue du scrutin.

Distançant ses principaux concurrents de 20 points dans les sondages, l'ancien maire de Mexico, qui a su séduire ses administrés par une série de programmes sociaux et de grands travaux, semblait inatteignable... jusqu'à ces dernières semaines. Son avance, qui s'étiole au fil des enquêtes, vient selon le quotidien *Milenio* d'atteindre un étiage inédit.

Avec seulement 37 % des intentions de vote, AMLO est rattrapé par Roberto

Madrazo, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, 30 %) qui a gouverné le pays pendant 71 ans, jusqu'en 2000. Il est surtout talonné par la plus grande surprise de cette campagne, qui est aussi le plus jeune des trois principaux candidats : Felipe Calderon, du Parti d'action nationale (PAN), ancien ministre peu connu du grand public rassemblant aujourd'hui 31 % des électeurs.

Une percée qui a ravi Vicente Fox. Pour le président mexicain, également du PAN, l'hypothèse d'un basculement politique de son pays n'est plus valide, malgré le « mouvement de pendule qui pousse l'Amérique latine à gauche ».

Division de la droite

La plupart des éditorialistes sont cependant plus prudents, préférant évoquer un duel serré entre le parti présidentiel, au centre droit, et le PRD, au centre gauche, mettant de fait le PRI hors jeu.

Pour Lorenzo Meyer, professeur de sciences politiques au Collège de Mexico, la division de l'électorat conservateur entre le PAN et le PRI reste d'ailleurs l'une des principales chances de la gauche mexicaine, l'élection présidentielle ne comportant qu'un seul tour.

« AMLO baisse dans les sondages car il n'est plus le seul à occuper le devant de la scène politique, analyse-t-il. Lorsqu'il était maire de Mexico, jusqu'en juillet 2005, il convoquait tous les matins les médias nationaux. Il dictait le programme et ses adversaires ne pouvaient que réagir. Il était le leader naturel de la gauche, alors que la droite n'avait pas encore de visage. Ces deux avantages ont disparu. »

La campagne de la présidentielle, qui a recommencé jeudi après une « trêve » de 39 jours imposée par les autorités, sera donc décisive.

Le Mexique, qui est, selon l'Organisation des États américains, le pays d'Amérique latine où les dépenses électorales par habitant sont les plus élevées, va vivre sous un véritable déluge de publicités télévisées et de réunions publiques. Un marathon de près de six mois destiné à convaincre les 35 millions de votants — soit un sur deux — sans opinion sur les cinq candidats à la présidence.

Des indécis qui n'ont pas eu à attendre la bonne parole très longtemps : Felipe Calderon, le candidat du PAN, a lancé les hostilités quelques minutes après minuit, dès la fin officielle de la trêve, en présentant ses pubs radios et télévisés de son quartier général. Quelques heures plus tard, Roberto Madrazo donnait le coup d'envoi de sa campagne sur la plus grande avenue de la capitale devant le buste de Luis Donaldo Colosio, un candidat du PRI assassiné en 1994.

Andres Manuel Lopez Obrador, enfin, a cueilli dès l'aube les Mexicains présents devant leur télévision. Le candidat de la gauche et son parti ont choisi d'animer une émission politique quotidienne d'une demi-heure, commençant à 6 h du matin.

Sitôt après la diffusion de son *show*, baptisé *L'Autre Version*, AMLO commençait sa première réunion publique dans l'État de Guerrero, à Metlatonoc, le village « le plus pauvre » du pays. Ulcéré par les propos du président mexicain prédisant sa défaite, le porte-drapeau de la gauche a donné le ton des débats à venir en annonçant qu'il refuserait de signer le « pacte de civilité » que le gouvernement fédéral compte proposer.

Attentat suicide à Tel-Aviv: au moins 15 blessés

AGENCE FRANCE-PRESSE

TEL-AVIV – Un kamikaze du Jihad islamique s'est fait exploser hier à Tel-Aviv, blessant au moins 15 personnes dans le premier attentat suicide perpétré en Israël depuis la fin de la trêve décrétée par les groupes armés palestiniens.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le kamikaze est rentré dans une buvette de l'ancienne gare routière avant d'actionner la charge explosive de faible puissance qu'il portait sur lui.

« Il y a toujours beaucoup de policiers dans cette zone mais il est impossible de la fermer entièrement et il est difficile d'arrêter les kamikazes », a affirmé Motti Cohen, un officier de police.

Le groupe radical palestinien Jihad islamique a revendiqué l'attentat dans un appel téléphonique à l'AFP. Selon ce groupe, son auteur est Sami Antar, 22 ans, originaire de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie.

Le dernier attentat suicide en Israël, également revendiqué par le Jihad islamique, remonte au 5 décembre à Netanya, au nord de Tel-Aviv, et avait tué cinq Israéliens, outre le kamikaze.

C'est le premier perpétré en Israël depuis la fin de la trêve respectée jusqu'au 1er janvier par les groupes armés palestiniens, et le premier depuis que le premier ministre par intérim Ehoud Olmert a pris ses fonctions, à la suite de l'hospitalisation d'Ariel Sharon le 4 janvier.

« Cette attaque brutale prouve une fois de plus que l'Autorité palestinienne ne parvient pas à respecter ses obligations, permettant à ces organisations terroristes d'exister comme une menace pour l'Autorité palestinienne », a affirmé Guideon Meir, porte-parole du gouvernement.

L'attaque est survenue moins d'une semaine avant les législatives palestiniennes. « Cet attentat vise à saboter les élections et les efforts déployés par l'Autorité » pour assurer leur bon déroulement, a déclaré le leader palestinien Mahmoud Abbas, soulignant qu'il fallait « punir ces renégats qui brisent le consensus national ».

Washington, qui a aussi condamné cette « attaque atroce », a appelé l'Autorité palestinienne « à faire tout ce qui est en son pouvoir pour démanteler l'infrastructure terroriste ».

En Cisjordanie, un Palestinien a été tué en soirée près de Hébron par des tirs de soldats israéliens alors qu'il lançait une bouteille incendiaire. Ce décès porte à 4934 le nombre de tués depuis le début de l'Intifada en septembre 2000.



PHOTO CIRO FUSCO, AFP

Un soldat italien fouille un Irakien près d'une base militaire établie dans la ville de Nassiriya. Rome entend évacuer l'ensemble du contingent militaire présent dans le pays d'ici à la fin de l'année.

IRAK

Retrait de toutes les troupes italiennes d'ici la fin de l'année

D'APRÈS AFP

ROME – L'Italie aura retiré l'ensemble de ses troupes en Irak d'ici la fin de l'année 2006, a annoncé hier le ministre italien de la Défense Antonio Martino, à quelques semaines des élections législatives italiennes du 9 avril.

« L'opération militaire Antica Babilonia terminera progressivement son mandat au cours de l'année 2006 et la mission sera considérée comme achevée à la fin de l'année », a déclaré le ministre devant les commissions de la Défense de la Chambre des députés et du Sénat.

L'opinion publique italienne est majoritairement opposée à cette mission militaire. Les Italiens sont appelés aux urnes le 9 avril pour élire leurs députés et l'opposition, en tête dans les sondages, a fait du retrait d'Irak un argument de sa campagne électorale. Le ministre de la Défense a cependant précisé que des militaires italiens pourraient encore être présents après cette date sur le sol irakien, pour assurer la protection d'une mission civile de reconstruction.

En août dernier, le contingent italien comptait 3200 soldats, un chiffre qui était retombé à 2900 en septembre 2005. Un nouveau rapatriement de 300 hommes prévu en janvier doit ramener à 2600 le nombre de militaires italiens présents sur le sol irakien.

La Maison-Blanche a relativisé hier l'importance de la décision de Rome en soulignant qu'elle avait été prise en concertation avec les États-Unis.

« Mille autres militaires seront rapatriés d'ici juin 2006 », date à laquelle 1600 soldats seront encore présents en Irak, a précisé M. Martino.

« Ce n'est pas un retrait mais un retour (en Italie) digne et juste. Ce retour coïncide avec la reconstruction et la renaissance de ce pays, il correspond à la volonté des Irakiens, qui ne sont pas abandonnés à leur sort », a insisté Antonio Martino.

Dix-sept militaires italiens et deux civils ont été tués et 20 autres blessés le 12 novembre 2003 dans un attentat revendiqué par l'organisation terroriste Al-Qaeda.

Plusieurs autres Italiens ont été victimes d'accidents. Au total, 25 militaires italiens sont morts en Irak depuis le début de la mission en juin 2003.

L'otage Jill Caroll

La Maison-Blanche a relativisé hier l'annonce du retrait de toutes les troupes italiennes d'Irak d'ici à la fin de l'année, en soulignant que cela avait été décidé en concertation avec les États-Unis. Washington a aussi dit y voir un signe que la situation s'améliorait en Irak.

Les violences continuent pendant ce temps en Irak, où 15 personnes ont été tuées, et 46 blessées, dans un double attentat commis hier au coeur de Bagdad.

La mère de Jill Carroll, jeune journaliste américaine enlevée le 7 janvier à Bagdad et menacée d'exécution aujourd'hui, a lancé hier un appel à ses ravisseurs sur les ondes de CNN, rappelant la passion de sa fille pour l'Irak.

Avions de la CIA: Amnistie presse Ottawa de traiter le dossier avec sérieux

MARC THIBODEAU

La section canadienne anglophone d'Amnistie internationale presse le gouvernement de traiter avec « le sérieux qu'il mérite » le passage en sol canadien de présumés avions de la CIA.

Dans une lettre transmise mercredi à la ministre de la Sécurité publique, Anne McLellan, le secrétaire général de l'organisation, Alex Neve, demande à Ottawa de fournir des détails démontrant qu'il accorde une « attention prioritaire à cet enjeu crucial ».

Le ministère a indiqué la semaine dernière que les vérifications effectuées relativement aux escales d'appareils contrôlés par des compagnies identifiées comme des sociétés écrans de la CIA n'avaient pas révélé « d'activités illégales ».

« La réponse canadienne diffère grandement de celle que l'on voit en Europe, où le Conseil de l'Europe a notamment désigné un enquêteur spécial. »

Le gouvernement refuse cependant de préciser quelles vérifications ont été effectuées pour parvenir à cette conclusion, une attitude qui laisse les dirigeants d'Amnistie sceptiques. L'organisation avait écrit en novembre une première lettre sur ce dossier, qui est restée sans réponse.

Alex Neve veut notamment qu'Ottawa précise si les fonctionnaires chargés de l'enquête se sont contentés de vérifier si les lois aéronautiques avaient été respectées. Il veut aussi savoir si des efforts ont été faits pour déterminer si ces avions ont pu servir à transporter incognito de présumés terroristes ou à d'autres activités contraires au droit international.

Enfin, le secrétaire général veut savoir si des responsables américains ont été joints dans le but d'obtenir des clarifications sur la nature de ces vols.

« La réponse canadienne diffère grandement de celle que l'on voit en Europe, où le Conseil de l'Europe a notamment désigné un enquêteur spécial » pour faire la lumière sur les activités de la CIA, souligne M. Neve.

Le porte-parole d'Amnistie, John Tackaberry, a convenu hier lors d'un entretien téléphonique qu'il était peu probable que la ministre fournisse une réponse à la lettre à quelques jours des élections fédérales. « S'ils n'ont pas répondu, pendant des mois et des mois, à notre précédente lettre, c'est clair qu'ils ne le feront pas maintenant. Nous tenions cependant à soulever officiellement ces questions pour qu'elles figurent au programme. Ce sera au prochain gouvernement, quel qu'il soit, d'y répondre », souligne M. Tackaberry.

Tant le Bloc québécois que le Nouveau Parti démocratique ont critiqué l'attitude d'Ottawa dans ce dossier. Le Parti conservateur, en avance dans les sondages, n'a pas formulé de commentaires à ce jour.

SAUCONY





RUNNER'S WORLD A DÉSIGNÉ LE SAUCONY GRID (R) OMNI 5, LE "CHOIX DU RÉDACTEUR EN CHEF", DANS LEUR GUIDE D'ACHAT DE CHAUSSURES DU MOIS DE SEPTEMBRE DE 2005.

LE NOUVEAU GRID OMNI MET EN VEDETTE "LA SUSPENSION BREVETÉE FAITE SUR MESURE" DE SAUCONY. LE SYSTÈME MANAGEMENT (R), PERMET À L'UTILISATEUR DE "PRÉCISER SA SUSPENSION" SELON LE NIVEAU DE COUSSINEMENT OU DE STABILITÉ RECHERCHÉ, TOUT EN RESPECTANT SES PRÉFÉRENCES ET SES BESOINS. LE GRID OMNI 5 EST DISPONIBLE EN DEUX VERSIONS DE STABILITÉ, MODÉRÉE ET ULTIME.

3375791A

FAITES PARTIE D'UNE CLINIQUE!

DÉBUTEZ LE NOUVEL AN DU BON PIED AVEC UNE CLINIQUE DU COIN DES COUREURS!
NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS INSPIRER À ÊTRE ACTIFS EN 2006!
ELLE VISE TOUS LES NIVEAUX DE FORME PHYSIQUE

CLINIQUES DÉBUTANT BIENTÔT DANS VOTRE RÉGION:

WESTMOUNT: MARATHON - LE 24 JANVIER
DEMI MARATHON (MARCHE) - LE 24 JANVIER
MARATHON (MARCHE) - LE 24 JANVIER
DEMI MARATHON - LE 9 FÉVRIER

POINTE CLAIRE: MARATHON - LE 24 JANVIER
DEMI MARATHON - LE 9 FÉVRIER
DEMI MARATHON (MARCHE) - LE 10 FÉVRIER

OUTREMONT: MARATHON - LE 24 JANVIER
DEMI MARATHON - LE 2 FÉVRIER
DEMI MARATHON (MARCHE) - LE 3 FÉVRIER

INSCRIVEZ-VOUS EN LIGNE AU WWW.RUNNINGROOM.COM

Coin des Coureurs
COIN DES MARCHEURS

$69.99 TAXES EN SUS

WESTMOUNT NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: (514) 483-4495 | POINTE-CLAIRE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: (514) 695-8744
OUTREMONT NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: (514) 274-5888

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef
LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Bachelet, Morales, Chavez et les autres...



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Le Chili est un des pays les plus solides de l'Amérique latine, tant au point de vue de l'économie que du sens démocratique. Et ce, nonobstant l'épisode de dictature militaire que l'on sait, une pénible parenthèse fermée par les urnes — ce qui n'est pas si courant. Depuis 1990, le Chili est globalement gouverné au centre gauche, de façon suffisamment prudente pour que les gains économiques réels enregistrés sous Pinochet ne disparaissent pas en même temps que le tyran. Et, même, se bonifient encore d'assez considérable façon.

Le pays n'en a pas moins ses problèmes.

Ce sont ceux, non pas d'une nation pauvre et instable. Mais bien d'une société développée, à la conscience politique sophistiquée et en (relative) bonne santé économique. Problèmes, donc : régimes de retraite sous examen, manque de garderies, santé, éducation, inégalité des revenus et... machisme persistant, néanmoins en train de s'effriter.

La gauche chilienne, rompue à l'exercice du pouvoir, est parfaitement en phase avec l'humeur de la population.

Dans ce contexte, les Chiliens viennent précisément d'élire une femme à la présidence.

Michelle Bachelet a goûté aux geôles du général, qui firent mourir son père. Ex-militante trotskiste puis ministre de la Défense, elle se situe aujourd'hui au centre-gauche, elle aussi, et propose des réformes importantes. Mais sans sombrer dans le discours de rupture à l'ancienne aujourd'hui servi à la moderne par une certaine classe politique latino-américaine, collée au folklore.

Pour toutes ces raisons, le Chili est exemplaire.

Et sa gauche, rompue à l'exercice du pouvoir, semble parfaitement en phase avec l'humeur de la population, non seulement chilienne, mais de tout le continent. « Une gauche démocratique, plus centriste et plus libérale, a succédé à la gauche révolutionnaire et extrémiste », illustre (dans *L'Actualité*) le penseur et auteur péruvien Mario Vargas Llosa.

Les zapatistes eux-mêmes ne viennent-ils pas de renoncer à la lutte armée pour emprunter les sentiers de la politique, même si c'est sur ce mode irrésistiblement romantique qu'affectionne le sous-commandant Marcos ?...

////////////////////////

Car, là comme ailleurs, il faut séparer le discours de la réalité.

Ainsi, la population de l'Amérique du Sud fait globalement confiance à la démocratie (à hauteur de 70 %), révèle un sondage effectué en octobre auprès de 20 000 citoyens de 18 pays du continent par Latinobarometro, une ONG chilienne. À 62 %, cette population rejette tout régime militaire. Souvent heurtés par les excès du libéralisme, 63 % des gens n'en estiment pas moins que l'économie de marché est la seule voie possible de développement. Et 61 % d'entre eux ont une opinion plutôt favorable des États-Unis, un résultat probablement supérieur à celui qu'on obtiendrait en France ou... sur le Plateau Mont-Royal !

Deux choses demeurent néanmoins.

D'abord, une très lourde pauvreté structurelle afflige toujours nombre de pays où, par conséquent, la confiance dans les institutions est plus que chancelante. La Bolivie en est un exemple affligeant. De sorte que ses citoyens sont, plus qu'ailleurs, disposés à recourir à l'action politique hors cadre, ou carrément illégale. Les Boliviens viennent d'élire Evo Morales (qui deviendra officiellement président, dimanche), ce qui mène au second point.

L'autre phénomène notable est en effet celui des populismes, « derniers avatars d'une recherche de nouvelles élites », analyse Latinobarometro. Ces populismes nourrissent des gauches archaïques et sonores s'incarnant parfaitement dans le Vénézuélien Hugo Chavez, sorte d'électron libre dont la flamboyance sur la scène internationale se conjugue avec un dangereux comportement sur le plan intérieur.

Après la Bolivie et le Chili, plusieurs autres élections se tiendront en Amérique latine en 2006, notamment au Mexique et au Brésil. Il faut espérer que les Chiliens, qui possèdent l'art d'allier audace et modération, serviront de modèles.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

Pas de censure

Dans un communiqué de presse publié mercredi, M. Normand Lester m'accuse de lui avoir « refusé le droit de réplique » à la suite d'un éditorial que j'ai écrit à propos de son livre sur Option Canada et d'une chronique de Lysiane Gagnon sur le même sujet. M. Lester parle de « censure ». Ces affirmations sont inexactes.

À La Presse, *nous accordons la plus haute importance au droit de réplique de nos lecteurs. D'ailleurs, au sujet de l'affaire Option Canada, nous avons publié mercredi matin la réplique du coauteur du livre de M. Lester, M. Robin Philpot, et un commentaire critique de nos éditoriaux signé par un député du Parti québécois.*

Normand Lester nous a fait parvenir son texte le dimanche 15 janvier. Cette réplique comportait deux passages injurieux. Conformément à nos pratiques en la matière, j'ai fait savoir à M. Lester dès le matin du 16 janvier que nous publierions sa réplique avec plaisir, en autant qu'il modifie ou enlève ces deux passages, comptant en tout et partout 25 mots sur les 612 du texte. Après un échange de courriels (que M. Lester a rendu public sans m'en demander l'autorisation ou même m'en aviser), il a refusé de retirer une des phrases injurieuses.

La Presse *ne peut se prêter, sans fondement, à des atteintes à la réputation dans ses pages. Le droit de réplique n'implique pas celui d'insulter ceux à qui on répond. En cette matière, il est utile de citer ce passage des « Droits et responsabilités de la presse » du Conseil de presse du Québec : « Les médias doivent veiller à ce que les lettres des lecteurs ne véhiculent pas des propos outranciers, insultants ou discriminatoires pouvant être préjudiciables à des personnes ou à des groupes. »*

Comme média d'information, La Presse *est évidemment convaincue de l'importance d'une liberté d'opinion la plus étendue possible. Mais celle-ci ne peut être absolue : elle est balisée par le droit d'autrui à la protection de sa réputation. Dans le cas de M. Lester, il n'y a pas eu de censure.* La Presse *a tout simplement agi en média responsable.*

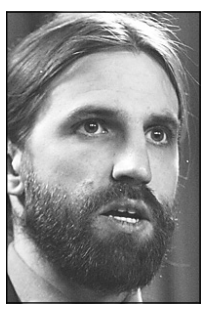
André Pratte
Éditorialiste en chef

OPINION

20 ans en arrière...

Le Parti conservateur deviendra-t-il le fossoyeur du protocole de Kyoto?

STEVEN GUILBEAULT



L'auteur est directeur de Greenpeace.

« L'humanité procède à une expérience involontaire, incontrôlée et dangereuse dont les conséquences s'apparentent à celles d'une guerre nucléaire mondiale » (traduction libre). Cette citation semble tirée tout droit d'un communiqué de presse de Greenpeace ou d'Équiterre. Pourtant, il s'agit de la conclusion de la Conférence de Toronto de 1988 sur les changements climatiques, une conférence coprésidée par... Brian Mulroney, premier ministre du Canada et chef conservateur.

Cette conclusion a de quoi surprendre, d'autant plus qu'elle remonte à une époque où les connaissances scientifiques sur les impacts des changements climatiques étaient à des années-lumière de leur niveau actuel.

De l'avis de plusieurs, la conférence de Toronto de 1988 a servi de fer de lance aux négociations internationales qui ont mené à l'adoption de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en 1992, puis à l'adoption du protocole de Kyoto en 1997. Lors des négociations de 1992, le Canada était représenté par Jean Charest, ministre de l'Environnement conservateur.

À la veille de l'élection du prochain gouvernement fédéral, plusieurs s'interrogent sur les intentions de Stephen Harper quant au protocole de Kyoto. Il faut dire que, durant l'année 2005, M. Harper est resté pratiquement muet sur cet enjeu. Pourtant, en 2002, M. Harper était on ne peut plus explicite : « En ce qui concerne l'accord de Kyoto, nous serons le seul parti à la Chambre qui non seulement s'opposera à sa ratification, mais exhortera les provinces et tous les autres qui sont en mesure de l'appliquer à le rejeter, et nous nous engageons pour notre part à abroger cet accord à la première occasion. »

George W. Bush

Au cas où M. Harper et ses acolytes pensent que le retrait, par le Canada, du protocole de Kyoto passerait comme une lettre à la poste, l'exemple des États-Unis devrait lui porter conseil. En effet, lorsque le président Bush a décidé de refuser de ratifier le Protocole, en 2001, ses conseillers lui auraient dit qu'une petite tempête médiatique suivrait cette annonce, mais que le calme reviendrait rapidement. Cinq ans plus tard, force est de constater que le tempête a toutes les apparences d'un ouragan de classe 5 !

À l'heure où Kyoto est devenu, même aux États-Unis, le symbole de la lutte aux changements climatiques, les conservateurs de M. Harper voudront-ils faire du Canada un paria en matière d'environnement sur la scène internationale ? C'est sous la direction du Parti conservateur que le Canada s'est impliqué dans la lutte internationale aux changements climatiques. Le Parti conservateur deviendra-t-il le fossoyeur du protocole de Kyoto ?

CYBERPRESSE.CA

L'Iran dans la ligne de mire

Comment venir à bout du défi iranien, alors que ce pays a repris il y a 10 jours ses recherches sur le combustible nucléaire ? Ni la diplomatie du dollar ni celle de la canonnière ne semblent cette fois susceptibles de produire des résultats. Tel est le constat que fait Pierre Pahlavi, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal et à la chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes de l'Université du Québec à Montréal, dans un texte intégral publié sur Cyberpresse.ca/opinions.

M. Pahlavi conclut ainsi son texte : « De manière générale, les populations et les opinions publiques sont devenues un enjeu majeur et un paramètre crucial amené à peser de plus en plus lourd dans la balance des bouleversements géopolitiques du siècle à venir. Reste à nos dirigeants à comprendre cette évolution du jeu international et à mettre à jour leurs stratégies traditionnelles. »

À lire et à commenter sur : Cyberpresse.ca/opinions

Rues à sens multiples



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Le 29 novembre 2004 à 4h30 du matin, Peter Gibson, mieux connu sous son nom d'artiste Roadsworth, était tranquillement en train de peindre un ruban cadeau sur le bitume de l'intersection Saint-Denis et Rachel lorsqu'un policier lui a mis la main au collet. C'est alors que sa vie, et la Ville de Montréal elle-même, ont basculé dans l'absurdité.



Le jeune peintre qui avait enluminé les artères du Plateau Mont-Royal d'une centaine d'ingénieux pochoirs au cours des mois précédents s'est retrouvé avec une poursuite carabinée de la Ville. La cinquantaine de chefs d'accusation portés contre lui risquaient de lui coûter des dizaines de milliers de dollars d'amende, en plus d'un dossier criminel.

Pourtant, il suffit de regarder ce que fait Roadsworth pour comprendre que son art urbain n'a aucun rapport avec les tags des graffiteurs. Le plus distrait des passants, le plus exaspéré des automobilistes ne peut retenir un sourire en voyant un lasso accroché à une bouche d'égout, des barbelés finement tracés de chaque côté d'un passage piéton ou une fermeture éclair greffée aux bandes blanches de la chaussée. Peter Gibson a contrevenu aux règlements municipaux, mais avec une intention et un résultat qui n'ont rien à voir avec le vandalisme.

C'est pourquoi il faut féliciter la Ville d'avoir finalement négocié une peine acceptable pour les deux parties. En plaidant coupable à seulement cinq chefs d'accusation, l'artiste a reçu mardi une absolution conditionnelle qui lui épargne l'odieux d'un casier judiciaire.

Montréal évite quant à elle l'odieux d'une image bornée et tatillonne qui lui aurait collé longtemps à la peau. Ç'aurait été d'autant plus dommage que la Ville a déjà appuyé des manifestations artistiques bien plus audacieuses. Roadsworth lui-même a reçu l'autorisation de peindre une fausse piste cyclable, rue Queen l'été dernier.

Souhaitons que cette expérience encouragera l'artiste à récidiver en toute légalité. À la fonte des neiges, les Montréalais seront nombreux à guetter l'apparition de nouveaux détournements de sens sur la chaussée de leur quartier.

FORUM

Déséquilibre : « On veut le chiffre ! »



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Le chef conservateur Stephen Harper a reconnu l'existence d'un déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces et promis de l'éliminer. Même si cet engagement est une première dans le débat politique, il y a loin de la coupe aux lèvres. La résolution de ce problème extrêmement complexe exigera beaucoup plus que des engagements électoraux.

Il n'est donc pas étonnant que le Bloc québécois, au lieu de saluer cette véritable ouverture, l'ait plutôt dénoncée avec vigueur en exigeant que les conservateurs chiffrent leur promesse. Le chef du Parti québécois, André Boisclair, a repris cet argument mercredi. Il veut savoir des conservateurs « combien ils mettent sur la table », « à combien ils chiffrent le déséquilibre fiscal ».

On peut comprendre que le PQ appuie le Bloc dans cette campagne. Mais cela ne justifie pas que son chef soit à la remorque du grand frère fédéral et encore moins qu'il en reprenne le discours congénitalement réducteur. Celui qui veut devenir le premier ministre du Québec devrait faire preuve d'une retenue minimale, et rester au dessus de la mêlée.

Il est parfaitement simpliste de vouloir réduire ce dossier complexe à un seul chiffre. Si on veut traiter sérieusement du déséquilibre fiscal, il faudra plutôt répondre à une foule de questions : ce qu'il est, d'où il vient, à combien il se situe, comment le résoudre, quand, au profit de qui.

> Premièrement, personne ne s'entend sur la définition exacte du déséquilibre. Ce qu'on sait, parce que c'est mesurable, c'est que le gouvernement fédéral dispose d'importants surplus, tandis que les provinces ne disposent pas des ressources pour s'acquitter de leur mission. Mais jusqu'où Ottawa a trop d'argent, et les provinces pas assez ? Quelle serait la répartition normale et souhaitable ?

> Deuxièmement, c'est un problème canadien, et non pas, comme on le croit trop souvent, un problème québécois. Le déséquilibre pénalise toutes les provinces. Et donc, en partant, s'il y a un chiffre, ce ne serait pas celui du déséquilibre fiscal avec le Québec, mais celui dont souffrent l'ensemble des provinces.

> Troisièmement, il n'y a pas une vérité en la matière, mais des points de vue qui dépendent des intérêts et des interprétations de chacun, qui feront l'objet d'âpres négociations. La commission Séguin définit le déséquilibre fiscal comme le manque à gagner des provinces depuis les compressions fédérales, et propose de revenir au niveau de financement de 1994. C'est une définition sérieuse, qui mène à évaluer ce déséquilibre à 8 milliards, et donc à 2 milliards pour le Québec. Mais ce n'est pas la seule approche et ce n'est certainement pas une vérité d'Évangile.

> Quatrièmement, la situation a changé depuis 2002, parce que le gouvernement fédéral a transféré des sommes importantes aux provinces, pour la santé, pour les villes, mais aussi en déplorables ententes ponctuelles avec certaines provinces. Doit-on intégrer ces arrangements au calcul du déséquilibre ? Si oui, le chiffre devra changer.

> Cinquièmement, les provinces ont des intérêts diamétralement opposés en la matière. Les provinces riches, qui financent les surplus fédéraux, veulent surtout récupérer une partie de leur argent. L'Ontario, par exemple, estime qu'elle verse 23 milliards de plus à Ottawa qu'elle récupère en dépenses fédérales. Ce n'est certainement pas le cas du Québec, qui n'est pas loin de l'équilibre dans ses échanges avec le fédéral, un peu au dessus ou un peu en dessous selon les calculs que l'on prend. Le Québec veut plutôt obtenir ce qu'il estime être sa juste part des surplus fédéraux, et donc, dans les faits, mettre la main sur des ressources financées par d'autres provinces, comme l'Ontario ou l'Alberta. C'est également le cas des provinces Maritimes. Comment concilier les deux approches ? Quel sera le point de partage ?

> Sixièmement, il y a différentes façons de résoudre ces déséquilibres. Ottawa peut augmenter les transferts aux provinces, il peut aussi leur céder des champs fiscaux. C'est ce que préconisait la commission Séguin, qui proposait qu'Ottawa cède carrément la TPS aux provinces, un montant de 26,9 milliards en 2002, ce qui aurait à la fois corrigé le déséquilibre de 8 milliards et financé autrement les transferts fédéraux existants en santé et en éducation. La réduction de 2 points de pourcentage de la TPS, promise par M. Harper, coûtera à Ottawa 9 milliards. Il suffirait que les provinces récupèrent ce champ délaissé par Ottawa pour éliminer le déséquilibre. Est-ce une approche ?

Tout cela montre que la résolution du déséquilibre fiscal sera un colossal casse-tête pour Stepen Harper et pour les premiers ministres provinciaux. Cela ne se réglera certainement pas en garrochant des chiffres, surtout en campagne électorale. Voilà un dossier où le simplisme n'a pas sa place.

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

À TROIS JOURS DU VOTE...

Les libéraux ont-ils les atouts nécessaires et disposent-ils de temps pour remonter dans la faveur populaire ? Gilles Duceppe peut-il stopper la remontée des conservateurs au Québec ? Nos lecteurs continuent à nous écrire en grand nombre. Voici quelques-uns des courriels reçus.

Une fin tohu-bohu

Un vieil adage qui prend tout son sens : « Ce n'est pas fini tant que ce n'est pas fini. » Jamais a-t-on entendu tant de déclarations qui font figure d'oxymorons. Les conservateurs, un danger tranquille ? Les libéraux, une option d'exclusion ? Les néo-démoctates, l'espoir du désespoir ? Les bloquistes, une issue sans issue ? Même les sondages et les experts entrent dans le jeu des commotions ou des turbulences qui secouent la fin de campagne du Bloc. Selon M. Duceppe, le Bloc serait l'arme toute-puissante face au déséquilibre fiscal, tandis que M. Harper et M. Martin l'estiment au contraire tout à fait impuissante étant donné qu'elle est à court de minutions. Si on se fie aux déclarations du chef bloquiste, les députés de sa formation seraient les garde-fous les plus sûrs à Ottawa bien avant les sénateurs, les juges et les fonctionnaires tel qu'évoqué par M. Harper. Des fédéralistes qui invitent les gens à voter pour le Bloc. Des péquistes qui vont voter PCC. Pour certains, le Québec au sein du Canada, point de salut. Pour d'autres, c'est l'inverse. Le déséquilibre fiscal, l'environnement, les intérêts du Québec, l'avortement, le mariage gai, Boisclair, Duceppe, Martin, Harper, Layton, Hargrove, Garneau, les républicains, un nouvel avenir. C'est à travers toutes ces notes discordantes que nous serons appelés à nous prononcer lundi. Compte tenu des discours contradictoires, il semble que notre « X » portera tout son sens, un symbole lourd de sens, celui de l'inconnu.

Yves Deslauriers
Prévost

Un club d'échangistes

Quel rafraîchissement d'entendre les conservateurs attaquer le club d'échangistes Bloc/PQ. On devrait se lever et acclamer M. Harper de réveiller les Québécois qui vivent toujours dans la peur. Certains Québécois rêvent encore de devenir un petit peuple au lieu d'aider à bâtir un grand pays. On ne va nul part quand on rapetisse la maison et on finit pas être à l'étroit.

Micheline Gravel

Le Bonhomme Sept Heures

Gilles Duceppe et Paul Martin essaient de nous faire peur avec Steven Harper. Ça me fait penser quand on était jeune et qu'on nous faisait peur avec le Bonhomme Sept Heures pour qu'on rentre tôt. On s'est vite rendu compte qu'on nous mentait et qu'il n'y avait rien pour avoir peur.

Pierre Tremblay
Montréal

Le Bloc essentiel



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

Gilles Duceppe

Et voilà ! Comme toujours, les Québécois se laissent avoir avec des promesses. Comme toujours, plusieurs croient que le futur parti au pouvoir améliorera la situation pour le Québec. Comme toujours, les Québécois donnent « une autre chance ». L'important n'est pas d'avoir des députés du parti au pouvoir au fédéral, nous avons des exemples nous démontrant l'inutilité de ce fait autant chez les libéraux que chez les conservateurs et ce, depuis toujours. Non, l'important c'est d'être représentés par des députés qui sont là pour voir, protéger et améliorer nos intérêts. Le travail du Bloc sert autant pour le Québec que les provinces anglophones, malgré que celles-ci ne reconnaissent pas le statut différent du Québec. Je ne comprends donc pas qu'un souverainiste pourrait voter pour un autre parti que le Bloc, dont nous avons encore tant besoin ! Pour ma part, aucune promesse des autres partis ne me fera changer d'avis car je n'y crois pas.

Ginette Grenier
Trois-Rivières

De l'arrogance

Il y a deux semaines, mon épouse reçoit l'appel d'une représentante du Bloc québécois de notre circonscription de Bourassa qui voulait connaître son intention de vote. Devant le refus de mon épouse de fournir la réponse, la gente dame a mis un terme rapide à la conversation en lui lançant d'une façon brutale : « J'espère au moins que vous ne voterez pas libéral ! » Chers amis du BQ, en plus d'être inutiles au Parlement, votre arrogance reflète malheureusement l'attitude que votre parti et la maison mère du PQ démontrent envers ceux qui n'embarquent pas dans votre parade. Cela donne un avant-goût du pays dans lequel on se retrouverait si vos manigances nous mènent jusque-là.

Jean-Yves Roy
Montréal-Nord

D'à droite à adroit

Aux élections fédérales de 2004, Stephen Harper était à droite. En 2006, il est adroit ! Comme il l'admettait récemment à Bernard Derome, M. Harper a compris qu'il lui fallait présenter une image moins radicale. Mais on peut craindre que le fond n'ait pas changé. Conscient que les valeurs profondément conservatrices qui l'animent ne se matérialiseront pas en politiques tant qu'il n'aura pas le pouvoir, il a su les mettre en veilleuse, le temps de séduire l'électorat. Disant maintenant ne pas avoir décidé si le Canada joindra le projet de bouclier antimissile américain, ou affirmant mollement que le dossier de l'avortement ne sera pas rouvert, Harper a habilement mis une sourdine sur les aspects et les membres les plus inquiétants de son parti. S'il obtient un mandat minoritaire, on peut présager qu'il continuera de faire les yeux doux en espérant un mandat majoritaire à la prochaine fois. Mais le jour où il l'aura, bonjour les dégâts ! Car si nos désirs de changement donnent les coudées franches à un chef conservateur, les conséquences pourraient fort ressembler au mal de tête que nous a asséné le gouvernement Charest !

Luc Le Blanc
Montréal

Questions à Harper

De qui donc s'inspire Stephen Harper qui termine ses messages au Canada anglais avec un « God Bless Canada » ? Le « God Bless America » des présidents américains lui servirait-il de modèle ? Certaines de ses politiques d'extrême droite ne sont pas sans rappeler un certain Georges W... Son « à la prochaine... » qui termine ses messages au Québec veut dire quoi au juste ? Aurait-il peur de parler de Dieu aux Québécois ?

Micheline Tremblay
Saint-Sauveur

Aucune menace

L'élection d'un gouvernement Harper permettrait de renouer un dialogue constructif au Canada

NIC LEBLANC



L'auteur a été député de Longueuil de 1984 à 1997, portant successivement les couleurs du Parti conservateur et du Bloc québécois.

La popularité du Parti conservateur au Québec en étonne plusieurs et tout particulièrement ceux qui ne retiennent que certains éléments du programme qui s'accorderaient mal avec les valeurs et les préoccupations de la population québécoise.

Pourtant, il demeure le seul parti qui depuis plus de trois décennies a multiplié les efforts afin qu'on reconnaisse le Québec comme un partenaire à part entière au sein de la fédération canadienne. Et, il l'a fait en s'y consacrant comme aucun autre parti oeuvrant sur la scène fédérale n'a à aucun moment envisagé de le faire.

En tant que parti d'opposition, les conservateurs ont dénoncé les abus et l'arrogance des gouvernements libéraux à l'endroit du Québec et notamment le rapatriement unilatéral de la Constitution. En tant que gouvernement, ils ont déployés des énergies considérables dans le but de corriger les erreurs et de réparer les dommages des administrations libérales.

Certains ne retiennent que l'échec de Meech et les déboires de Charlottetown. C'est probablement parce qu'ils ignorent ou oublient que ce sont les libéraux qui ont saboté le processus de négociation.

Dans les faits, la contribution des conservateurs fédéraux est beaucoup plus importante que ce qu'en disent leurs adversaires politiques.

Ils ont négocié l'Accord de libre-échange qui bénéficie largement au Québec et ce en dépit de l'opposition du Parti libéral et d'importants groupes de pression ailleurs au Canada.

Ils ont tenu à relancer la recherche et le développement en science et technologie au Québec (secteur largement oublié sous les libéraux) et sur ce plan, ils ont respecté leur engagement en installant l'Agence spatiale au Québec. Dans le même domaine, il importe de noter l'adoption de la Loi sur les brevets pharmaceutiques visant à protéger les entreprises pharmaceutiques établies au Québec. Une autre réalisation à laquelle s'opposaient farouchement les libéraux qui favorisaient l'Ontario. À cela, il faudrait ajouter la décentralisation des services fédéraux afin de mieux desservir la population québécoise et bien d'autres encore.

Or, fait qu'on oublie de signaler, les démarches des conservateurs n'étaient pas modulées en fonction des critiques de l'opposition ou des questions en provenance du Bloc québécois qui n'existait pas à l'époque. Elles étaient bel et bien des initiatives originales puisées au programme du parti.

Dans ces circonstances et s'il est vrai que le Bloc québécois s'est voulu un rempart contre les menaces en provenance d'Ottawa, c'est essentiellement en opposition à des gouvernements libéraux qui ont rarement hésité à utiliser les moyens jugés nécessaires pour imposer leur vision politique au Québec mais aussi aux autres provinces qu'il trouve sa raison d'être.

La possibilité que le Parti conservateur forme le prochain gouvernement à Ottawa ne devrait pas être une source d'inquiétude. Au contraire, ce parti au sein duquel j'ai oeuvré pendant six ans était à l'époque comme aujourd'hui animé essentiellement par les mêmes valeurs dont on dit qu'elles cadrent mal avec la réalité québécoise actuelle. Or, si à l'époque, il a apporté une contribution importante au développement économique du Québec, à l'heure actuelle, son élection peut représenter l'occasion rêvée de reprendre le dialogue avec le reste du Canada.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca** **VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ?** **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

SUITE DE LA UNE

Feu vert à l'exploitation pétrolière en Alaska

PÉTROLE
suite de la page A1

Interrogé par *La Presse*, le ministre de l'Environnement, Stéphane Dion, s'est dit furieux du peu de respect qu'ont ses adversaires pour les positions traditionnelles du Canada. « C'est un changement majeur dans notre politique depuis Mulroney. C'est vraiment terrible. Si Bush père et fils n'ont pas réussi à exploiter la Réserve de l'Arctique, c'est en partie grâce à la lutte qu'a menée le Canada avec détermination », a-t-il dit.

Ce débat survient quelques jours après que le département américain de l'Intérieur eut décidé d'ouvrir près d'un demi-million d'acres de terrain de l'Alaska aux exploitants pétroliers. Pourtant protégé contre le forage depuis plus de 15 ans, le territoire sera loué au privé dès septembre pour être exploité un an plus tard.

Il s'agit d'une portion très sensible d'une vaste réserve pétrolière située à l'est de la Réserve nationale de l'Arctique. Si cette dernière est protégée, ce n'est pas le cas de la réserve pétrolière. Toutefois, la zone ciblée pour le forage, composée du lac Teshekpuk et de terres humides, est protégée depuis plus de 15 ans, en raison de sa grande vulnérabilité.

Voilà ce qui a le plus surpris les environnementalistes : cette terre protégée depuis l'ère Reagan a été sanctuarisée en 1998 par le président Bill Clinton, ce qui devait assurer sa conservation. En revenant sur cette décision, le président Bush tente de contrer l'opposition des démocrates au forage de l'Arctic National Wildlife Refuge et ainsi, d'assurer la sécurité énergétique de son pays. Le problème, c'est que les environs du lac Teshekpuk constituent une zone de transit pour les caribous, les oies et les autres oiseaux migrateurs. Différents groupes, comme la Audubon Society de l'Alaska, font ainsi valoir que l'exploitation, le trafic aérien généré et la construction d'un pipeline auront une incidence majeure sur les animaux et leur reproduction.

Contrairement au projet de forage de la Réserve de l'Arctique, celui-ci n'a pas besoin de l'aval du Congrès pour devenir réalité. Le secteur a beau être sanctuarisé, il ne fait pas partie d'une réserve naturelle, mais bien d'une réserve pétrolière.

Cette décision intervient un an après les recommandations positives faites par l'Office de gestion des terres, lequel estime qu'il existe dans le secteur des gisements de quelque 1,5 milliard de barils de pétrole. À titre comparatif, 10,4 milliards de barils de pétrole se trouvent sous la Réserve de l'Arctique.

Rappelons qu'à la fin décembre, le Sénat a bloqué la énième tentative des républicains de permettre le développement d'activités pétrolières dans cette dernière. Le Canada est opposé à l'exploitation de cette immense réserve depuis les années 80, car elle risque de nuire aux animaux qui voyagent entre les deux pays, une position qu'a d'ailleurs réitérée le premier ministre Paul Martin en décembre dernier.

Cela dit, si les élections fédérales en cours se terminent par un changement de gouvernement au profit des conservateurs de Stephen Harper, il faudra s'attendre à ce que le pays cesse de s'immiscer dans les affaires de son voisin, a soutenu mercredi Sue Greetham, candidate au Yukon, dans le *Whitehorse Star*.

« Ce n'est pas un enjeu, a-t-elle dit. Je ne crois pas qu'il y ait une position conservatrice sur la question. C'est une décision qui appartient au gouvernement américain. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : francois.cardinal@lapresse.ca

Zellers

Les vendredi, samedi et dimanche
20, 21 et 22 janvier 2006
Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura.
Désolés, aucun bon d'achat différé.



50% de rabais sur TOUS les tricots et les vêtements d'extérieur automne-hiver pour toute la famille

Comprend les hauts tissés, les blouses et les tricots Cherokee® et Carroll Reed® pour femme. Sur nos prix ordinaires.





20$ de rabais sur les consoles PSP®, GameCube™ et GameBoy Advance®

Échangez 285 000 points Primes Hbc et obtenez un rabais ADDITIONNEL de **30$**†!

GameBoy Advance®, avant 99,97; sans l'offre Échangez et économisez...79,97*; après l'échange de points **49,97**

GameCube™, avant 119,97; sans l'offre Échangez et économisez...99,97*; après l'échange de points **69,97**

PSP®, avant 299,97; sans l'offre Échangez et économisez...279,97*; après l'échange de points **249,97**

†Les taxes sont calculées sur le prix d'achat avant l'offre Échangez et économisez.



Jusqu'à **50% de rabais**

sur un gigantesque assortiment d'ensembles de draps

29,97 avant 39,97-59,97

Rabais ADDITIONNEL de **30%** sur TOUS les vêtements à prix déjà réduit pour homme et femme

Rabais ADDITIONNEL de **50%** sur TOUS les vêtements et TOUTES les chaussures à prix déjà réduit pour enfant

Rabais ADDITIONNEL de **50%** sur TOUS les accessoires, bijoux et vêtements de nuit et TOUTES les montres et chaussettes à prix déjà réduit pour toute la famille

50% de rabais sur TOUT le linge de maison de fin de série

Jusqu'à **40% de rabais** Liquidation d'oreillers! Oreillers choisis **2,97**... Avant 3,77-4,97

40% de rabais sur TOUS les foyers électriques

20% de rabais sur TOUTES les montres à prix ordinaire

40% de rabais sur TOUS les vêtements de nuit à prix ordinaire pour bébé et enfant

40% de rabais sur TOUT le molleton polaire, TOUS les vêtements de sport Logo Athletic et TOUTES les chemises sport à manches longues automne-hiver Cherokee® pour homme

Soutiens-gorge et culottes Ooh La La de Triumph® **12$** Soutiens-gorge. Avant 19,97-24,97 **5$** Culottes. Avant 6,97-7,97

50% de rabais sur les vêtements de nuit WonderBra® pour femme

50% de rabais sur TOUTES les chaussures Self Esteem®, Mudd® et Mossimo® et les bottes mode pour femme, ainsi que sur TOUTES les bottes d'hiver et TOUS les accessoires temps froid pour homme, femme et enfant. Sur le dernier prix étiqueté.

**15$** Liquidation! Chaussures de sport de marques nationales à prix déjà réduit pour homme et femme. Avant 17$ - 35$

50% de rabais sur un vaste choix de produits beauté-santé de fin de série. Prix tels qu'étiquetés.

4 MILLIONS $ DE PETITS ÉLECTROS DE CUISINE À LIQUIDER!

30% de rabais sur TOUS les petits électros de cuisine de fin de série

40% de rabais sur TOUS les services de couverts 20 et 45 pièces Oneida® de fin de série

50% de rabais sur TOUS les ustensiles de cuisson en inox. AUSSI : 25% de rabais sur TOUS les ustensiles de cuisson vendus à l'unité

Hbc

La marchandise olympique est exclue de cette promotion.

3375220A

Amende salée pour un col bleu

SARA CHAMPAGNE

Une épandeuse de sel de l'arrondissement d'Anjou a écopé une amende de 600 $ mercredi, en plein coeur de l'opération déglaçage, à cause de sa charge trop lourde. Le col bleu qui conduisait le véhicule d'épandage a été arrêté à sa sortie de l'aire de chargement d'abrasifs.

« C'est totalement absurde, surtout avec les conditions de météo qu'on a connues ce jour-là, lance le maire d'Anjou, Luis Miranda. On voit le ridicule de certains fonctionnaires, trop zélés, qui ont probablement un quota de contraventions à émettre », ajoute-t-il, avec l'intention de contester la contravention auprès de la SAAQ. « Même si du sel tombait du camion, il finissait ultimement sur la chaussée, et servait à déglacer. Il me semble que c'est simple de comprendre que l'intervention rapide des cols bleus était nécessaire mercredi pour assurer la sécurité des citoyens. »

À la SAAQ, on explique que l'arrondissement a parfaitement le droit de contester la contravention. « Le véhicule débordait de tous les côtés, dit le porte-parole, Pierre Mercier. Notre pesée indiquait que le véhicule excédait de 60 % la charge maximale permise, qui est de 10 000 kg. Il était chargé de 16 300 kg de sel. Ses pneus étaient collés et écrasés sous le poids du chargement, ce qui pouvait affecter le système directionnel du véhicule, la vitesse de freinage et entraîner des crevaisons. »

Précision: Sylvain Toutant

Dans son numéro d'hier, *La Presse* rapportait que MM. Sylvain Toutant, PDG de la Société des alcools, et Laurent Mériaux, vice-président à la même société, étaient d'anciens cadres de Rona. En fait, MM. Toutant et Mériaux étaient chez Réno-Dépôt et ont quitté cette entreprise lors de l'achat de Réno-Dépôt par Rona, en 2003.

Précision: reportage publicitaire

Une publicité du Salon international de l'auto de Montréal, publiée en page 7 du cahier des Sports de notre numéro d'hier, imitait la mise en page de *La Presse*, pouvant ainsi laisser croire à nos lecteurs qu'il s'agissait d'un reportage, ce qui n'était pas le cas. Nos excuses.